



**COMITÉ CONSULTATIF POUR LES QUESTIONS
ADMINISTRATIVES ET BUDGÉTAIRES**

PREMIER RAPPORT SUR LE PROJET DE BUDGET
pour
L'EXERCICE 1973

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-SEPTIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 8 (A/8708)

NATIONS UNIES

**COMITÉ CONSULTATIF POUR LES QUESTIONS
ADMINISTRATIVES ET BUDGÉTAIRES**

PREMIER RAPPORT SUR LE PROJET DE BUDGET

pour

L'EXERCICE 1973

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-SEPTIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 8 (A/8708)



NATIONS UNIES

New York, 1972

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

		<u>Pages</u>
NOTE DU PRESIDENT		vii
PREFACE		ix
<u>Chapitres</u>	<u>Paragraphes</u>	
I. LE PROJET DE BUDGET POUR 1973	1 - 60	1
Considérations générales	1 - 5	1
Comparaison des crédits demandés pour 1973 et des crédits ouverts pour 1972	6 - 13	2
Ajustements probables à apporter aux dépenses prévues pour 1972	14 - 20	7
Exécution du budget et du programme (exercice 1971)	21 - 28	8
Considérations générales d'ordre budgétaire concernant le projet de budget pour 1973	29 - 31	11
Besoins en personnel pour 1973	32 - 41	12
Service de gestion administrative	42 - 49	17
Regroupement des locaux et services des bureaux extérieurs	50 - 55	19
Coopération avec d'autres organes des Nations Unies	56 - 60	19
II. PROJETS DE RESOLUTIONS	61 - 68	21
Tableau comparatif des crédits demandés par le Secrétaire général et des crédits recommandés par le Comité consultatif		21
III. RECOMMANDATIONS DETAILLEES CONCERNANT LE PROJET DE BUDGET : PREVISIONS DE DEPENSES	1-1 - IS 4-15	27
<u>Titre premier. Sessions de l'Assemblée générale, des conseils, des commissions et comités : réunions et conférences spéciales</u>	1-1 - 2-21	27
Chapitre premier. Frais de voyage et autres frais des représentants et des membres des commissions, comités et autres organes subsidiaries	1-1 - 1-8	27
Chapitre 2. Réunions et conférences spéciales	2-1 - 2-21	30

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
<u>Titre II. Dépenses de personnel et dépenses connexes</u>	3-1 - 6-6	38
Chapitre 3. Traitements et salaires	3-1 - 3-39	38
Observations générales	3-1 - 3-3	38
Article premier. Postes permanents	3-4 - 3-19	39
Article II. Personnel temporaire pour les réunions	3-20 - 3-22	45
Article III. Autre personnel temporaire ..	3-23 - 3-32	45
Article IV. Heures supplémentaires et sursalaire de nuit	3-33	48
Article V. Besoins provisoires en personnel	3-34 - 3-38	49
Ensemble du chapitre 3	3-39	50
Chapitre 4. Dépenses communes de personnel .	4-1 - 4-11	51
Chapitre 5. Frais de voyage du personnel ...	5-1 - 5-15	55
Chapitre 6. Versements prévus aux paragraphes 2 et 5 de l'annexe I du Statut du personnel : dépenses de représentation .	6-1 - 6-6	60
 <u>Titre III. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien</u>	 7-1 - 7-13	 62
Chapitre 7. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	7-1 - 7-13	62
 <u>Titre IV. Matériel, fournitures et services</u> .	 8-1 - 11-18	 69
Chapitre 8. Matériel et installations	8-1 - 8-8	69
Chapitre 9. Entretien, location et utilisation des locaux	9-1 - 9-8	73
Chapitre 10. Frais généraux	10-1 - 10-12	76
Chapitre 11. Imprimerie	11-1 - 11-18	80
 <u>Titre V. Programmes techniques</u>	 V-1 - 14-1	 89
Chapitre 12. Services consultatifs régionaux et sous-régionaux	12-1 - 12-2	89
Chapitre 13. Développement économique, développement social, administration publique, services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme et contrôle des stupéfiants	13-1 - 13-3	90
Chapitre 14. Développement industriel	14-1	91

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
<u>Titre VI. Conférence des Nations Unies</u> <u>sur le commerce et le développement</u>	15-1 - 15-21	92
Chapitre 15. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	15-1 - 15-21	92
<u>Titre VII. Organisation des Nations Unies</u> <u>pour le développement industriel</u>	16-1 - 16-23	99
Chapitre 16. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	16-1 - 16-23	99
<u>Titre VIII. Missions spéciales</u>	17-1 - 17-9	107
Chapitre 17. Missions spéciales	17-1 - 17-9	107
<u>Titre IX. Haut Commissariat des Nations Unies</u> <u>pour les réfugiés</u>	18-1 - 18-11	113
Chapitre 18. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	18-1 - 18-11	113
<u>Titre X. Cour internationale de Justice</u>	19-1 - 19-8	120
Chapitre 19. Cour internationale de Justice	19-1 - 19-8	120
<u>Titre XI. Dépenses spéciales</u>	20-1 - 20-15	123
Chapitre 20. Dépenses spéciales	20-1 - 20-15	123
PREVISIONS DE RECETTES	IS 1-1 - IS 4-15	129
<u>Titre premier. Recettes provenant de</u> <u>contributions du personnel</u>	IS 1-1 - IS 1-3	130
Chapitre premier des recettes. Recettes provenant des contributions du personnel	IS 1-1 - IS 1-3	130
<u>Titre II. Autres recettes</u>	IS 2-1 - IS 4-15	132
Chapitre 2 des recettes. Recettes provenant de fonds extra-budgétaires	IS 2-1 - IS 2-3	132
Chapitre 3 des recettes. Recettes générales	IS 3-1 - IS 3-9	133
Chapitre 4 des recettes. Activités productrices de recettes	IS 4-1 - IS 4-15	137

Note du Président

1. Le Comité consultatif se compose des membres suivants :

M. John I. M. Rhodes (Président);
M. Mohamed Alwan;
M. Albert F. Bender, Jr.;
M. Paulo Lopes Corrêa;
M. Mohsen S. Esfandiary;
M. Hsing Sung-yi;
M. Ahmed Tewfik Khalil;
M. Mario Majoli;
M. C. S. M. Mselle;
M. A. Naudy;
M. V. K. Palmarchuk;
M. José Piñera;
M. József Tardos.

2. Nous nous sommes réunis à New York, du 2 mai au 3 juillet 1972, où nous avons examiné le projet de budget pour 1973, qui est présenté sous la forme habituelle.

3. Nous avons également examiné les propositions du Secrétaire général visant à modifier la présentation du budget au cours des années à venir et nous présenterons un rapport distinct à ce sujet.

4. Nous avons pris des dispositions pour nous réunir à Genève entre le 30 août et le 15 septembre, afin d'avoir des entretiens avec des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des représentants des institutions spécialisées et d'autres organisations qui ont leur siège en Europe.

5. Le Secrétaire général et les fonctionnaires du Secrétariat nous ont prêté toute l'assistance nécessaire au cours de notre session. Nous leur en sommes reconnaissants, notamment, à ceux à qui un surcroît de travail a été imposé du fait des changements récemment intervenus au niveau le plus élevé dans le domaine administratif et budgétaire.

6. Nous remercions une fois de plus les fonctionnaires du secrétariat de notre Comité pour les efforts qu'ils ont déployés avec une énergie inlassable. S'il nous arrive parfois de considérer leur dévouement tout naturel, c'est uniquement parce qu'ils nous ont habitués à compter sur ces services d'une qualité exceptionnelle qu'ils continuent de nous fournir.

Le Président,

(Signé) John I. M. RHODES

3 juillet 1972

PREFACE

Les principales attributions du Comité consultatif, qui sont définies dans la résolution 14 A (I) de l'Assemblée générale, en date du 13 février 1946, sont les suivantes :

- "a) Procéder à un examen du budget soumis par le Secrétaire général à l'Assemblée générale et faire rapport sur ce budget;
- b) Donner à l'Assemblée générale des avis sur les questions administratives et budgétaires qui lui seraient renvoyées;
- c) Examiner au nom de l'Assemblée générale les budgets administratifs des institutions spécialisées et les propositions visant les arrangements financiers et budgétaires à conclure avec ces institutions;
- d) Examiner les rapports des vérificateurs des comptes de l'Organisation et des institutions spécialisées et faire rapport à l'Assemblée à leur sujet."

Aux termes de l'article 158 du règlement intérieur de l'Assemblée générale 1/, les membres du Comité consultatif, tous de nationalité différente, sont choisis de façon à assurer une large répartition géographique des sièges et en tenant compte de leurs titres et de leur expérience personnels.

Comme par le passé, des crédits sont prévus à certains chapitres du projet de budget pour 1973 pour des dépenses au sujet desquelles certains Etats Membres ont formulé des objections de principe. Certains membres du Comité ont réitéré ces objections en exposant leurs raisons. Toutefois, les membres du Comité ont considéré que la controverse concernant ces dépenses n'est pas de la compétence du Comité consultatif qui, aux termes de l'article 159 du règlement intérieur de l'Assemblée générale 2/, est chargé de soumettre le budget de l'Organisation à un examen technique.

1/ Ancien article 157 (voir résolution 2837 (XXVI), annexe I, par.9).

2/ Ancien article 158.

CHAPITRE PREMIER

LE PROJET DE BUDGET POUR 1973

CONSIDERATIONS GENERALES

1. Dans le projet de budget pour 1973 ^{3/}, le Secrétaire général prévoit des dépenses brutes de 224 150 100 dollars alors que les ouvertures de crédits approuvées pour l'exercice 1972 par l'Assemblée générale dans sa résolution 2899 A (XXVI) du 22 décembre 1971 se chiffraient à 224 124 410 dollars. La différence représente donc une augmentation de 11 025 690 dollars, soit de 5,17 p. 100.

2. Le Secrétaire général estime les recettes de toutes provenances à 35 682 300 dollars pour 1973, soit 239 350 dollars de moins que le total des prévisions de recettes (35 921 650 dollars) approuvées pour 1972 dans la résolution 2899 B (XXVI). Ainsi, le Secrétaire général compte que le montant net des prévisions de dépenses pour 1973, sur la base duquel seront calculées les quotes-part des Etats Membres, s'élèvera à 188 467 800 dollars, ce qui représente une augmentation de 6,36 p. 100 par rapport au montant net des prévisions de dépenses de 1972 (177 202 760 dollars).

3. Les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies seront également appelés à verser en 1973 des contributions aux budgets des autres organismes des Nations Unies dont ils sont membres. A sa vingt-septième session, l'Assemblée générale recevra un rapport du Comité consultatif sur les budgets ordinaires des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Dans ce rapport, le Comité indiquera également le montant des programmes relevant des Nations Unies qui sont financés au moyen de contributions volontaires.

4. Dans le présent rapport, le Comité consultatif présente ses observations et recommandations concernant le projet de budget du Secrétaire général pour l'exercice 1973. Le rapport est fondé sur un examen détaillé des pièces budgétaires concernant les demandes de crédits présentées. Lorsqu'il a procédé à cet examen, le Comité a reçu du Secrétaire général et de ses représentants, tant oralement que par écrit, des renseignements très détaillés, et il a aussi étudié certaines pratiques administratives et opérationnelles qui influent sur le montant des prévisions.

5. Au chapitre III du présent rapport, le Comité consultatif recommande de réduire d'un montant total de 4 558 900 dollars le montant des prévisions de dépenses et de 60 000 dollars celui des prévisions de recettes. La ventilation de ces réductions est récapitulée par chapitre du budget dans un tableau qui figure en annexe au chapitre II.

^{3/} Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 6 (A/8706).

COMPARAISON DES CREDITS DEMANDES POUR 1973 ET
DES CREDITS OUVERTS POUR 1972

6. Le tableau 1 ci-après permet de comparer les crédits initialement demandés par le Secrétaire général pour 1973, les crédits ouverts pour 1972 et les dépenses engagées en 1971. Les chiffres pour 1973 et 1972 sont toutefois sujets à modification comme suite aux décisions que l'Assemblée générale prendra à sa vingt-septième session 4/. L'exécution du budget et du programme en 1971 est examinée brièvement plus loin aux paragraphes 21 à 28.
7. Le Secrétaire général attribue l'augmentation totale de 11 millions de dollars qui apparaît aux chapitres des dépenses à des dépenses supplémentaires d'un montant de 17,2 millions de dollars, qui sont en partie compensées par des réductions s'élevant à 6,2 millions de dollars. Le Secrétaire général indique que les dépenses supplémentaires sont imputables aux facteurs suivants : maintien en 1973 de l'effectif approuvé pour 1972 (9,3 millions de dollars), projets de construction (5,5 millions de dollars); incidences du réalignement des monnaies postérieur à décembre 1971, augmentation du coût des services contractuels et autres facteurs échappant au contrôle du Secrétaire général (1,7 million de dollars), éléments ajoutés aux programmes (0,7 million de dollars).
8. La réduction est imputable essentiellement à deux facteurs. Elle tient, en premier lieu, à un changement dans le mode de présentation, à savoir l'exclusion du budget, à compter du 1er janvier 1973, des dépenses (et des recettes correspondantes provenant des contributions du personnel, ainsi que des remboursements correspondants au titre des frais généraux) relatives aux projets d'assistance technique exécutés pour le compte du PNUD par l'Organisation des Nations Unies (2,2 millions de dollars). Ce changement de présentation, qui est examiné de façon plus détaillée dans les paragraphes 32 à 34 ci-après, ne modifie pas le montant net du budget.
9. En deuxième lieu, elle est imputable à une diminution des dépenses au titre des conférences, qui tient au fait qu'un certain nombre de conférences spéciales (y compris la troisième session de la CNUCED) tenues en 1972, n'auront pas lieu en 1973 (2,9 millions de dollars).
10. Dans un tableau figurant en annexe à son avant-propos au projet de budget, le Secrétaire général énumère les principaux facteurs auxquels est imputable la différence entre les dépenses prévues pour 1973 et les crédits ouverts pour 1972. Les principaux éléments des augmentations sont les suivants :

4/ Voir plus loin par. 11 à 20.

	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
a) Diminution due à l'exclusion du budget des dépenses encourues pour l'exécution de projets d'assistance technique pour le compte du PNUD (chapitres 3, 4, 5, 15 et 16)		(2 228 700)
b) Relèvement des tarifs aériens et du taux des indemnités de subsistance (chapitres 1er et 5)		233 300
c) Diminution nette dans le programme des réunions et conférences (chapitres 1er-5 et 15) 5/		(2 273 800)
d) Relèvement des traitements du personnel engagé pour des périodes de courte durée (chapitres 2 et 3)		321 900
e) Dépenses supplémentaires imputables au maintien en 1973 des postes permanents et provisoires approuvés pour 1972 (chapitres 3, 4 et 15-20)	8 650 210	
Financement pour l'année entière (au lieu d'une partie de l'année seulement) de certains postes temporaires nécessaires de façon continue (chapitre 3)	414 100	
Relèvement des taux de rémunération des heures supplémentaires (chapitre 3) ..	<u>189 700</u>	
		9 254 010
f) Augmentation au titre des nouveaux postes proposés et des reclassements proposés (chapitres 3 et 4)		252 260
g) Diminution des dépenses au titre des consultants et des groupes d'experts spéciaux (chapitre 3)		(63 900)
h) Dépenses supplémentaires imputables aux travaux de construction, à Genève, Addis-Abeba et Bangkok (chapitre 7)		5 475 000
i) Diminution nette au titre du programme de transformation, d'amélioration et de gros travaux d'entretien à New York, Genève et Addis-Abeba (chapitre 7)		(213 600)
j) Diminution nette des dépenses au titre du programme d'acquisition de matériel, imputable essentiellement au Service de l'information 6/ (chapitre 8)		(415 100)
k) Dépenses supplémentaires au titre des services contractuels (chapitres 9-11, 15, 16, 18-20)		1 175 100
l) Diminution du volume des travaux contractuels d'imprimerie (chapitre 11)		(115 600)
m) Diminution nette au titre de diverses dépenses de l'ONUDI (chapitre 16)		(114 500)
n) Diminution due au fait que certaines missions spéciales n'auront pas lieu en 1973 (chapitre 17)		(159 100)
o) Diverses dépenses de 1972 non renouvelables en 1973 (chapitre 20)		(215 000)

5/ Y compris la troisième session de la CNUCED.

6/ Voir plus loin, par. 12 e) et 8-3.

Tableau 1

Comparaison entre les crédits initialement demandés pour 1973, les crédits ouverts pour 1972 et les dépenses engagées en 1971

Titres et chapitres du budget	1973	1972	1971	1973
	Crédit demandé	Crédit ouvert	Dépenses engagées	Augmentation (ou diminution) par rapport à 1972
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
<u>Titre premier. Sessions de l'Assemblée générale, des conseils, commissions et comités, réunions et conférences spéciales</u>				
Chapitre premier. Frais de voyage et autres frais des représentants et des membres des commissions, comités et autres organes subsidiaires	1 507 700	1 449 900	1 333 230	57 800
Chapitre 2. Réunions et conférences spéciales	<u>1 252 100</u>	<u>2 846 600</u>	<u>3 278 292</u>	<u>(1 594 500)</u>
TOTAL, titre premier	2 759 800	4 296 500	4 611 522	(1 536 700)
<u>Titre II. Dépenses de personnel et dépenses connexes</u>				
Chapitre 3. Traitements et salaires	99 951 000	95 676 160	86 364 581	4 274 840
Chapitre 4. Dépenses communes de personnel	23 185 200	21 857 100	19 730 769	1 328 100
Chapitre 5. Frais de voyage du personnel	2 889 500	2 656 100	2 672 610	233 400
Chapitre 6. Versements prévus aux paragraphes 2 et 5 de l'annexe I du Statut du personnel; dépenses de représentation	<u>159 000</u>	<u>159 000</u>	<u>139 928</u>	<u>-</u>
TOTAL, titre II	126 184 700	120 348 360	108 907 888	5 836 340
<u>Titre III. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien</u>				
Chapitre 7. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	<u>14 875 400</u>	<u>9 614 000</u>	<u>8 972 325</u>	<u>5 261 400</u>
TOTAL, titre III	14 875 400	9 614 000	8 972 325	5 261 400
<u>Titre IV. Matériel, fournitures et services</u>				
Chapitre 8. Matériel et installations	998 200	1 413 300	905 191	(415 100)
Chapitre 9. Entretien, utilisation et location des locaux	7 452 500	6 897 900	6 676 401	554 600
Chapitre 10. Frais généraux	6 297 200	6 037 000	6 375 536	260 200
Chapitre 11. Imprimerie	<u>3 232 500</u>	<u>3 039 700</u>	<u>3 132 773</u>	<u>192 800</u>
TOTAL, titre IV	17 980 400	17 387 900	17 089 901	592 500
<u>Titre V. Programmes techniques</u>				
Chapitre 12. Services consultatifs régionaux et sous-régionaux	1 825 000	1 825 000	-	-
Chapitre 13. Développement économique, développement social et administration publique; services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme; contrôle des stupéfiants	5 408 000	5 408 000	5 407 417	-
Chapitre 14. Développement industriel	<u>1 500 000</u>	<u>1 500 000</u>	<u>1 498 597</u>	<u>-</u>
TOTAL, titre V	8 733 000	8 733 000	6 906 014	-

Tableau 1 (suite)

Titres et chapitres du budget	1973	1972	1971	1973
	Crédit demandé	Crédit ouvert	Dépenses engagées	Augmentation (ou diminution) par rapport à 1972
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
<u>Titre VI. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement</u>				
Chapitre 15. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	12 500 200	12 362 900	10 322 755	137 300
TOTAL, titre VI	12 500 200	12 362 900	10 322 755	137 300
<u>Titre VII. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel</u>				
Chapitre 16. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	14 574 600	14 332 100	12 310 620	242 500
TOTAL, titre VII	14 574 600	14 332 100	12 310 620	242 500
<u>Titre VIII. Missions spéciales</u>				
Chapitre 17. Missions spéciales	8 454 200	8 370 700	8 143 134	83 500
TOTAL, titre VIII	8 454 200	8 370 700	8 143 134	83 500
<u>Titre IX. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés</u>				
Chapitre 18. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	5 855 500	5 398 500	4 779 615	457 000
TOTAL, titre IX	5 855 500	5 398 500	4 779 615	457 000
<u>Titre X. Cour internationale de Justice</u>				
Chapitre 19. Cour internationale de Justice	1 716 900	1 706 150	1 495 998	10 750
TOTAL, titre X	1 716 900	1 706 150	1 495 998	10 750
<u>Titre XI. Dépenses spéciales</u>				
Chapitre 20. Dépenses spéciales	10 515 400	10 574 300	10 584 751	(58 900)
TOTAL, titre XI	10 515 400	10 574 300	10 584 751	(58 900)
TOTAL GENERAL	224 150 100	213 124 410	194 124 523	11 025 690
<u>A déduire :</u>				
Recettes autres que les contributions du personnel ...	8 712 300	10 608 000	9 511 715	(1 895 700)
Recettes provenant des contributions du personnel, à porter au crédit des Etats Membres au Fonds de péréquation des impôts	26 970 000	25 313 650	22 814 264	1 656 350
MONTANT NET DES DEPENSES	188 467 800	177 202 760	161 798 544	11 265 040

11. Le rapport entre les prévisions de dépenses pour 1973 et les crédits ouverts pour 1972 dépendra :

- a) Des dépenses supplémentaires à prévoir pour 1973;
- b) Des ajustements à apporter aux dépenses prévues pour 1972.

12. Au paragraphe 42 de son avant-propos au projet de budget, le Secrétaire général indique qu'il paraît concevable que le montant total qui viendra probablement s'ajouter aux prévisions de dépenses initiales soit de l'ordre de 2,8 millions de dollars. Ce montant provisoire comprend les éléments de dépenses suivants, dont certains feront l'objet de rapports spéciaux à l'Assemblée générale :

	<u>Dollars</u>
a) Application des propositions formulées par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement	1 500 000
b) Application des décisions prises par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à sa troisième session	350 000 - 400 000
c) Incidences financières des décisions prises par le Conseil économique et social à ses cinquante-deuxième et cinquante-troisième sessions	30 000
d) Part des dépenses d'une Ecole des cadres des Nations Unies qui seront à la charge de l'ONU	150 000
e) Acquisition de matériel pour le Service de l'information 7/	330 000
f) Marge à prévoir pour faire face aux incidences financières d'autres décisions éventuelles de l'Assemblée générale ...	420 000

Certaines de ces dépenses supplémentaires probables n'ont encore qu'un caractère largement hypothétique.

13. Les ajustements probables à apporter aux dépenses prévues pour 1972 et l'effet des mesures d'économie instituées par le Secrétaire général sont examinés ci-après, aux paragraphes 14 à 20.

7/ Voir plus loin, par 8-3.

AJUSTEMENTS PROBABLES A APPORTER AUX DEPENSES PREVUES POUR 1972

14. Le Comité consultatif a examiné avec le Secrétaire général et ses représentants la politique adoptée par ce dernier en ce qui concerne la gestion des crédits ouverts pour 1972. Le Comité a appris que cette politique comprenait une stabilisation des dépenses visant à arrêter la détérioration de la situation financière de l'Organisation et à augmenter les chances de voir l'ensemble des Etats Membres réserver un accueil favorable aux diverses propositions qui ont été faites pour rétablir la solvabilité de l'Organisation. Le Comité a également appris que les mesures de restriction étaient réparties également, de façon qu'aucune activité particulière n'en souffre gravement.

15. Comme le Secrétaire général l'indique dans les paragraphes 11 à 13 de son avant-propos, son objectif au début de l'année était de faire en sorte qu'il reste à la fin de l'exercice 1972 un solde inutilisé de 4 millions de dollars au moins pour compenser la partie des contributions mises en recouvrement qui, selon les prévisions, ne serait pas acquittée, parce que les Etats Membres déduiraient de leur quote-part les montants correspondants, et pour compenser le fait que certaines contributions sont versées en monnaies que l'Organisation ne pouvait jusqu'à présent utiliser que dans une mesure limitée. Le Secrétaire général s'est également efforcé de constituer une réserve initiale d'au moins 2 millions de dollars (en sus des 4 millions de dollars susmentionnés) pour faire face à certaines dépenses prévues pour lesquelles il n'avait pas été possible d'ouvrir de crédits, notamment celles qui résulteraient du réaligement des monnaies postérieur au 10 décembre 1971.

16. Pour atteindre cet objectif, le Secrétaire général a pris les mesures d'économie suivantes :

- i) Suspension de six mois des nominations aux postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur, ce délai ayant été par la suite prolongé de deux mois jusqu'à la fin du mois de septembre; des dérogations sont permises lorsque le poste à pourvoir est jugé essentiel au bon fonctionnement du Secrétariat;
- ii) Contrôles supplémentaires exercés sur les frais de voyage du personnel envoyé à des sessions et du personnel en mission;
- iii) Réduction du nombre des lignes et appareils téléphoniques au Siège (New York);
- iv) Allocation de fonds pour les activités d'assistance technique (Titre V du budget) exclusivement dans la mesure où il est possible d'utiliser les monnaies dans lesquelles les Etats Membres versent la part de leur contribution qui correspond aux dépenses inscrites à ce titre du budget;
- v) Contrôle plus strict des heures supplémentaires et de l'emploi d'experts et de consultants.

17. Dans son examen de l'exécution du budget au milieu de l'exercice 1972, le Secrétaire général a indiqué que la réserve de 2 millions de dollars environ

mentionnée ci-dessus au paragraphe 15 avait déjà fait l'objet d'engagements. Les dépenses pour lesquelles aucun crédit n'avait été ouvert pour 1972 semblaient devoir être légèrement supérieures à 2 millions de dollars environ. Les principaux facteurs auxquels ces dépenses étaient imputables étaient les suivants : modifications des taux de change postérieures à décembre 1971 (453 000 dollars), augmentation du coût des services contractuels et des dépenses d'électricité, chauffage, énergie et eau (788 000 dollars), passage de certains lieux d'affectation dans une classe supérieure aux fins de l'indemnité de poste et relèvement des traitements des agents des services généraux (685 000 dollars, en partie imputables aux modifications des taux de change susmentionnées), et un certain nombre de dépenses supplémentaires à engager pour des missions politiques (427 000 dollars).

18. Compte tenu de ces dépenses imprévues et de certaines économies qui les compensent en partie, le Secrétaire général prévoyait pour les dépenses un montant brut total de 209,3 millions de dollars environ, soit environ 3,8 millions de dollars de moins que les crédits ouverts par l'Assemblée générale par sa résolution 2899 A (XXVI). Il paraissait probable que le déficit dû au fait que des Etats déduisent certains montants de leur contribution et à l'impossibilité d'utiliser les contributions versées dans certaines monnaies ne correspondrait qu'à 3,6 millions de dollars de ce solde inutilisé, soit 0,4 million de dollars de moins que ce que le Secrétaire général avait présumé précédemment (voir par. 15 ci-dessus). Ceci laisserait une marge de moins de 250 000 dollars pour faire face aux dépenses additionnelles éventuelles de 1972 qui ne pouvaient pas être prévues au milieu de l'exercice.

19. Le Secrétaire général a informé le Comité consultatif que la marge susmentionnée ne lui paraissait pas tout à fait suffisante pour faire face aux imprévus au cours du second semestre de 1972. Il se demandait donc s'il ne devait pas prendre de nouvelles mesures pour être sûr d'atteindre son objectif, c'est-à-dire de ne pas augmenter le déficit budgétaire accumulé.

20. Selon les prévisions faites au milieu de l'exercice, les recettes pour 1972 seraient vraisemblablement inférieures de 300 000 dollars environ au montant approuvé. Le Secrétaire général comptait que les recettes inscrites au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel) et au chapitre 3 des recettes (Recettes générales) seraient inférieures, respectivement, de 500 000 dollars et de 100 000 dollars aux montants approuvés, tandis que les recettes inscrites au chapitre 4 des recettes (Activités productrices de recettes) dépasseraient de 290 000 dollars environ le montant prévu.

EXECUTION DU BUDGET ET DU PROGRAMME (EXERCICE 1971)

21. Par sa résolution 2882 (XXVI) du 21 décembre 1971, l'Assemblée générale a approuvé, au titre des dépenses inscrites au budget, un montant révisé de 194 627 800 dollars et, au titre des prévisions de recettes, un montant révisé de 22,3 millions de dollars pour les recettes provenant des contributions du personnel et un montant révisé de 9 955 500 dollars pour les autres recettes. Dans son rapport sur l'exécution du budget de 1971 (A/8748), le Secrétaire général indique que les dépenses et engagements effectifs se sont chiffrés au total à

194 124 523 dollars, soit 503 277 dollars de moins que les crédits ouverts. Les recettes provenant des contributions du personnel (22 814 264 dollars) ont dépassé de 514 264 dollars le montant estimatif approuvé, mais les autres recettes ont été inférieures de 443 785 dollars aux prévisions et se sont élevées au total à 9 511 715 dollars. Il reste, par conséquent, un montant net de 573 756 dollars qui sera porté au crédit des Etats Membres, à valoir sur les contributions à mettre en recouvrement auprès d'eux pour 1973.

22. Des excédents sont apparus à douze chapitres de dépenses, les plus importants au chapitre 2 (Réunions et conférences spéciales), qui accuse un excédent de 266 808 dollars, au chapitre 3 (Traitements et salaires), qui accuse un excédent de 260 419 dollars et au chapitre 16 (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel), qui accuse un excédent de 197 880 dollars. Des déficits sont apparus à cinq chapitres et se chiffrent au total à 509 195 dollars (dont 390 636 dollars au chapitre 10 (Frais généraux)). Le Comité consultatif a donné son assentiment aux virements d'un chapitre à un autre qui se sont avérés nécessaires en fin d'exercice et qui apparaissent dans les comptes de l'exercice 1971.

23. L'exécution du programme de travail dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme pendant l'exercice 1971 est exposée en détail par le Secrétaire général dans un rapport distinct qu'il a présenté au Comité du programme et de la coordination (CPC) (E/AC.51/52 et Corr.1 et 2, Add.1-5 et Annexe). Au paragraphe 2 de l'introduction, le Secrétaire général reconnaît que le rapport ne répond pas pleinement aux exigences de la résolution 1644 (LI) du Conseil économique et social; cependant, le Secrétaire général s'est efforcé d'en améliorer la qualité par rapport aux documents similaires des années précédentes, en particulier en analysant, chaque fois que cela a été possible, les principaux obstacles, d'ordre administratif ou autre, qui ont entravé l'exécution des programmes approuvés. Le Comité consultatif a constaté qu'il y avait toujours des variations considérables dans le mode de présentation des éléments communiqués par les diverses divisions. Le Comité espère que ces variations seront éliminées au fur et à mesure que le Secrétaire général prendra les mesures voulues pour répondre aux exigences de la résolution 1644 (LI).

24. Dans le rapport établi par le Secrétaire général, les données relatives à l'exécution du programme sont principalement exprimées en mois de travail accomplis, et non en projets et activités terminés, de sorte que l'accent continue de porter davantage sur les moyens que sur les réalisations. Il ressort du document que dans deux tiers environ des domaines d'activité, les ressources effectivement utilisées ont été inférieures à celles qui avaient été approuvées. Dans certaines divisions (en particulier le Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement), la marge des ressources approuvées en mois de travail d'administrateur qui sont demeurées inutilisées était assez considérable. Ce n'est que dans un seul secteur (à savoir le Centre de l'habitation, de la construction et de la planification) que le nombre de mois de travail effectués a dépassé les prévisions qui avaient été établies sur la base des ressources approuvées (ce résultat ayant été obtenu grâce à une nouvelle répartition des ressources).

25. Il ressort clairement du rapport du Secrétaire général que la raison pour laquelle les ressources approuvées n'ont pas été pleinement utilisées tenait essentiellement à des difficultés et à des retards dans le recrutement, que l'on n'a pu compenser qu'en partie en faisant appel à du personnel engagé pour des périodes de courte durée pour pourvoir des postes approuvés, encore que l'on ait recouru plus souvent à cette pratique en 1971 que cela n'avait été le cas en 1970. Pour cette dernière année, les nominations de personnel engagé pour des périodes de courte durée, dont le coût est imputé sur les crédits correspondant à des postes vacants, avaient représenté au total une vingtaine d'années de travail, alors qu'en 1971, ces nominations ont représenté près de 24 années de travail, dont presque un tiers a été utilisé par le Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement. Des difficultés et des retards dans le recrutement se sont produits au Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement (particulièrement pour des postes des classes supérieures, notamment des postes d'économiste chargé de recherche, malgré une certaine amélioration par rapport à 1970), à la Division du développement social, à la Division de la population, au Bureau de statistique, à la Commission économique pour l'Europe, à la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, et à la Division des droits de l'homme (pour ce qui est du personnel temporaire). Dans certains secteurs, le retard avec lequel les postes vacants ont été pourvus est imputable à la décision prise par le Secrétaire général de ne pas pourvoir ces postes avant que l'étude du Département des affaires économiques et sociales soit faite par le Service de gestion administrative.

26. Dans l'introduction au rapport sur le Département des affaires économiques et sociales, le Secrétaire général signale que l'exécution du programme de travail en 1971 a été compromise par la diversité et la prolifération croissantes des documents relatifs au budget et aux programmes, des rapports intérimaires, des réponses aux enquêtes des services d'inspection et de coordination et autres rapports en matière de gestion que les divisions organiques étaient tenues d'établir à l'intention des divers organes directeurs et qui leur imposaient chaque année un volume de travail de plus en plus lourd. Le Secrétaire général a exprimé l'espoir que l'adoption d'un système d'information intégré permettrait de remédier à cette situation 8/. Le Comité consultatif espère que des progrès seront réalisés dans ce domaine.

27. Dans un secteur - le Bureau de statistique - l'exécution insuffisante du programme est attribuée, en partie, au fait que certaines activités de traitement électronique de l'information ont été transférées au Centre international de calcul électronique (CICE) de Genève, ainsi qu'à l'insuffisance des services d'analyse des systèmes et de programmation à New York 9/. Toutefois, il ressort clairement du tableau qui figure à la page 59 du document E/AC.51/62 que les ressources approuvées pour le Bureau de statistique sont demeurées inutilisées à raison d'environ six années de travail d'administrateur. Dans ces conditions

8/ E/AC.51/62, p. 9, par. 7.

9/ Ibid., par. 6 et p. 55 à 59.

il semblerait que les raisons principales de l'exécution insuffisante du programme du Bureau en 1971 soient une mauvaise planification du transfert de certaines activités au CICE (Genève) ainsi que des défauts d'ordre administratif, et non une insuffisance des ressources approuvées.

28. Le seul secteur dans lequel le Secrétaire général attribue les retards intervenus dans l'achèvement des projets en 1971 au fait que l'Assemblée générale n'a pas approuvé de ressources supplémentaires est celui des travaux préparatoires du Congrès mondial de la population, qui doit avoir lieu en 1974 10/. Toutefois, là encore, les ressources approuvées au titre du budget ordinaire pour la Division de la population n'ont pas été utilisées à raison de 29 mois de travail d'administrateur et de consultant 11/.

CONSIDERATIONS GENERALES D'ORDRE BUDGETAIRE CONCERNANT LE PROJET DE BUDGET POUR 1973

29. Dans son avant-propos au projet de budget, le Secrétaire général explique que les prévisions de dépenses initiales pour 1973 reflètent le fait qu'il poursuit la politique de modération financière qu'il a adoptée en 1972 (voir plus haut par. 14). Il indique que cette politique de modération est toujours nécessaire en raison des difficultés financières persistantes de l'Organisation. Toutefois, sa politique de stabilisation, voire de restrictions dans certains cas, ne vise pas à exclure de nouveaux programmes ou de nouvelles activités, qu'il est encore possible d'entreprendre en faisant appel au personnel qui serait libéré du fait que d'autres tâches seraient terminées ou qu'un ordre de priorité moins élevé serait attribué à certaines activités de caractère permanent.

30. Une politique de modération et de stabilisation ne peut être poursuivie que dans la mesure où elle est appuyée par les Etats Membres. Au paragraphe 17 de son avant-propos, le Secrétaire général indique qu'il a cherché à s'assurer cet appui en exposant ses objectifs dans des messages adressés aux participants aux réunions des principaux organes et organes subsidiaires en 1972 et en adressant une communication officielle aux gouvernements des Etats Membres pour leur exposer les grandes lignes du projet de budget pour 1973 et les inviter, lorsqu'ils prendraient de nouvelles décisions en 1972, à l'aider à maintenir le montant total des crédits nécessaires pour 1973 dans des limites raisonnables.

31. Le Comité consultatif note avec satisfaction les mesures prises par le Secrétaire général pour augmenter l'efficacité du Secrétariat. Cette nécessité a été au premier plan des préoccupations du Comité lorsqu'il a examiné le projet de budget pour 1973. Il a jugé qu'en dépit du caractère prudent de ses prévisions de dépenses, le Secrétaire général devrait être en mesure d'opérer certaines réductions. Ces réductions sont exposées plus loin de façon détaillée dans le chapitre III. Trois d'entre elles appellent des observations complémentaires :

10/ Ibid., p. 9, par. 4 et p. 42 à 46.

11/ Ibid., p. 46.

a) Au chapitre 7, le Comité recommande qu'en raison des retards intervenus dans la construction des nouveaux bâtiments des Nations Unies à Addis-Abeba, Bangkok et Santiago, les crédits demandés pour 1973 soient réduits de 1,9 million de dollars. Cette réduction n'est pas une véritable économie : elle revient à tenir compte de la situation sur les chantiers, qui entraînera le report de décaissements à un exercice ultérieur;

b) Au chapitre 3 et, dans une moindre mesure, aux chapitres 15 et 16, le Comité recommande des réductions, car il est probable que, du fait de la suspension provisoire du recrutement, il y aura un nombre de postes vacants supérieur à la normale au début de 1973. Ainsi, la déduction de 5 p. 100 pour recrutement différé que le Secrétaire général a appliquée au coût des postes permanents et des postes provisoires sera probablement insuffisante. Les dépenses de personnel prévues pour 1973 sont examinées plus loin, de façon plus détaillée, dans les paragraphes 32 à 41;

c) Lorsqu'il a examiné les crédits demandés au titre des frais de voyage du personnel, le Comité a demandé aux représentants du Secrétaire général dans quelle mesure les fonctionnaires utilisent le montant auquel ils ont droit pour rembourser le coût d'un excédent de bagages jusqu'à concurrence de 10 kilogrammes, lorsqu'ils voyagent par avion, en classe économie. Le Comité a appris qu'un grand nombre de fonctionnaires ne se prévalent pas de ce droit à remboursement ou ne s'en prévalent que partiellement; en conséquence, le coût des voyages est souvent inférieur au crédit demandé à ce titre. Le Comité estime qu'il faudrait tenir compte de ces économies potentielles dans le crédit demandé si l'on veut que celui-ci corresponde réellement aux dépenses envisagées. Le Comité n'a pas été en mesure de déterminer avec précision le montant des économies que l'on pourrait ainsi réaliser au titre du budget ordinaire pendant une année moyenne; il estime cependant qu'elles dépassent de loin 100 000 dollars. En conséquence, dans ses recommandations détaillées relatives au projet de budget, le Comité a proposé de réduire de 100 000 dollars le crédit demandé au chapitre 5 pour tenir compte de la non-utilisation de crédits prévus au titre des excédents de bagages. Le Comité a tenu compte de ce facteur lorsqu'il a déterminé les réductions qu'il estime devoir être appliquées aux crédits demandés au titre des frais de voyage du personnel à d'autres chapitres du budget.

BESOINS EN PERSONNEL POUR 1973

32. La principale différence entre l'ensemble des ressources en personnel demandées dans le projet de budget pour 1973 et le tableau d'effectifs approuvé pour 1972 reflète le changement que le Secrétaire général propose d'apporter en 1973 à la façon de prévoir les fonds nécessaires pour couvrir les dépenses de personnel et dépenses connexes que l'Organisation des Nations Unies engage pour exécuter les projets d'assistance technique du PNUD. Ce changement est expliqué dans les paragraphes 3.10 à 3.14 du projet de budget, qui concernent le chapitre 3 (Traitements et salaires), celui qui est principalement touché. Les dépenses en question étaient, jusqu'à présent, imputées sur le budget ordinaire et étaient ensuite compensées par les recettes correspondantes provenant des contributions

du personnel (chapitre premier des recettes) et par les sommes reçues du PNUD à titre de remboursement des services fournis, qui étaient inscrites au chapitre 2 des recettes. Maintenant que le PNUD a regroupé ses éléments Assistance technique et Fonds spécial en un programme unique, le Secrétaire général propose de traiter les dépenses qu'entraîne l'exécution des projets d'assistance technique de la même façon que l'étaient jusqu'à présent les dépenses relatives au projet du Fonds spécial : c'est-à-dire, de les imputer sur un fonds d'affectation spéciale, distinct du budget ordinaire de l'ONU. Si ce changement modifie le montant brut du budget de l'ONU, il n'en modifie pas le montant net, car le même montant est éliminé des chapitres des dépenses et des chapitres des recettes. Ce montant, qui est de 2 228 700 dollars pour 1973, se décompose comme suit :

	<u>Dollars</u>
Chapitre 3. Traitements et salaires	1 330 900
Chapitre 4. Dépenses communes de personnel	292 000
Chapitre 5. Frais de voyage du personnel	32 000
Chapitre 15. CNUCED	100 800
Chapitre 16. ONUDI	473 000
	<hr/>
Total	2 228 700
	<hr/>

33. Le nombre des postes sur lesquels porte le changement est de 123 (60 postes d'administrateur et 63 postes d'agent des services généraux). Leur répartition, par chapitre du budget, s'établit comme suit :

		<u>Nombre de postes</u>		
<u>Chapitre</u>		<u>Administrateurs</u>	<u>Agents des services généraux</u>	<u>Total</u>
3.	Traitements et salaires	43	49	92
15.	CNUCED	2	3	5
16.	ONUDI	15	11	26
		<hr/>	<hr/>	<hr/>
	Total	60	63	123
		<hr/>	<hr/>	<hr/>

34. Le changement exposé ci-dessus est un changement de forme et non de fond, qui constitue, de l'avis du Comité consultatif, une méthode rationnelle pour traduire en termes budgétaires les nouvelles procédures adoptées par le PNUD. Toutefois, comme le Comité l'a fait observer dans un autre passage du présent

rapport, l'effet de la suppression des crédits prévus pour l'exécution des projets d'assistance technique du PNUD doit être pris en considération dans toute comparaison directe des crédits demandés pour 1973 et des crédits ouverts pour 1972.

35. Au paragraphe 16 de son avant-propos au projet de budget, le Secrétaire général indique que, lorsque la présente série d'études des effectifs sera terminée, il a l'intention de continuer à examiner constamment de près les moyens les plus économiques et les plus efficaces de doter le Secrétariat du personnel nécessaire. Faisant observer que ses propositions sur le mode de présentation du budget sont en partie conçues pour permettre de déterminer plus facilement les ressources en personnel nécessaires pour chacune des activités de l'Organisation, le Secrétaire général ajoute qu'en attendant, la preuve la plus efficace de modération et de gestion avisée que le Secrétariat puisse donner est de s'abstenir, pour l'instant, de demander de nouvelles ressources en personnel.

36. Cette affirmation est largement corroborée par les crédits demandés dans le projet de budget. Abstraction faite des changements décrits aux paragraphes 32 à 34 ci-dessus, qui concernent les 123 postes dont le coût sera désormais imputé sur un compte spécial alimenté par le PNUD, l'effet net des propositions du Secrétaire général en matière de personnel pour 1973 serait d'ajouter à l'effectif trois postes d'administrateur ou fonctionnaire de rang supérieur et 10 postes d'agent des services généraux. Les changements proposés sont exposés ci-après :

<u>Chapitre</u>	<u>Administrateurs et fonction- naires de rang supérieur</u>	<u>Agents des services généraux</u>	<u>Divers</u>	<u>Total</u>
3. Traitements et salaires	5 ^{a/}	9 ^{a/} (2) ^{c/} (1) ^{b/}	1 ^{b/}	
	<u>5</u>	<u>6</u>	<u>1</u>	<u>12</u>
15. CNUCED	1 ^{d/}	(1) ^{d/} 6		
	<u>1</u>	<u>5</u>	<u>-</u>	<u>6</u>
17. Missions spéciales	-	-	(1)	(1)
18. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	(3)	(3)	-	(6)
Chapitre 3 des recettes (Recettes générales)	(1) ^{e/}	(2)		(3)
Chapitre 4 des recettes (Activités productrices des recettes)	1 ^{e/}	4 ^{f/}	-	5
Total	<u>3</u>	<u>10</u>	<u>-</u>	<u>13</u>

a/ Compte tenu du reclassement d'un poste de la catégorie des services généraux à celle des administrateurs.

b/ Poste d'agent des services généraux transformé en poste de travailleur manuel (chauffeur).

c/ Deux postes d'agent du Service de sécurité transférés au chapitre 4 des recettes, leur coût étant imputé sur les recettes provenant de l'exploitation du garage.

d/ Poste reclassé de la catégorie des services généraux à celle des administrateurs.

e/ Compte tenu du transfert des recettes provenant de l'exploitation du garage au Siège du chapitre 3 des recettes au chapitre 4 des recettes.

f/ Voir c/ et e/.

37. Les six nouveaux postes d'agent des services généraux indiqués ci-dessus en regard du chapitre 15 n'ont pas pour effet, dans la pratique, d'accroître les ressources nettes en personnel, puisqu'il s'agit de postes qui étaient financés antérieurement à l'aide de crédits ouverts pour le personnel temporaire. En ce qui concerne le chapitre 18, la réduction de six postes résulte de la décision de mettre ces postes en réserve pendant l'année 1973 de façon à limiter l'augmentation des dépenses prévues au titre du Haut Commissariat.

38. Il ne faut pas oublier qu'il est également possible d'augmenter les ressources en personnel en demandant des crédits pour le personnel temporaire. C'est ce qui se produit au chapitre 3 (Traitements et salaires), auquel le Secrétaire général demande du personnel temporaire supplémentaire pour un certain nombre de tâches nouvelles, notamment une somme globale importante au titre de l'entretien et de l'utilisation du nouveau bâtiment administratif du palais des Nations. Dans une moindre mesure, une augmentation du personnel temporaire, en chiffres réels, est également demandée aux chapitres 15 (CNUCED) et 16 (ONUDI).

39. En attendant de présenter éventuellement, plus tard dans l'année 1972, des demandes de crédits révisées pour certains services du Secrétariat comme suite à l'étude des effectifs effectuée par le Service de gestion administrative (voir plus loin), le Secrétaire général a maintenu pour 1973 les 123 postes provisoires (29 postes d'administrateur, 86 postes d'agent des services généraux et 8 postes de travailleur manuel) qui ont été approuvés pour l'exercice en cours. Les 14 postes provisoires du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ont été transformés en postes permanents à la suite de l'étude des effectifs du Haut Commissariat 12/.

40. Le Secrétaire général demande 48 reclassements de poste, dont 38 à l'intérieur de la catégorie des administrateurs et des catégories supérieures et deux de la catégorie des agents des services généraux à la catégorie des administrateurs. Trente-sept des reclassements proposés sont demandés pour des services dont le coût est imputé sur le chapitre 3, alors que 19 sont demandés pour le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (chapitre 18) et 2 pour la CNUCED (chapitre 15). En outre, 7 reclassements de poste à l'intérieur de la catégorie des administrateurs sont demandés pour le Centre CNUCED/GATT du commerce international, qui est financé conjointement par l'Organisation des Nations Unies et le GATT.

41. Après avoir exclu du tableau d'effectifs les 123 postes mentionnés plus haut au paragraphe 33, le tableau d'effectifs global du Secrétariat que le Secrétaire général propose pour 1973 (y compris les postes provisoires), compterait 8 817 postes, soit 3 194 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur, 3 889 postes d'agent des services généraux et 1 734 autres postes. Le tableau d'effectifs approuvé pour 1972 comptait 8 927 postes, soit 3 251 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur, 3 942 postes d'agent des services généraux et 1 734 autres postes.

12/ Voir toutefois plus haut, par. 37.

SERVICE DE GESTION ADMINISTRATIVE

42. A l'occasion de son examen du projet de budget du Secrétaire général pour l'exercice 1973, le Comité consultatif a passé en revue avec le Directeur par intérim du Service de gestion administrative les progrès accomplis par le Service dans l'étude de l'utilisation des effectifs du Secrétariat, notamment en ce qui concerne les faits nouveaux intervenus depuis le mois d'octobre 1971. Les activités antérieures à cette date ont été étudiées dans le rapport d'activité présenté par le Secrétaire général à l'Assemblée générale à sa vingt-sixième session A/C.5/1385 et Corr.1 et 2); les observations pertinentes du Comité consultatif ont été publiées sous la cote A/8408/Add.14.

43. Dans son premier rapport sur le projet de budget pour l'exercice 1972, le Comité consultatif a indiqué qu'il avait été informé que l'étude effectuée par le Service de gestion administrative aurait dû être achevée en avril 1972 13/. En automne 1971, il est devenu évident qu'il y aurait un décalage de deux ou trois mois par rapport aux prévisions initiales 14/. En raison des retards supplémentaires intervenus depuis le mois d'octobre 1971, il apparaît maintenant peu probable que l'étude puisse être achevée avant la fin de 1972, soit huit mois plus tard qu'il n'avait été prévu il y a un an.

44. Ces retards ont eu des incidences en ce qui concerne le projet de budget pour l'exercice 1973. Dans son rapport d'activité à l'Assemblée générale, à sa vingt-sixième session, le Secrétaire général a indiqué qu'il pensait que le projet de budget pour cet exercice pourrait être établi compte tenu des conclusions des études du Service de gestion administrative concernant les services suivants 15/ :

Cabinets des secrétaires généraux adjoints aux affaires politiques spéciales;
(y compris la Division des droits de l'homme);

Service financier;

Service du personnel;

Service de gestion administrative;

Bureau des services généraux;

Bibliothèque;

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés;

Cabinet du Secrétaire général;

Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité.

13/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément No 8, (A/8408), tableau 2.

14/ A/C.5/1385, annexe II; A/8408/Add.14, par. 3.

15/ Dans l'ordre où ils figurent à l'annexe I au document A/C.5/1385.

En fait, seules les études concernant le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et la Section du protocole et de la liaison du Cabinet du Secrétaire général ont pu être prises en considération aux fins de l'établissement du projet de budget. Les décisions qui seront prises compte tenu des études concernant certains autres services pourront aboutir à la présentation à l'Assemblée générale, à sa vingt-septième session, de demandes de crédits révisées, mais il est d'ores et déjà évident qu'il ne pourra être donné suite aux conclusions de certaines autres études avant le moment de l'établissement du projet de budget pour l'exercice 1974.

45. Ces retards sont imputables en partie à des faits qui échappent au contrôle du Service de gestion administrative, notamment la nomination d'un nouveau Secrétaire général et la réorganisation des départements politiques du Secrétariat entreprise à son initiative, ainsi que la nomination d'un nouveau Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion.

46. Le Comité consultatif espère que le rythme d'exécution de l'étude sera accéléré pendant la dernière partie de 1972 et, ce qui importe tout autant, que des décisions rapides seront prises au sujet des rapports du Service de gestion administrative lorsque ceux-ci seront achevés. A cet égard, le Comité consultatif tient à souligner que l'entier bénéfice des travaux du Service de gestion administrative ne pourra se faire sentir que si l'administration dans son ensemble fait appel à son concours et lui accorde sa confiance.

47. Dans deux domaines (Département des affaires économiques et sociales et bureaux extérieurs du Service de l'information), l'Assemblée générale, sur la recommandation du Comité consultatif 16/, a différé jusqu'à sa vingt-septième session la décision concernant les propositions formulées par le Secrétaire général pour donner suite aux études entreprises par le Service de gestion administrative.

48. Dans un rapport préliminaire présenté à l'Assemblée générale à sa vingt-septième session, le Secrétaire général indique qu'il se propose de présenter ses recommandations concernant la réorganisation du Département des affaires économiques et sociales en temps voulu pour qu'elles puissent être examinées par les divers organes intéressés en 1973 (A/C.5/1430). Le Comité consultatif croit comprendre que certaines recommandations de caractère administratif, qui ne concernent pas la réorganisation du Département des affaires économiques et sociales, sont déjà en cours d'application. A cet égard, le Comité a été informé que le Service de gestion administrative participe aux travaux de cinq groupes de travail chargés d'étudier divers aspects de l'administration et de la gestion internes du Département des affaires économiques et sociales.

49. En dépit des retards mentionnés plus haut aux paragraphes 43 à 45, le Service de gestion administrative a presque terminé ses études de l'utilisation des effectifs du Secrétariat. Le Comité consultatif est convaincu que le Secrétaire général sera en mesure de présenter à l'Assemblée générale, à sa vingt-septième session, des propositions concernant le rôle futur du Service.

16/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément No 8A, (A/8408/Add.1 à 30), documents A/8408/Add.13, par. 11, et A/8408/Add.27, par. 12.

REGROUPEMENT DES LOCAUX ET SERVICES DES BUREAUX EXTERIEURS

50. Le Secrétaire général a rendu compte au Comité consultatif de l'évolution de la situation en ce qui concerne le regroupement des locaux et services des bureaux extérieurs, depuis qu'il a présenté son dernier rapport à ce sujet en juin 1971 17/.

51. Pendant l'année considérée, le nombre de services et de centres d'information est passé à 52, un nouveau service ayant été installé dans les locaux de l'ONUDI à Vienne. Quatre services sont installés au siège des commissions économiques régionales et 47 sont des centres d'information distincts. Les gouvernements des pays hôtes ont continué à accorder leur appui financier à ces centres : en effet ils prennent à leur charge la totalité du loyer de 37 centres (contre 36 l'année dernière) et une partie du loyer d'un centre 18/. Le nombre de gouvernements de pays hôtes qui ne fournissent pas d'appui financier direct aux centres d'information est toujours de 9. Sur les 47 centres, 28 sont installés dans des locaux communs et 19 dans des locaux distincts.

52. Le nombre de bureaux extérieurs du PNUD est passé de 103 à 108; 82 d'entre eux sont installés dans des locaux communs (9 de plus que l'année dernière) et 26 dans des locaux distincts (4 de moins). Les gouvernements des pays hôtes prennent à leur charge la totalité du loyer de 72 bureaux sur 108 et une partie du loyer de 16 autres; 19 bureaux ne reçoivent aucune contribution de la part du gouvernement du pays hôte et un bureau est installé au palais des Nations à Genève.

53. Sur les 35 bureaux extérieurs du FISE (un de plus qu'en 1971), 12 sont installés dans des locaux communs et 23 dans des locaux distincts. Le gouvernement du pays hôte prend à sa charge une partie du loyer du nouveau centre; il n'y a pas eu de changement en ce qui concerne les arrangements relatifs aux 34 autres bureaux.

54. Le Secrétaire général a indiqué que la situation évolue favorablement pour ce qui est de trouver une solution satisfaisante aux problèmes de locaux qui se posent à Ankara, Beyrouth, Brasilia, Djakarta et Katmandou.

55. Ainsi, la tendance générale au regroupement des locaux et services s'est poursuivie pendant la période considérée. Le Comité consultatif accueille avec satisfaction cette tendance qui est due, dans une large mesure, aux efforts déployés par les représentants résidents du PNUD.

COOPERATION AVEC D'AUTRES ORGANES DES NATIONS UNIES

56. La réunion annuelle entre le Comité consultatif et le Corps commun d'inspection aura lieu à Genève en septembre. La liaison a été maintenue dans l'intervalle grâce à des entretiens officieux entre les présidents et les membres des deux organes.

17/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément No 8, (A/8408), par. 55 à 59.

18/ La contribution en espèces du gouvernement du pays hôte au Centre de Rio de Janeiro a été augmentée et couvre maintenant la totalité du loyer.

57. Le Comité consultatif s'est entretenu avec le Comité des commissaires aux comptes des rapports de vérification des comptes de l'Organisation des Nations Unies pour 1971. Un rapport distinct sera présenté sur ce sujet.

58. Le Comité s'est également entretenu avec le Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement et a soumis un rapport sur le projet de budget d'administration et d'appui aux programmes pour l'exercice 1973 qui sera examiné par le Conseil d'administration (A/8648).

59. Le Président du Comité consultatif a assisté à la session de printemps du Comité administratif de coordination. Le Comité consultatif examinera les budgets de certaines des institutions spécialisées ainsi que d'autres questions concernant le régime commun lorsqu'il reprendra ses réunions à Genève.

60. Le rapport du Comité consultatif sur les questions générales de coordination (A/8490), présenté à l'Assemblée générale à sa vingt-sixième session, a été examiné de façon assez détaillée par le Comité du programme et de la coordination (CPC). Le Comité consultatif, de son côté, a pu prendre connaissance du rapport du CPC sur le programme et le mode de présentation du budget 19/ et a tenu compte des vues de ce comité dans le rapport qu'il a établi sur le même sujet (A/8739).

19/ E/5186, par. 45 à 50.

CHAPITRE II

PROJETS DE RESOLUTIONS

61. Dans le projet de budget pour 1973, le Secrétaire général présente des projets de résolutions concernant respectivement le budget de l'exercice 1973, les dépenses imprévues et extraordinaires et le Fonds de roulement.

Projet de résolution relatif au budget

62. Si les réductions recommandées par le Comité consultatif au chapitre III du présent rapport sont acceptées par l'Assemblée générale, les montants indiqués dans le projet de résolution présenté par le Secrétaire général seront modifiés en conséquence. D'autres modifications devront être apportées compte tenu des décisions que l'Assemblée générale prendra à sa vingt-septième session. Dans ces conditions, le Comité consultatif a jugé, comme il l'a fait l'année dernière, qu'il serait prématuré de présenter à ce stade un projet de résolution.

63. Pour aider l'Assemblée générale à examiner le projet de budget pour 1973, le Comité consultatif soumet ci-après un tableau dans lequel il indique, par chapitre, les crédits initialement demandés par le Secrétaire général et les crédits recommandés par le Comité consultatif. Le tableau 1 permet de comparer les crédits demandés pour 1973, les crédits ouverts pour 1972 et les dépenses engagées en 1971.

Tableau 2

Tableau comparatif des crédits demandés par le Secrétaire général et des crédits recommandés par le Comité consultatif

Prévisions de dépenses

	<u>Crédits demandés</u> <u>par le Secrétaire</u> <u>général pour 1973</u>	<u>Crédits recommandés</u> <u>par le Comité</u> <u>consultatif</u>	<u>Diminutions</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
<u>Titre premier. Sessions de</u> <u>l'Assemblée générale, des</u> <u>conseils, commissions et</u> <u>comités; réunions et</u> <u>conférences spéciales</u>			
<u>Chapitres</u>			
1. Frais de voyage et autres frais des représentants et des membres des commissions, comités et autres organes subsidiaries	1 507 700	1 447 700	60 000
2. Réunions et conférences spéciales	1 252 100	1 091 100	161 000

Tableau 2 (suite)

	<u>Crédits demandés</u> <u>par le Secrétaire</u> <u>général pour 1973</u>	<u>Crédits recommandés</u> <u>par le Comité</u> <u>consultatif</u>	<u>Diminutions</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
<u>Titre II. Dépenses de personnel</u> <u>et dépenses connexes</u>			
<u>Chapitres</u>			
3. Traitements et salaires ...	99 951 000	99 113 500	837 500
4. Dépenses communes de personnel	23 185 200	22 807 200	378 000
5. Frais de voyage du personnel	2 889 500	2 639 500	250 000
6. Versements prévus aux paragrapes 2 et 5 de l'annexe I du Statut du personnel; dépenses de représentation	159 000	150 000	9 000
<u>Titre III. Travaux de</u> <u>construction, transformation et</u> <u>amélioration des locaux et gros</u> <u>travaux d'entretien</u>			
<u>Chapitre</u>			
7. Travaux de construction, transformation et amélio- ration des locaux et gros travaux d'entretien	14 875 400	12 965 400	1 910 000
<u>Titre IV. Matériel, fournitures</u> <u>et services</u>			
<u>Chapitres</u>			
8. Matériel et installations .	998 200	922 800	75 400
9. Entretien, utilisation et location des locaux	7 452 500	7 217 500	235 000
10. Frais généraux	6 297 200	6 200 000	97 200
11. Imprimerie	3 232 500	3 062 800	169 700

Tableau 2 (suite)

	<u>Crédits demandés</u> <u>par le Secrétaire</u> <u>général pour 1973</u>	<u>Crédits recommandés</u> <u>par le Comité</u> <u>consultatif</u>	<u>Diminutions</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
<u>Titre V. Programmes techniques</u>			
<u>Chapitres</u>			
12. Services consultatifs régionaux et sous- régionaux	1 825 000	1 825 000	-
13. Développement économique, développement social, administration publique, services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme et contrôle des stupéfiants	5 408 000	5 408 000	-
14. Développement industriel .	1 500 000	1 500 000	-
<u>Titre VI. Conférence des</u> <u>Nations Unies sur le commerce</u> <u>et le développement</u>			
<u>Chapitre</u>			
15. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	12 500 200	12 372 200	128 000
<u>Titre VII. Organisation des</u> <u>Nations Unies pour le dévelop-</u> <u>pement industriel</u>			
<u>Chapitre</u>			
16. Organisation des Nations Unies pour le dévelop- pement industriel	14 574 600	14 402 600	172 000
<u>Titre VIII. Missions spéciales</u>			
<u>Chapitre</u>			
17. Missions spéciales	8 454 200	8 400 000	54 200

Tableau 2 (suite)

	<u>Crédits demandés</u> <u>par le Secrétaire</u> <u>général pour 1973</u>	<u>Crédits recommandés</u> <u>par le Comité</u> <u>consultatif</u>	<u>Diminutions</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
<u>Titre IX. Haut Commissariat des</u> <u>Nations Unies pour les réfugiés</u>			
<u>Chapitre</u>			
18. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	5 855 500	5 848 500	7 000
<u>Titre X. Cour internationale de</u> <u>Justice</u>			
<u>Chapitre</u>			
19. Cour internationale de Justice	1 716 900	1 712 000	4 900
<u>Titre XI. Dépenses spéciales</u>			
<u>Chapitre</u>			
20. Dépenses spéciales	10 515 400	10 505 400	10 000
<u>Récapitulation :</u>			
Crédits demandés par le Secrétaire général		224 150 100	
Réductions recommandées par le Comité consultatif		<u>4 558 900</u>	
Crédits recommandés par le Comité consultatif		<u>219 591 200</u>	

Tableau 2 (suite)

Prévisions de recettes

	<u>Montants estimatifs prévus par le Secrétaire général pour 1973</u>	<u>Montants estimatifs recommandés par le Comité consultatif</u>	<u>Augmentations ou (diminutions)</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
<u>Titre premier. Recettes</u> <u>provenant des contri-</u> <u>butions du personnel</u>			
<u>Chapitre des recettes</u>			
1. Contributions du personnel	26 970 000	26 810 000	(160 000)
<u>Titre II. Autres recettes</u>			
<u>Chapitres des recettes</u>			
2. Recettes provenant de fonds extra- budgétaires	747 000	747 000	-
3. Recettes générales ...	4 964 000	5 044 000	80 000
4. Activités productrices de recettes	3 001 300	3 021 300	20 000

Récapitulation :

Montants estimatifs prévus par le Secrétaire général	35 682 300
Réductions recommandées par le Comité consultatif	<u>60 000</u>
Montants estimatifs recommandés par le Comité consultatif ..	<u>35 622 300</u>

Projet de résolution relatif aux dépenses imprévues et extraordinaires

64. Le projet de résolution présenté par le Secrétaire général est identique à la résolution 2900 (XXVI) de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 1971 relative aux dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice 1972, sauf pour ce qui est du texte du paragraphe 1 b) du dispositif concernant les dépenses de la Cour internationale de Justice.

65. Au paragraphe 1 b) i), le Secrétaire général propose de fixer à 40 000 dollars /au lieu de 37 500 dollars, prévus dans la résolution 2900 (XXVI)/, le montant total relatif à la désignation de juges ad hoc conformément à l'article 31 du Statut de la Cour. Le Comité consultatif n'a aucune objection à formuler contre cette proposition, qui découle de l'augmentation des émoluments des membres de la Cour, approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 2890 B (XXVI) du 22 décembre 1971.

66. De même, le Comité consultatif reconnaît qu'il est opportun de faire figurer dans le dispositif du projet de résolution les paragraphes 1 b) iii) et 1 b) v), attendu que le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale à sa vingt-septième session procéderont à l'élection de membres de la Cour. Le Comité consultatif a rappelé que, dans des circonstances semblables, des dispositions analogues avaient été insérées dans des résolutions antérieures relatives aux dépenses imprévues et extraordinaires.

67. En revanche, les paragraphes 1 o) vi) et vii) du dispositif sont nouveaux. Le Comité n'ignore pas que le Comité des commissaires aux comptes a émis l'avis qu'il était raisonnable d'ajouter ces deux rubriques nouvelles, compte tenu de l'expérience passée. Le Comité ne pense pas toutefois que la nature des dépenses supplémentaires éventuelles (personnel temporaire et frais d'imprimerie) justifient l'inclusion de dispositions spéciales dans le projet de résolution relatif aux dépenses imprévues et extraordinaires, aussi recommande-t-il de supprimer ces deux alinéas. Le Comité recommande, par contre, que, si le calendrier des travaux de la Cour en 1973 le justifie, le Secrétaire général revoie les prévisions de dépenses inscrites au chapitre 19 et, si besoin est, présente une demande de crédits révisée durant la vingt-septième session de l'Assemblée générale, s'il est convaincu qu'il n'est pas possible d'absorber les dépenses supplémentaires.

Projet de résolution relatif au Fonds de roulement

68. Le projet de résolution présenté par le Secrétaire général diffère à un égard seulement de la résolution 2901 (XXVI) de l'Assemblée générale relative au Fonds de roulement pour l'exercice 1972, à savoir qu'au paragraphe 5 c) du dispositif, le plafond fixé pour les avances au Fonds de roulement destinées à financer divers achats et opérations amortissables est porté de 150 000 à 500 000 dollars. Dans sa note explicative sur les projets de résolutions, le Secrétaire général expose les raisons pour lesquelles il propose cette augmentation. Le Comité consultatif souscrit à cette proposition, qui entérine une situation de longue date.

CHAPITRE III

RECOMMANDATIONS DETAILLEES CONCERNANT LE PROJET DE BUDGET

PREVISIONS DE DEPENSES

TITRE PREMIER. SESSIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE, DES CONSEILS, DES COMMISSIONS ET COMITES : REUNIONS ET CONFERENCES SPECIALES

Chapitre premier. Frais de voyage et autres frais des représentants et des membres des commissions, comités et autres organes subsidiaires

Dollars

Crédit demandé par le Secrétaire général	1 507 700
Crédit recommandé par le Comité consultatif	1 447 700
1972 (crédit ouvert)	1 449 900
1971 (dépenses engagées)	1 333 230

1-1 Le crédit demandé au chapitre premier du projet de budget concerne les frais de voyage et, le cas échéant, l'indemnité de subsistance et les honoraires des membres de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité, du Conseil économique et social et du Conseil de tutelle ainsi que de leurs organes subsidiaires qui, d'après le programme des réunions, doivent siéger en 1973.

1-2 Conformément aux décisions de l'Assemblée générale 20/, le remboursement des frais de voyage des membres des organes de l'ONU est limité au coût du voyage en classe économie, par avion ou dans des conditions équivalentes, si ce n'est que, dans le cas d'un seul représentant de chaque Etat Membre assistant à des sessions de l'Assemblée générale et dans le cas de toutes les personnes siégeant à titre individuel, l'Organisation paie les frais effectifs du voyage en première classe, par avion ou dans des conditions équivalentes, suivant un itinéraire direct.

1-3 Le tableau 3 ci-après permet de comparer, pour chaque article, les crédits demandés pour 1973, les crédits ouverts pour 1972 et les dépenses engagées en 1971 :

20/ Résolution 1798 (XVII), adoptée le 11 décembre 1962, telle qu'elle a été modifiée par la résolution 2128 (XX) du 21 décembre 1965 ainsi que par la résolution 2245 (XXI) du 20 décembre 1966; résolutions 2489 (XXIII) et 2491 (XXIII) du 21 décembre 1968.

Tableau 3

Frais de voyage et autres frais des représentants et des membres
des commissions, comités et autres organes subsidiaires

<u>Articles</u>	<u>1973</u> <u>Crédit</u> <u>demandé</u>	<u>1972</u> <u>Crédit</u> <u>ouvert</u>	<u>1971</u> <u>Dépenses</u> <u>engagées</u>	<u>Augmentation</u> <u>en 1973 par</u> <u>rapport à</u> <u>1972</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
I. L'Assemblée générale, ses commissions et comités ..	1 109 300	1 080 900	1 032 649	28 400
II. Le Conseil de sécurité, ses commissions et comités	-	-	-	-
III. Le Conseil économique et social, ses commissions et comités	367 400	338 000	255 652	29 400
IV. Le Conseil de tutelle, ses commissions et comités ..	31 000	31 000	44 929	-
TOTAL, chapitre premier	<u>1 507 700</u>	<u>1 449 900</u>	<u>1 333 230</u>	<u>57 800</u>

1-4 Le crédit demandé pour 1973 a été calculé compte tenu d'une augmentation d'environ 7 p. 100 des tarifs aériens et d'une augmentation des taux de l'indemnité de subsistance dans plusieurs lieux d'affectation. L'augmentation de 57 800 dollars que le crédit demandé au présent chapitre pour 1973 fait apparaître par rapport au crédit ouvert pour 1972 se répartit également entre l'article Ier et l'article III.

1-5 Dans le cas de l'Assemblée générale et de ses organes subsidiaires (article Ier), les demandes de crédits accusent une augmentation notamment en ce qui concerne le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (16 000 dollars de plus), le Comité des contributions (5 600 dollars de plus) et le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (4 900 dollars de plus). En 1973, le programme des réunions du Comité des contributions et du Comité mixte est plus lourd que celui pour lequel des crédits avaient été ouverts au budget de 1972 21/. En ce qui concerne le Comité consultatif pour

21/ En 1972, des crédits avaient été ouverts pour une réunion du Comité permanent du Comité mixte seulement, mais en fait, c'est le Comité mixte au complet qui s'est réuni. Le Comité mixte n'a pas encore décidé où il se réunirait en 1973. S'il décidait de se réunir à New York et si son Comité permanent ne se réunissait pas en Europe, les dépenses à la charge de l'ONU seraient inférieures aux dépenses prévues (8 000 dollars).

les questions administratives et budgétaires, le crédit ouvert pour 1972 avait été quelque peu sous-estimé dans la mesure où il n'a pas été tenu pleinement compte du fait que le nombre des membres du Comité a été récemment porté de 12 à 13, non plus que de la nécessité de prolonger sa session de printemps-été afin de lui permettre d'examiner, notamment, le budget d'administration et d'appui aux programmes du PNUD.

1-6 L'augmentation du crédit demandé pour les organes subsidiaires du Conseil économique et social tient en partie au fait que les organes qui doivent se réunir en 1973 ne sont pas tous les mêmes que ceux qui se sont réunis en 1972, comme il est indiqué au tableau 11 du projet de budget. En outre, le crédit demandé pour la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités accuse une augmentation de 17 200 dollars, qui tient essentiellement au fait que le nombre de rapporteurs spéciaux a été porté de deux à trois et à la réunion d'un groupe de travail chargé de l'examen des communications.

1-7 Le crédit de 31 000 dollars demandé à l'article IV (Le Conseil de tutelle, ses commissions et comités) est demandé à titre provisoire, en attendant que le Conseil examine plus avant son programme pour 1973.

1-8 Comme par le passé, pour calculer le montant des crédits demandés au chapitre premier, le Secrétaire général, sauf dans le cas des dépenses relatives aux frais de voyage des représentants se rendant aux sessions de l'Assemblée générale, n'a pas appliqué de déduction pour tenir compte du fait qu'il arrive souvent que les membres des organes de l'Organisation des Nations Unies n'assistent pas tous aux sessions des organes intéressés ou n'y assistent que pendant une partie de la session. Pour cette raison, et parce que le nombre de représentants qui se rendent aux sessions de l'Assemblée générale et ne se prévalent pas de la disposition relative au remboursement des frais de voyage est habituellement plus élevé que prévu, le Comité consultatif a recommandé, les années précédentes, une réduction du crédit demandé; l'expérience a montré que le montant de cette réduction était réaliste. En conséquence, le Comité consultatif recommande une réduction de 60 000 dollars du crédit demandé pour 1973.

Reduction recommandée :

Dollars

Chapitre premier. Frais de voyage et autres frais des représentants et des membres des commissions, comités et autres organes subsidiaires	60 000
--	--------

Chapitre 2. Réunions et conférences spéciales

	<u>Dollars</u>
Crédit demandé par le Secrétaire général	1 252 100
Crédit recommandé par le Comité consultatif	1 091 100
1972 (crédit ouvert)	2 846 600
1971 (dépenses engagées)	3 278 292

2-1 Le crédit demandé au chapitre 2 concerne les conférences de caractère extraordinaire, dont le nombre et l'ampleur varient selon les années, ainsi que les sessions ordinaires de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (CEAEO), de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) et de la Commission économique pour l'Afrique (CEA). Le service des sessions de l'Assemblée générale, des conseils, des commissions (y compris la Commission économique pour l'Europe) et des autres organes subsidiaires est assuré par des fonctionnaires dont les traitements et salaires, ainsi que les dépenses communes de personnel y relatives, sont inscrits aux chapitres 3 et 4 du budget et les frais de voyage au chapitre 5. Les crédits demandés pour les réunions de la CNUCED et de l'ONUDI sont inscrits aux chapitres 15 et 16.

2-2 Au moment où le projet de budget a été établi, le crédit demandé au chapitre 2 s'élevait à 1 252 100 dollars (voir tableau 4 ci-dessous).

Tableau 4

Réunions et conférences spéciales

<u>Articles</u>	<u>1973</u> <u>Crédit</u> <u>demandé</u>	<u>1972</u> <u>Crédit</u> <u>ouvert</u>	<u>1971</u> <u>Dépenses</u> <u>engagées</u>	<u>Augmentation ou</u> <u>(diminution)</u> <u>entre 1972 et</u> <u>1973</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
I. Conférence du Comité du désarmement	656 000	561 000	750 227	95 000
II. Troisième Congrès mondial de la population	161 000	52 000	-	109 000
III. Vingt-neuvième session de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	83 000	33 200	31 473	49 800
IV. Conférence sur les transports internationaux par conteneurs	12 000	244 200	64 489	(232 200)

Tableau 4 (suite)

<u>Articles</u>	<u>1973</u> <u>Crédit</u> <u>demandé</u>	<u>1972</u> <u>Crédit</u> <u>ouvert</u>	<u>1971</u> <u>Dépenses</u> <u>engagées</u>	<u>Augmentation ou</u> <u>(diminution)</u> <u>entre 1972 et</u> <u>1973</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
V. Septième Conférence carto-graphique régionale des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient	30 000	11 900	16 877	18 100
VI. Cinquième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants	104 000	-	8 606	104 000
VII. Onzième session de la Commission économique pour l'Afrique	141 100	28 800	95 865	112 300
VIII. Quinzième session de la Commission économique pour l'Amérique latine	65 000	-	66 899	65 000
Réunions et conférences spéciales pour lesquelles il n'est pas demandé de crédit pour 1973	-	1 915 500 ^{a/}	2 243 856 ^{b/}	(1 915 500)
TOTAL, chapitre 2	<u>1 252 100</u>	<u>2 846 600</u>	<u>3 278 292</u>	<u>(1 594 500)</u>

^{a/} Ce montant total représente les crédits ouverts pour la Conférence des Nations Unies sur l'environnement (1 007 200 dollars), la deuxième Conférence asiatique de la population (80 800 dollars), la deuxième Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques (70 500 dollars), la quatrième Conférence internationale sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques (110 000 dollars), le Comité spécial pour la révision du régime des traitements des Nations Unies (267 200 dollars), le Comité spécial pour la question de la définition de l'agression (19 100 dollars), la Conférence de plénipotentiaires convoquée pour modifier la Convention unique sur les stupéfiants (62 900 dollars), le Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale (203 400 dollars) et les réunions des sous-comités du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (93 400 dollars).

Notes du tableau 4 (suite)

b/ Ce montant total représente les dépenses engagées pour la Conférence des Nations Unies sur l'environnement (1 121 108 dollars), la quatrième Conférence internationale sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques (375 456 dollars), le Comité spécial pour la révision du régime des traitements des Nations Unies (150 181 dollars), le Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale (313 362 dollars), les réunions des sous-comités du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (92 843 dollars), la deuxième Conférence asiatique sur l'industrialisation (3 030 dollars), la réunion du Comité des ressources naturelles (11 000 dollars), la Conférence sur la participation de la jeunesse à la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (22 537 dollars) et la Conférence de plénipotentiaires convoquée pour l'adoption du protocole relatif aux substances psychotropes (154 339 dollars).

2-3 Le montant du crédit demandé à l'article Ier (Conférence du Comité du désarmement) a été calculé sur la base de la nouvelle procédure qui a été adoptée à la suite de consultations qui ont eu lieu à la vingt-sixième session de l'Assemblée générale et selon laquelle les textes corrigés des déclarations communiquées par les délégations elles-mêmes et la traduction de ces déclarations dans les autres langues de travail constitueront désormais les comptes rendus in extenso de séances. Le Comité consultatif a été heureux d'apprendre que cette nouvelle procédure, qui a évité de recourir aux services de sténographes de séances, permettant ainsi d'économiser plus de 200 000 dollars, a donné des résultats satisfaisants.

2-4 Le montant des dépenses à prévoir à l'article Ier ne peut être déterminé avec précision car il dépend de la durée de la Conférence. Le montant du crédit demandé pour 1973, de même que celui du crédit ouvert pour 1972, a été calculé en prévision d'une session de six mois, une augmentation de 95 000 dollars (17 p. 100) étant prévue par le Secrétaire général pour couvrir le relèvement escompté des traitements du personnel engagé pour des périodes de courte durée pour assurer le service de la Conférence; le nombre des personnes ainsi engagées sera le même qu'en 1972.

2-5 Le Comité consultatif estime que le nombre de ces personnes peut être quelque peu réduit. Le chiffre de 10 réviseurs et celui de 20 traducteurs supplémentaires sont très généreux pour un organe qui ne se réunit généralement pas plus de deux fois par semaine. Le Comité considère également qu'il serait possible de réduire le nombre des huissiers (7) affectés à la Conférence. Le Comité consultatif recommande donc de réduire de 30 000 dollars le montant du crédit demandé, qui passerait ainsi de 656 000 dollars à 626 000 dollars.

2-6 Le crédit prévu à l'article II est demandé comme suite à la résolution 1484 (XLVIII) du Conseil économique et social, en date du 3 avril 1970, par laquelle le Conseil a approuvé la proposition de réunir en 1974 un Congrès mondial de la population et, au paragraphe 3 du dispositif, a prié le Secrétaire général, lorsqu'il établira les plans de financement du Congrès,

"a) D'inscrire dans les projets de budget pour 1971, 1972, 1973 et 1974 les demandes de crédits nécessaires à la participation de l'Organisation des Nations Unies, dans l'espoir que l'Assemblée générale dégagera des ressources adéquates;

b) D'envisager la possibilité d'obtenir des contributions de sources extérieures afin de réduire les dépenses supportées par l'Organisation des Nations Unies."

Les incidences financières pour la période 1971-1974 ont été estimées initialement à 613 000 dollars 22/. Par la suite, le Secrétaire général s'est engagé à couvrir les dépenses à engager en 1971 (estimées à 57 400 dollars) dans les limites des ressources totales dont il disposait pour cet exercice 23/.

2-7 Le crédit de 161 000 dollars demandé pour 1973 comprend une somme de 92 000 dollars destinée à couvrir le coût des traitements et les dépenses communes de personnel du secrétariat du Congrès qui se composera de trois administrateurs (un P-5, un P-4, un P-3) et de deux agents des services généraux employés toute l'année. Le Comité consultatif a appris que le Secrétaire général utilisait le crédit de 52 000 dollars ouvert pour 1972 pour couvrir le coût de deux postes d'administrateur (1 P-5 et 1 P-3) et d'un poste d'agent des services généraux.

2-8 Dans son rapport sur le projet de budget pour l'exercice 1972, le Comité consultatif avait exprimé l'avis que les fonctionnaires de la Division de la population pourraient se charger d'une partie des travaux préparatoires du Congrès et que l'on aurait de ce fait moins besoin de personnel temporaire et de consultants 24/. Le Comité consultatif a examiné cette question avec un représentant de la Division. Il a appris que le personnel permanent de la Division participerait aux travaux préparatoires, mais qu'il faudrait faire appel à du personnel supplémentaire. Les plans et les dispositions concernant le Congrès étaient encore à l'étude et l'on ne pouvait pas encore déterminer comment les dépenses seraient réparties en définitive entre le budget ordinaire et les fonds extra-budgétaires. A cet égard, des représentants du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population ont informé le Comité que le Secrétaire général avait demandé que le coût de plusieurs postes d'administrateur et d'agent des services généraux du secrétariat du Congrès soit imputé sur ce fonds. Cette question est actuellement à l'étude.

2-9 Après l'établissement du projet de budget pour 1973, le Conseil économique et social a examiné, à sa cinquante-deuxième session, les modifications qui pourraient être apportées aux arrangements prévus pour le Congrès de la population. Les incidences financières de la décision adoptée par le Conseil seront indiquées, selon qu'il conviendra, dans une demande de crédit révisée que le Secrétaire général présentera à l'Assemblée générale à sa vingt-septième session.

22/ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-huitième session, Supplément No 3 (E/4768), Annexe IV, par. 6.

23/ A/C.5/1302, par. 3.

24/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément No 8 (A/8408), par. 95.

2-10 Le Comité consultatif s'inquiète de l'insuffisance de la planification globale des conférences spéciales et de la tendance à effectuer des modifications fragmentaires qui entraînent une hausse constante des frais. Cette façon de procéder est incompatible avec la planification à moyen terme et la programmation. Le Comité recommande que des mesures soient prises rapidement, en consultation avec le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, afin de remédier à la situation. Le Comité a également des doutes au sujet de la nécessité de vingt mois de travail de consultant, dans la mesure en particulier où un certain nombre de ces services sont apparemment demandés pour compléter ceux que les institutions spécialisées doivent fournir dans leurs domaines de compétence respectifs. Compte tenu des nombreuses incertitudes qui subsistent quant aux préparatifs du Congrès et à l'importance de l'aide financière provenant de sources extra-budgétaires, le Comité consultatif recommande qu'à ce stade le crédit demandé à l'article II du chapitre 2 soit réduit de 61 000 dollars, ce qui le ramènerait à 100 000 dollars.

2-11 Le crédit demandé à l'article III doit permettre de couvrir le coût de la vingt-neuvième session de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (CEAEO), qui doit se tenir à Tokyo, ainsi que les dépenses diverses relatives à la septième Conférence ministérielle sur la coopération économique en Asie.

2-12 Les dépenses que l'ONU doit engager pour la session de Tokyo sont estimées à 77 000 dollars, soit deux fois et demi le montant des dépenses engagées pour la session que la CEAEO a tenue à Manille en 1971 (31 473 dollars). Le Comité consultatif s'est enquis des résolutions qui autoriseraient à imputer sur le budget de l'ONU les dépenses supplémentaires à engager lorsque les commissions économiques régionales tiennent leurs sessions ailleurs qu'à leurs sièges respectifs. Aux termes de l'alinéa i) du paragraphe 9 de la résolution 2609 (XXIV) de l'Assemblée générale,

"i) Les sessions ordinaires de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, de la Commission économique pour l'Amérique latine et de la Commission économique pour l'Afrique, ainsi que les réunions de leurs organes subsidiaires, pourront se tenir en dehors du siège de la commission intéressée lorsque celle-ci en aura ainsi décidé, sous réserve, dans le cas des sessions ordinaires de ces commissions, de l'approbation du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale."

Cette disposition a toujours été interprétée comme dispensant le pays hôte de l'obligation de prendre à sa charge toutes les dépenses supplémentaires à engager. Par sa résolution 2834 (XXVI), l'Assemblée générale a décidé "de continuer à appliquer en 1972 les dispositions du paragraphe 9 de la résolution 2609 (XXIV)". En conséquence, le fait qu'un crédit soit demandé pour la session de la CEAEO à Tokyo implique a) que la décision de la Commission de tenir sa session à Tokyo sera approuvée par le Conseil et par l'Assemblée générale, et b) que les dispositions de l'alinéa i) du paragraphe 9 de la résolution 2609 (XXIV) continueront à être appliquées après la fin de 1972.

2-13 La plupart des dépenses supplémentaires à la charge de l'ONU sont imputables aux frais de voyage et à l'indemnité de subsistance de 65 fonctionnaires qui seront détachés de Bangkok. Le Comité consultatif a appris que 58 fonctionnaires avaient été envoyés à Manille en 1971. Il recommande de revoir les besoins en personnel pour 1973 de manière à ramener le nombre de fonctionnaires détachés à un chiffre correspondant approximativement à l'effectif envoyé à Manille. Le Comité recommande en outre que, lorsqu'un nombre important de fonctionnaires doivent participer à une réunion tenue ailleurs qu'à leur lieu d'affectation, le Secrétaire général envisage la possibilité d'organiser un voyage collectif ou d'affrêter un avion. En conséquence, le Comité consultatif recommande de réduire de 10 000 dollars le crédit demandé à l'article III et de le ramener à 73 000 dollars.

2-14 Le crédit de 30 000 dollars demandé à l'article V est presque entièrement destiné à couvrir le coût des travaux contractuels de traduction, de dactylographie et de reproduction d'environ 800 pages de mémoires techniques que les gouvernements et les institutions spécialisées présenteront à la septième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient, qui se tiendra en octobre-novembre 1973. Ces conférences cartographiques régionales sont tenues en application de la résolution 261 (IX) du Conseil économique et social. Le Gouvernement japonais, qui accueillera la conférence de 1973, remboursera à l'ONU, conformément à la résolution 2609 (XXIV) de l'Assemblée générale, les dépenses supplémentaires qu'entraîne la réunion de la Conférence ailleurs qu'à New York, où son service aurait été assuré par le personnel permanent. Les dépenses qu'entraînera l'établissement du rapport final et des autres documents publiés après la Conférence seront inscrites au projet de budget pour 1974; le Secrétaire général estime ces dépenses à 51 300 dollars.

2-15 A l'article VI, le Secrétaire général demande un crédit de 104 000 dollars pour commencer les travaux préparatoires du cinquième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, qui doit se réunir à Toronto (Canada) pendant les deux premières semaines de septembre 1975. La majeure partie du crédit demandé doit permettre de couvrir le coût des postes d'un secrétariat spécialement constitué pour le Congrès (deux postes P-4 et un poste d'agent des services généraux, soit 66 000 dollars), ainsi que les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des fonctionnaires qui assisteront à deux réunions régionales préparatoires, prévues pour 1973, et le coût des services connexes de consultants (30 000 dollars). Le Comité consultatif a appris qu'il n'était pas encore possible, à ce stade, d'estimer le coût total du Congrès : c'est là un nouvel exemple du manque de planification que le Comité a signalé plus haut au paragraphe 2-10.

2-16 Le Comité consultatif a rappelé que, dans son premier rapport sur le projet de budget pour l'exercice 1971, il a exprimé son inquiétude devant "l'emploi fréquent de personnel supplémentaire pour assurer le secrétariat des conférences spéciales pendant la phase préparatoire, au lieu de faire appel pour cela au personnel permanent, le fait d'engager de nombreux consultants, le coût élevé de l'établissement et de la publication des documents de base, etc. Le Comité reconnaît certes que, pour être utile, une conférence doit être bien préparée, mais

il estime qu'il est possible de trouver des moyens plus économiques de le faire, moyens que doivent rechercher et les comités préparatoires et le Secrétaire général 25/.

2-17 Les conférences spéciales, surtout quand elles sont périodiques, ne peuvent pas être dissociées du travail normal du Secrétariat. Il faut donc utiliser au maximum le personnel en poste et remettre à plus tard les projets moins urgents. A cet égard, le Comité consultatif note que le programme de travail de la Division du développement social pour 1973 comprend plusieurs études nouvelles sur la prévention du crime et la délinquance 26/. Le Comité consultatif recommande que le Secrétaire général réexamine les nouvelles études proposées afin de déterminer lesquelles ont trait à la préparation du Congrès et de voir si certaines d'entre elles ne pourraient être remises à une date postérieure au Congrès. On pourrait également envisager de modifier provisoirement la répartition des ressources en personnel à l'intérieur de la Division qui, en 1972, comprend 54 postes d'administrateur (dont des conseillers interrégionaux) et 31 postes d'agent des services généraux inscrits au budget ordinaire, ainsi que 12 postes d'administrateur (dont deux conseillers interrégionaux) et 7 postes d'agent des services généraux dont le coût est couvert à l'aide de fonds extra-budgétaires 27/.

2-18 En conséquence, le Comité consultatif recommande de réduire de 60 000 dollars le crédit demandé à l'article VI et de le ramener à 44 000 dollars.

2-19 Le crédit demandé à l'article VII doit permettre de couvrir le coût de la onzième session de la Commission économique pour l'Afrique (105 400 dollars), qui se tiendra à Accra (Ghana), le coût d'une réunion du Comité technique d'experts (11 900 dollars) et de deux réunions du Comité exécutif (23 800 dollars). La moitié environ des dépenses qu'entraînera la session de la Commission est imputable aux frais de voyage (par avion affrété) et à l'indemnité de subsistance de 80 fonctionnaires du siège de la CEA à Addis-Abeba.

2-20 Le Comité consultatif appelle l'attention sur les observations qu'il a formulées plus haut au paragraphe 2-12 au sujet des résolutions qui autorisent à imputer sur le budget ordinaire les dépenses supplémentaires qu'entraîne la décision de tenir la session d'une commission régionale ailleurs qu'à son siège.

2-21 A l'article VIII, le Secrétaire général demande, à titre provisoire, un crédit de 65 000 dollars pour la quinzième session de la Commission économique pour l'Amérique latine, dont le coût a été calculé sur la base du coût de la quatorzième session qui s'est tenue à Santiago en 1971. Le Secrétaire général indique que, lorsque le lieu de réunion de la quinzième session et les dispositions à prendre à cet effet auront été arrêtés, il présentera des prévisions de dépenses détaillées à l'Assemblée générale à sa vingt-septième session.

25/ Ibid., vingt-cinquième session, Supplément No 8 (A/8008), par. 134.

26/ E/AC.51/60, p. 142-143.

27/ Ibid., p. 150.

Récapitulation des réductions recommandées :

Chapitre 2. Réunions et conférences spéciales

	<u>Dollars</u>
Article Ier. Conférence du Comité du désarmement	30 000
Article II. Troisième Congrès mondial de la population ...	61 000
Article III. Vingt-neuvième session de la Commission Économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	10 000
Article VI. Cinquième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants	60 000
	<hr/>
	161 000
	<hr/>

TITRE II. DEPENSES DE PERSONNEL ET DEPENSES CONNEXES

Chapitre 3. Traitements et salaires

	<u>Dollars</u>
Crédit demandé par le Secrétaire général	99 951 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	99 113 500
1972 (crédit ouvert)	95 676 160
1971 (dépenses engagées)	86 364 581

Observations générales

3-1 Le crédit demandé au chapitre 3 doit permettre de couvrir les dépenses relatives à tous les postes permanents, aux postes provisoires et au personnel temporaire (y compris les experts et les consultants), ainsi qu'aux heures supplémentaires et au sursalaire de nuit, pour tous les bureaux et services, à l'exception des dépenses relatives aux postes financés au titre du programme ordinaire de coopération technique (chapitres 12, 13 et 14), à la CNUCED (chapitre 15), à l'ONUDI (chapitre 16), aux missions spéciales (chapitre 17), au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (chapitre 18), à la Cour internationale de Justice (chapitre 19), au Cimetière où sont ensevelis les morts des Nations Unies en Corée (chapitre 20, article Ier), aux postes des services financés en commun par l'ONU et les autres organismes des Nations Unies (chapitre 20, articles VI à IX), et aux activités productrices de recettes (chapitre 4 des recettes). Il n'est pas tenu compte non plus des dépenses relatives au personnel temporaire pour les réunions et les conférences spéciales, au titre desquelles un crédit est demandé au chapitre 2. Les postes permanents et provisoires pour lesquels un crédit est demandé au chapitre 3 représentent environ 70 p. 100 de tous les postes financés au titre du budget ordinaire; les dépenses inscrites à ce chapitre représentent environ 44 p. 100 du montant brut des prévisions de dépenses pour l'ensemble du budget (224 150 100 dollars).

3-2 Le tableau 5 ci-après donne un état comparatif, par article, des crédits demandés pour 1973, des crédits ouverts pour l'exercice en cours et des dépenses engagées en 1971. On notera que le crédit demandé fait apparaître une augmentation d'environ 4,3 millions de dollars par rapport au crédit ouvert pour 1972 et de 13,6 millions de dollars par rapport aux dépenses effectivement engagées en 1971.

3-3 L'augmentation du crédit demandé pour 1973 par rapport au crédit ouvert pour 1972 se répartit entre tous les articles du chapitre 3. Aux paragraphes ci-après, le Comité consultatif analyse les raisons de ces variations et présente ses recommandations en ce qui concerne le montant des crédits à ouvrir pour 1973 au titre de chacun des cinq articles qui constituent le chapitre 3.

Tableau 5

Chapitre 3. Traitements et salaires

<u>Articles</u>	<u>1973</u> <u>Crédit</u> <u>demandé</u>	<u>1972</u> <u>Crédit</u> <u>ouvert</u>	<u>1971</u> <u>Dépenses</u> <u>engagées</u>	<u>Augmen-</u> <u>tation en</u> <u>1973 par</u> <u>rapport</u> <u>à 1972</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
I. Postes permanents	90 031 700	87 017 460	77 693 889	3 014 240
II. Personnel temporaire pour les réunions	2 234 500	1 875 000	2 164 278	359 500
III. Autre personnel temporaire	4 357 000	3 852 500	3 909 560	504 500
IV. Heures supplémentaires et sursalaire de nuit	1 636 000	1 446 300	1 501 827	189 700
V. Besoins provisoires en personnel	1 691 800	1 484 900	1 095 027	206 900
TOTAL, chapitre 3	<u>99 951 000</u>	<u>95 676 160</u>	<u>86 364 581</u>	<u>4 274 840</u>

Article Ier. Postes permanents

	<u>Dollars</u>
Crédit demandé par le Secrétaire général	90 031 700
Crédit recommandé par le Comité consultatif	89 610 200
1972 (crédit ouvert)	87 017 460
1971 (dépenses engagées)	77 693 889

3-4 Le Comité consultatif a exposé plus haut (par. 32 à 34), les modifications que le Secrétaire général propose d'apporter à la façon de prévoir les fonds nécessaires pour couvrir les dépenses de personnel et autres que l'Organisation des Nations Unies engage pour l'exécution de projets d'assistance technique du PNUD. Comme ces modifications influent sur le montant du chapitre 3 (ainsi que sur celui des quatre autres chapitres intéressés), il faut en tenir compte si l'on veut comparer directement le crédit demandé pour 1973 au crédit ouvert pour 1972. Le montant du crédit demandé au chapitre 3 (article Ier) est de 1 330 900 dollars. Ainsi, sur une base strictement comparable, l'augmentation du crédit demandé à cet article se chiffre en fait à près de 4,3 millions de dollars et non à 3 millions de dollars comme il ressort du tableau. L'augmentation du crédit demandé à l'article Ier peut se décomposer comme suit :

	<u>Dollars</u>
a) Relèvement des traitements et reclassement de New York, de Genève et de certains autres lieux d'affectation, aux fins de l'indemnité de poste	3 344 500 ^{28/}
b) Coût de l'application de la résolution 2480 B (XXIII) de l'Assemblée générale relative aux mesures d'incitation en matière de connaissances linguistiques	266 400
c) Dépenses supplémentaires qu'entraînera le financement pour toute l'année 1973 des postes nouveaux approuvés pour 1972 au titre desquels un abattement important pour recrutement différé a été appliqué en 1972	465 610
d) Variations des traitements moyens des fonctionnaires	226 000
e) Frais nouveaux à couvrir en 1973	212 260
f) Ajustements divers (y compris le transfert de certains postes d'un chapitre à un autre)	(169 630)
	<u>4 345 140</u>
<u>A déduire</u> : Coût des postes nécessaires pour l'exécution des projets d'Assistance technique du PNUD ...	1 330 900
	<u><u>3 014 240</u></u>

3-5 Le montant indiqué à la rubrique e) ci-dessus (Frais nouveaux à couvrir en 1973) comprend 176 560 dollars pour 4 nouveaux postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et 10 nouveaux postes d'agent des services généraux, et 35 700 dollars pour 27 reclassements de poste (dont 19 à l'intérieur de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et un poste de la catégorie des Services généraux qui serait reclassé poste d'administrateur). Si l'on tient compte de ces modifications, ainsi que de la suppression des postes intéressant les activités d'assistance technique du PNUD et de divers transferts et ajustements, le nombre de postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur financés au titre de l'article 1er du chapitre 3 diminuerait de 38 (2 470 au lieu de 2 508) et le nombre de postes d'agent des services généraux de 43 (2 603 au lieu de 2 646). La répartition par service des postes permanents proposés figure au tableau 3.3 du projet de budget.

3-6 Des postes nouveaux sont demandés pour les services suivants :

^{28/} Montant net, compte tenu de certaines diminutions imputables aux variations des taux de change.

<u>Service</u>	<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</u>	<u>Agents des services généraux</u>
Cabinet du Secrétaire général	1	4
Cabinet du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale	1	4
Cabinet du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques spéciales	1	-
Organe international de contrôle des stupéfiants	1	2
	<hr/>	<hr/>
TOTAL	4	10
	<hr/>	<hr/>

3-7 A l'exception de l'Organe international de contrôle des stupéfiants, les nouveaux postes proposés sont destinés à des services qui n'ont pas encore fait l'objet de l'étude de l'utilisation et de la répartition des effectifs à laquelle procède le Service de gestion administrative. Au moment où le Comité a examiné le projet de budget pour 1973, on ne savait pas encore quels services du Secrétariat, parmi ceux que le Service de gestion administrative a étudiés depuis l'automne 1971, feraient l'objet de demandes de crédit révisées plus tard dans l'année, car le Secrétaire général n'avait pas encore terminé l'examen des recommandations relatives à certains services. Les incidences de cette situation sur le crédit demandé à l'article V du chapitre 3 (Besoins provisoires en personnel) sont examinées par le Comité consultatif aux paragraphes 3-34 à 3-37 ci-après. Au chapitre premier du présent rapport, le Comité a examiné les travaux accomplis par le Service de gestion administrative pendant l'année écoulée.

3-8 On se rappellera qu'à sa vingt-sixième session, l'Assemblée générale a examiné des propositions du Secrétaire général relatives à la refonte des structures du Département des affaires économiques et sociales (A/AC.1380 et Corr.1). L'Assemblée a décidé alors de ne pas procéder aux modifications proposées afin de pouvoir les étudier de façon plus approfondie en 1972 29/. Au moment où le Comité consultatif a examiné le projet de budget pour 1973, le Secrétaire général étudiait cette question 30/; le crédit demandé pour le Département à l'article Ier du chapitre 3 est fondé sur le maintien de l'effectif approuvé pour 1972, à l'exception des postes nécessaires pour l'exécution des projets d'assistance technique du PNUD (qui ont été éliminés). Cependant, on peut constater dans le tableau d'effectifs qui figure au tableau 3-A-16 du projet de budget, une nouvelle répartition de certains postes à laquelle le Secrétaire général a procédé et qui est exposée en détail au paragraphe 123 du projet de budget. Le Comité consultatif a été informé que cette nouvelle répartition de certains postes correspond à la structure actuelle de l'utilisation des postes et est présentée à l'Assemblée générale pour information et non pas à titre de proposition pour le tableau d'effectifs définitif du Département.

29/ Résolution 2893 (XXVI) de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 1971.

30/ Voir plus haut, par. 48.

3-9 Le Comité consultatif note que, pour calculer le crédit demandé à l'article Ier le Secrétaire général a cherché à suivre la directive formulée dans la résolution 2836 (XXVI) du 17 décembre 1971, par laquelle l'Assemblée générale l'a prié de tenir compte dans ses prévisions des dépenses pour 1973 et les exercices ultérieurs des économies qui pourront vraisemblablement être réalisées progressivement par suite de l'application des recommandations relatives au contrôle et à la limitation de la documentation. Le Secrétaire général a suivi cette directive en appliquant un abattement de 2 p. 100 au coût estimatif des postes dont les titulaires s'occupent de la documentation. En outre, il a comme d'habitude appliqué un abattement de 5 p. 100 au coût estimatif de tous les postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur pour tenir compte des économies que les mouvements de personnel normaux permettent de réaliser. Enfin, pour tenir compte des délais normaux de recrutement, il a appliqué un abattement de 40 p. 100 au coût de tous les nouveaux postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur qu'il demande et un abattement de 20 p. 100 au coût des nouveaux postes d'agent des services généraux.

3-10 De l'avis du Comité consultatif, on ne peut examiner le crédit demandé pour 1973 au titre des postes permanents sans tenir compte des mesures d'économie instituées par le Secrétaire général au début de 1972, et en particulier de l'interruption provisoire du recrutement d'administrateurs et de fonctionnaires de rang supérieur à compter du 1er février 1972. A la suite de cette mesure, le nombre de postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur vacants dans tous les services du Secrétariat a augmenté régulièrement au cours du premier semestre de 1972. Le Comité consultatif a appris que même si le recrutement reprenait normalement après la fin du mois de septembre, le Secrétaire général estimait que le nombre de postes vacants à la fin de l'année serait de l'ordre de 290.

3-11 L'abattement de 5 p. 100 appliqué au coût des postes permanents d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur (voir plus haut, par. 3-9) implique qu'à tout moment il y aura environ 150 postes vacants imputables aux mouvements de personnel. Il convient d'ajouter à ce nombre une vingtaine de vacances de postes représentant, dans la pratique, les conséquences de l'application d'un abattement de 2 p. 100 au coût des postes dont les titulaires s'occupent de la documentation et qui sont inscrits au chapitre 3 (par. 3-9). Par conséquent, au début de l'année 1973, le nombre de postes vacants à titre "exceptionnel" pourrait être de l'ordre de 120, dont 95 à 100 environ seraient des postes financés au titre du chapitre 3. Il est évident que le Secrétaire général ne serait pas en mesure de pourvoir tous ces postes vacants immédiatement, même si toutes les restrictions apportées au recrutement étaient levées à cette date. Le Comité consultatif reconnaît qu'en 1972, les dossiers des candidats à des postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur de l'Organisation des Nations Unies ont été constitués et étudiés comme à l'ordinaire, en attendant que le recrutement proprement dit soit autorisé. Cela permettra de pourvoir plus rapidement les postes vacants supplémentaires qui seront apparus en 1972, mais non de procéder à un recrutement immédiat; il faudra compter en moyenne un délai de quelques mois. Le crédit demandé au titre des postes permanents a été calculé compte non tenu de ce délai, et le Comité consultatif pense, eu égard aux considérations qui précèdent, que le Secrétaire général surestime d'environ

500 000 dollars les crédits qui seront effectivement nécessaires pour 1973. Le Comité recommande donc de réduire l'autant le crédit demandé à l'article Ier du chapitre 3. Etant donné que cette recommandation est fondée sur des prévisions qui ont été établies au milieu de l'année, le Comité est prêt à la réexaminer plus tard dans l'année si les décisions prises par le Secrétaire général ou par les organes délibérants le justifient.

3-12 En formulant la recommandation qui précède, le Comité consultatif n'a pas tenu compte du fait que le Secrétaire général pourrait éventuellement juger souhaitable de ne pas rétablir intégralement le recrutement vers la fin de 1972, ou le début de 1973, sur la base des postes permanents approuvés. Le Comité note que, du fait qu'un grand nombre de postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur ne sont pas pourvus, le Secrétaire général sera en mesure, s'il le désire, de réexaminer l'ensemble des besoins en personnel du Secrétariat dans un souci de rationalisation, d'efficacité et de productivité.

3-13 La remarque qui précède est à rapprocher de la demande du Secrétaire général tendant à créer en 1973 de nouveaux postes permanents d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur (voir plus haut par. 3-5). Le nombre de postes demandés est modeste, mais le Comité consultatif se demande s'il est bien logique de demander des postes nouveaux alors que tant de postes existants ne sont pas pourvus au Secrétariat, en particulier si l'on tient compte du fait que le Secrétaire général peut répartir différemment les postes dans les limites du tableau d'effectifs global. Le Comité estime que le Secrétaire général devrait, d'une façon générale, se procurer les postes supplémentaires qu'il a demandés en procédant à une nouvelle répartition des postes existants; cependant, le Comité accepte la demande concernant un nouveau poste de sous-secrétaire général (pour le Cabinet du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques spéciales), vu qu'il n'est guère possible de répartir différemment les postes de cette catégorie. Par ailleurs, le Comité a appris que, sauf dans l'hypothèse où il se verrait confier de nouvelles attributions exigeant une augmentation de ses effectifs, le Bureau des affaires interorganisations ne demandera pas le maintien à son tableau d'effectifs pour 1973 de l'un des postes d'administrateur qui y figure; en conséquence, le Comité consultatif recommande la suppression du poste en question. Sous réserve des exceptions qui précèdent, le Comité ne recommande aucun changement du nombre de postes permanents d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur dont le coût est imputé sur le chapitre 3. Les recommandations susmentionnées auraient pour effet net de réduire d'un montant supplémentaire de 70 000 dollars le crédit demandé par le Secrétaire général à l'article Ier.

3-14 Etant donné que les besoins en administrateurs et en agents des services généraux sont dans une certaine mesure interdépendants, le Secrétaire général voudra peut-être revoir sa proposition tendant à créer 10 postes nouveaux d'agent des services généraux.

3-15 Le Comité consultatif a déjà fait état dans le passé de l'inquiétude que lui inspire la pratique des reclassements de poste. A moins d'être appliquée avec modération et d'être soumise à un contrôle rigoureux, cette pratique risque d'entraîner des disparités dans le classement. De plus, dans son premier rapport sur le projet de budget pour l'exercice 1972, le Comité a estimé qu'il serait prématuré d'envisager de reclasser des postes avant de connaître les conclusions

des études du Service de gestion administrative 31/. Le Comité a donc constaté avec satisfaction que le nombre de reclassements de poste proposés pour 1973 à l'article Ier du chapitre 3 s'élève à 27, alors que les demandes correspondantes initialement présentées pour 1972 s'élevaient au total à 50. Sur ces 27 demandes de reclassement, un tiers concerne des postes du Cabinet Secrétaire général. Les autres reclassements demandés se répartiraient entre de nombreux services et intéressent, pour la plupart, des postes de classes inférieures.

3-16 Les reclassements de poste au Cabinet du Secrétaire général sont les plus importants et semblent correspondre à une réorganisation assez importante dudit cabinet. Le Comité consultatif n'a aucune objection à cet égard. Il reconnaît que, lors de la nomination d'un nouveau secrétaire général, des changements peuvent être nécessaires pour adapter les attributions et les procédures du Cabinet du Secrétaire général à la conception différente avec laquelle tout nouveau titulaire de ce poste abordera vraisemblablement ces hautes fonctions.

3-17 Le Comité espère néanmoins qu'une fois que ces ajustements initiaux et, en quelque sorte, de caractère personnel, auront été opérés au Cabinet du Secrétaire général, il sera tiré parti des connaissances spécialisées du Service de gestion administrative en matière d'organisation et de classement des postes. Il est essentiel que des problèmes de cette nature soient abordés de manière uniforme par un service spécialisé à l'échelon du Secrétariat.

3-18 Le crédit demandé à l'article Ier comprend un montant de 23 500 dollars qui doit permettre de verser une indemnité de fonctions spéciales à quelques fonctionnaires de la classe D-2. Le paiement d'une indemnité de ce type dans des cas particuliers a été introduit en 1958, à la suite de la transformation en postes de directeur (D-2) de certains postes qui étaient auparavant des postes de sous-secrétaire. Etant donné qu'il s'agissait à l'époque d'une mesure transitoire, le Comité consultatif aurait des objections à ce que cette indemnité soit accordée à d'autres fonctionnaires.

3-19 Au paragraphe 3-15 du projet de budget, le Secrétaire général indique que les crédits prévus les années précédentes aux chapitres 3, 4 et 10 pour recruter du personnel de nettoyage à temps partiel à Genève ne figurent plus au projet de budget pour 1973, car il propose de faire faire les travaux de nettoyage au palais des Nations sur une base contractuelle et d'imputer les dépenses correspondantes sur le chapitre 9. Dans ses observations sur le chapitre 9, le Comité consultatif a recommandé de ne pas opérer ce changement en 1973 et de supprimer les crédits demandés à ce chapitre. En conséquence, il faudra rétablir le montant de 148 500 dollars que le Secrétaire général avait éliminé de l'article Ier du chapitre 3. Le montant net de la réduction recommandée par le Comité consultatif à cet article se chiffre donc à 421 500 dollars.

31/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément No 8 (A/8408), par. 37.

Article II. Personnel temporaire pour les réunions

Dollars

Crédit demandé par le Secrétaire général	2 234 500
Crédit recommandé par le Comité consultatif	2 129 500
1972 (crédit ouvert)	1 875 000
1971 (dépenses engagées)	2 164 278

3-20 Le crédit demandé au présent article comprend 1 595 000 dollars pour le personnel temporaire à recruter pour la vingt-septième session de l'Assemblée générale et 639 500 dollars pour le personnel temporaire qui assurerait le service des réunions à Genève (y compris celles de la Commission économique pour l'Europe). Le montant total dépasse le crédit ouvert pour 1972 de 359 500 dollars, soit près d'un cinquième.

3-21 Dans le cas de l'Assemblée générale, le Secrétaire général dit qu'il a réduit le crédit qu'il demande de 155 000 dollars, conformément aux recommandations de l'Assemblée relatives au contrôle et à la limitation de la documentation. Néanmoins, le crédit demandé dépasse de près de 100 000 dollars le crédit ouvert pour l'exercice en cours. Ainsi, si aucune réduction n'avait été opérée au titre de la documentation, l'augmentation aurait été de l'ordre de 250 000 dollars, soit d'un sixième. Le Comité consultatif n'est pas convaincu que la hausse des coûts justifie une telle augmentation et recommande de réduire le crédit demandé de 20 000 dollars.

3-22 Le crédit demandé pour Genève accuse une augmentation d'environ 70 p. 100 par rapport au crédit ouvert pour 1972. Cette augmentation est imputable à un calendrier des réunions plus chargé, à un relèvement des traitements du personnel engagé pour des périodes de courte durée et aux ajustements du taux de change du franc suisse en dollars des Etats-Unis. Le Comité consultatif a appris que, par suite des modifications que la Commission du droit commercial international de l'ONU a décidé d'apporter à son programme de réunions pour 1973, il serait possible de réduire le crédit demandé de 65 000 dollars. Une réduction supplémentaire de 20 000 dollars serait réalisable si des efforts étaient déployés en vue de réduire le volume de la documentation, conformément aux souhaits de l'Assemblée générale.

Article III. Autre personnel temporaire

Dollars

Crédit demandé par le Secrétaire général	4 357 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	4 137 000
1972 (crédit ouvert)	3 852 500
1971 (dépenses engagées)	3 909 560

3-23 Le crédit demandé à l'article III comprend 2 871 000 dollars pour la rubrique i) (Personnel temporaire affecté à des tâches générales), 1 216 000 dollars pour la rubrique ii) (Experts et consultants engagés à titre personnel) et 270 000 dollars pour la rubrique iii) (Groupes spéciaux d'experts). Il dépasse de 504 500 dollars le crédit ouvert pour 1972 et de 447 440 dollars les dépenses engagées en 1971.

3-24 L'augmentation accusée par le crédit demandé à l'article III est entièrement imputable au crédit demandé au titre du personnel temporaire affecté à des tâches générales. Le Secrétaire général énumère les nouvelles dépenses à engager en 1973, dont le montant s'élève à 589 100 dollars, et qui se décomposent comme suit :

	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
1. Crédits nécessaires pour toute l'année en 1973, au lieu d'une partie de l'année en 1972		
a) Somme globale prévue pour l'entretien et l'utilisation du nouveau bâtiment administratif du palais des Nations à Genève	228 800	
b) Postes de programmeur et d'analyste créés au Bureau de traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques (Cabinet du Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion)	125 300	
c) Postes similaires à ceux qui sont mentionnés ci-dessus à la rubrique b), créés à la Division de la comptabilité (Service financier)	60 000	414 100
2. Renforcement du personnel du Bureau du coordonnateur des secours des Nations Unies en cas de catastrophe (Genève)		50 000
3. Création d'un petit groupe de traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques à Genève		46 000
4. Financement par la Commission économique pour l'Amérique latine, de 2 postes d'administrateur et de 7 postes d'agent local destinés au Centre latino-américain de documentation (qui étaient financés jusqu'à présent par le Gouvernement néerlandais)		79 000
	TOTAL	<u>589 100</u>

3-25 Les crédits demandés ci-dessus concernent le personnel qui, tout en étant considéré comme du personnel temporaire, est en fait nécessaire de façon continue. Il en est de même pour d'autres crédits demandés à cette rubrique, comme le Secrétaire général le fait observer au paragraphe 3.26 de son projet de budget. En 1972, le recrutement de personnel temporaire affecté à des tâches générales a été soumis à l'interruption temporaire du recrutement d'administrateurs et de fonctionnaires de rang supérieur. Etant donné que, dans la pratique, le personnel en question ne diffère guère de celui qui occupe les postes permanents, le Comité consultatif a conclu que - comme dans le cas de l'article Ier du chapitre 3 - il conviendrait de tenir compte dans une certaine mesure, dans le projet de budget pour 1973, des retards qui interviendront probablement lorsque le recrutement reprendra normalement (voir plus haut, par. 3-10 et 3-11).

3-26 En ce qui concerne la rubrique 1. a) ci-dessus, le Comité est préoccupé par l'importance des montants inscrits au présent chapitre et à d'autres chapitres du projet de budget pour 1973, au titre de l'entretien et de l'utilisation de la nouvelle aile du palais des Nations, d'autant que ces montants ne s'appliquent qu'au bâtiment administratif et non au nouveau bâtiment des conférences qui ne sera pas normalement utilisé avant 1974. Le Comité exhorte le Secrétaire général à limiter au strict minimum le recrutement du personnel temporaire pour le palais.

3-27 Le reste du crédit demandé au titre du personnel temporaire affecté à des tâches générales doit permettre d'engager du personnel supplémentaire pendant les périodes de pointe et du personnel temporaire pour remplacer les fonctionnaires en congé de maladie ou en congé de maternité, et exécuter d'autres travaux périodiques et à court terme. Il s'agit là d'un domaine où une gestion judicieuse de l'effectif ordinaire et une programmation soigneuse des travaux à l'intérieur du Secrétariat doivent permettre de réaliser des économies considérables.

3-28 Pour les raisons susmentionnées, le Comité consultatif a conclu qu'il devrait être possible de réduire de 116 000 dollars le crédit demandé par le Secrétaire général au titre du personnel temporaire affecté à des tâches générales. En outre, l'économie de personnel qui sera réalisée à la Caisse, à New York, où le Secrétaire général propose d'installer deux machines comptables (voir plus loin, par. 8-4), devrait entraîner une réduction supplémentaire de 4 000 dollars. En conséquence, le Comité recommande de réduire de 120 000 dollars en tout le crédit demandé à la rubrique i).

3-29 Le Comité note que les propositions du Secrétaire général révèlent une tendance croissante à couvrir à l'aide du crédit ouvert pour le personnel temporaire affecté à des tâches générales le coût de postes qui sont, en fait, nécessaires de façon continue. Le Comité espère que le Secrétaire général étudiera cette question sur laquelle il a appelé l'attention l'année dernière 32/.

32/ Ibid., par. 123.

3-30 Le crédit demandé à la rubrique ii) (Experts et consultants engagés à titre personnel) est inférieur de 40 000 dollars environ au crédit ouvert pour 1972. Cette diminution est due en partie au fait qu'un crédit spécial de 25 000 dollars qui avait été ouvert pour 1972 pour le Service du personnel ne sera pas nécessaire en 1973. Le Comité consultatif a appris que le Bureau des affaires interorganisations n'aurait pas besoin en fait des 10 000 dollars qui ont été prévus pour lui au projet de budget; ce montant peut donc être supprimé. Quant au reste du crédit demandé, le Comité consultatif estime depuis longtemps que les dépenses relatives aux experts et consultants engagés à titre personnel sont difficilement contrôlables. En se fondant sur un examen des besoins de chaque service, le Comité a conclu que dans certains cas, les crédits demandés étaient beaucoup trop élevés par rapport aux dépenses effectivement engagées en 1971. En conséquence, le Comité recommande de réduire de 100 000 dollars en tout le crédit demandé pour les experts et consultants engagés à titre personnel.

3-31 A la demande de la Cinquième Commission 33/, le Corps commun d'inspection examine actuellement l'utilisation des services d'experts et de consultants par l'Organisation des Nations Unies et fera rapport à ce sujet à l'Assemblée générale à sa vingt-septième session. Le Comité consultatif reverra la recommandation qu'il a formulée au paragraphe précédent, compte tenu du rapport du Corps commun d'inspection.

3-32 Le crédit demandé à la rubrique iii) (Groupes spéciaux d'experts) est inférieur de 24 000 dollars au crédit ouvert pour 1972 et de près de 80 000 dollars aux dépenses engagées en 1971. Le Comité consultatif approuve ce montant.

Article IV. Heures supplémentaires et sursalaire de nuit

	<u>Dollars</u>
Crédit demandé par le Secrétaire général	1 636 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	1 550 000
1972 (crédit ouvert)	1 446 300
1971 (dépenses engagées)	1 501 827

3-33 Pour établir le montant du crédit demandé au présent article, le Secrétaire général a calculé les effets des relèvements de traitement et a opéré une déduction de 46 000 dollars correspondant aux économies qu'il espère réaliser grâce au contrôle et à la limitation de la documentation. Toutefois, il ressort du paragraphe 3-38 du projet de budget que le crédit demandé a été calculé principalement sur la base des dépenses engagées en 1971; il semble qu'il n'ait pas été tenu suffisamment compte de l'importante réduction que le Comité

33/ Ibid., vingt-sixième session, Annexes, point 76 de l'ordre du jour, document A/8531/Add.1, par. 23.

consultatif avait recommandé d'appliquer aux crédits initialement demandés pour 1972 et que l'Assemblée générale a approuvée 34/. Pour des raisons semblables à celles qu'il a exposées l'année dernière, le Comité consultatif estime que ce crédit peut être sensiblement réduit. En outre, le Comité consultatif rappelle que, sur l'initiative du Secrétaire général, des mesures de contrôle très strictes ont été prises au début de 1972 pour réduire les dépenses relatives aux heures supplémentaires; le Comité estime que l'effet de ces mesures devrait se faire sentir sur les prévisions de dépenses pour 1973. En conséquence, il recommande de réduire de 86 000 dollars le crédit demandé à l'article IV, qui serait ainsi ramené à 1 550 000 dollars.

Article V. Besoins provisoires en personnel

	<u>Dollars</u>
Crédit demandé par le Secrétaire général	1 691 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	1 686 800
1972 (crédit ouvert)	1 484 900
1971 (dépenses engagées)	1 095 027

3-34 Le crédit demandé au présent article doit permettre de maintenir en 1973 les 123 postes provisoires (29 postes d'administrateur, 86 postes d'agent des services généraux et 8 postes de travailleur manuel) qui ont été approuvés pour 1972. Le tableau 3-5 du projet de budget indique la répartition de ces postes entre cinq services : le Service du personnel (Service médical), la Division des droits de l'homme, le Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité, le Département des affaires économiques et sociales et le Bureau des services généraux. Le Secrétaire général attribue exclusivement l'augmentation du coût de ces postes en 1973 aux relèvements des traitements et de l'indemnité de poste et au fait que le crédit prévu pour certains d'entre eux n'avait été ouvert que pour une partie de l'année 1972.

3-35 En raison de la nature même des postes provisoires, le Comité consultatif a recommandé, ces deux dernières années, que, lorsqu'un service doit faire l'objet de demandes de crédits révisées comme suite à une étude des effectifs faite par le Service de gestion administrative, tout crédit demandé dans le projet de budget pour des postes provisoires pour ce service soit supprimé; lorsque des demandes de crédits révisées ont été présentées, les postes provisoires ont été soit transformés en postes permanents et transférés à l'article Ier du chapitre 3, soit supprimés. Sur les cinq services pour lesquels des postes provisoires sont demandés dans le projet de budget pour 1973, il y en a deux (le Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité et la Division des droits de l'homme) dont l'étude des effectifs est achevée, les recommandations correspondantes du Service de gestion administrative étant actuellement examinées par le Secrétaire général, qui a indiqué son intention de présenter des demandes de crédits révisées à l'Assemblée générale à sa vingt-septième session.

34/ Ibid., vingt-sixième session, Supplément No 8 (A/8408), par. 128.

3-36 Au moment où le Comité consultatif examinait le projet de budget, il a appris que l'étude des effectifs du Service du personnel et du Bureau des services généraux devait être achevée à la fin de juin 1972, mais qu'il était fort douteux que des prévisions de dépenses révisées puissent être établies en temps voulu pour la prochaine session de l'Assemblée. La situation est donc différente de celle des deux dernières années, car le Comité consultatif avait alors une meilleure idée des services du Secrétariat qui feraient effectivement l'objet de demandes de crédits révisés.

3-37 Dans ces conditions, il semble au Comité qu'il y ait deux solutions possibles en ce qui concerne les crédits demandés au titre des postes provisoires dans le projet de budget pour 1973 : ou bien les supprimer tous dès maintenant, en attendant la présentation de demandes de crédits révisés, ou bien les maintenir tous, étant entendu que si des demandes de crédits révisés sont présentées pour l'un quelconque des services intéressés, ou pour tous ces services, les postes provisoires correspondants disparaîtront en tant que tels. Le Comité a conclu que, pour faciliter à l'Assemblée générale l'examen du projet de budget pour 1973, la seconde solution était la meilleure. Le Comité espère néanmoins que la dernière phase de l'étude des effectifs du Secrétariat, ainsi que l'examen par le Secrétaire général des recommandations qui en résulteront, seront menés rapidement à bien, de façon qu'il ne soit plus nécessaire de prévoir au budget de l'ONU un article distinct pour des postes provisoires.

3-38 L'arrêt provisoire du recrutement d'administrateurs et de fonctionnaires de rang supérieur en 1972, dont le Comité consultatif a fait état plus haut aux paragraphes 3-10 et 3-11, a été appliqué aux postes inscrits au présent article aussi bien qu'aux postes permanents inscrits à l'article Ier du chapitre 3. Les raisons invoquées par le Comité consultatif pour recommander une réduction du crédit demandé à l'article Ier valent donc également pour l'article V; proportionnellement, le montant de la réduction serait de l'ordre de 5 000 dollars; le Comité consultatif recommande donc que le crédit demandé soit réduit de ce montant et ramené à 1 686 800 dollars.

3-39 Dans les paragraphes qui précèdent, le Comité consultatif a recommandé des réductions nettes du crédit demandé au chapitre 3, qui s'élèvent à un montant total de 837 500 dollars; en conséquence, le Comité recommande que l'Assemblée générale approuve un crédit de 99 113 500 dollars.

Récapitulation des réductions recommandées :

	<u>Dollars</u>
<u>Chapitre 3. Traitements et salaires</u>	
Article Ier Postes permanents	421 500
Article II. Personnel temporaire pour les réunions	105 000
Article III. Autre personnel temporaire	220 000
Article IV. Heures supplémentaires et sursalaire de nuit	86 000
Article V. Besoins provisoires en personnel	5 000
Réduction totale	<u>837 500</u>

Chapitre 4. Dépenses communes de personnel

	<u>Dollars</u>
Crédit demandé par le Secrétaire général	23 185 200
Crédit recommandé par le Comité consultatif	22 807 200
1972 (crédit ouvert)	21 857 100
1971 (dépenses engagées)	19 730 769

4-1 Au chapitre 4 sont inscrites les dépenses communes de personnel relatives à tous les postes pour lesquels des crédits sont demandés au chapitre 3; les dépenses similaires concernant les fonctionnaires de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED), de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), des missions spéciales, du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et du Greffe de la Cour internationale de Justice, ainsi que les dépenses relatives aux fonctionnaires dont le traitement est imputé sur le produit des activités productrices de recettes, sont inscrites aux chapitres pertinents du projet de budget.

4-2 Les crédits demandés aux articles Ier à V représentent le montant estimatif des sommes auxquelles les fonctionnaires ont droit aux termes du Statut et du Règlement du personnel et sont donc directement liés aux crédits demandés aux articles Ier et V du chapitre 3. Les activités financées au titre de l'article VI (Programmes de formation du personnel) correspondent à des décisions antérieures de l'Assemblée générale. Le présent article représente environ 5 p. 100 du crédit demandé pour l'ensemble du chapitre 4.

4-3 Le tableau 6 ci-après donne la ventilation, par article, des montants pour 1973 (Crédits demandés), 1972 (Crédits ouverts) et 1971 (Engagements de dépenses). On notera que le crédit demandé à l'article VI (Programmes de formation du personnel) est maintenu au niveau approuvé pour 1972, et qu'à l'article III (Voyages à l'occasion des nominations, des mutations et de la cessation de service), on enregistre une diminution; les crédits demandés aux quatre autres articles sont supérieurs aux crédits ouverts pour 1972.

Tableau 6

Dépenses communes de personnel : ventilation par article
et par exercice pour 1971, 1972 et 1973

<u>Articles</u>	<u>1973</u>	<u>1972</u>	<u>1971</u>	<u>Augmen- tation ou (dimi- nution) entre 1972 et 1973</u>
	<u>Crédit demandé</u>	<u>Crédit ouvert</u>	<u>Dépenses engagées</u>	
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
I. Indemnités et prestations	4 231 000	4 029 900	3 799 239	201 100
II. Sécurité sociale	13 375 050	12 410 950	11 434 737	964 100
III. Voyages à l'occasion des nominations, des mutations et de la cessation de service ...	1 285 000	1 421 000	1 085 225	(136 000)
IV. Frais de déménagement à l'occasion des nominations, des mutations et de la cessation de service	1 047 000	912 900	843 131	134 100
V. Indemnités versées à la cessation de service ...	2 169 000	2 004 200	1 868 301	164 800
VI. Programmes de formation du personnel	1 078 150	1 078 150	700 136	-
TOTAL, chapitre 4	<u>23 185 200</u>	<u>21 857 100</u>	<u>19 730 769</u>	<u>1 328 100</u>

4-4 Si l'augmentation du crédit demandé pour 1973 par rapport au crédit ouvert pour 1972 est considérable, l'augmentation depuis 1971 est plus frappante encore, car elle se chiffre à 3 454 431 dollars, soit plus de 17 p. 100. En fait, si l'on établit une véritable comparaison, l'augmentation du crédit demandé au chapitre 4 est encore plus importante puisqu'aucun crédit n'est demandé dans le projet de budget pour 1973 pour les postes dont le coût (Salaires et traitements) était auparavant imputé sur le chapitre 3 mais est désormais imputé directement sur le budget du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (voir plus haut, par. 3-4).

4-5 Le Secrétaire général note que le crédit demandé au chapitre 4 représente 25,28 p. 100 du total des crédits (91 723 500 dollars) demandés aux articles Ier et V du chapitre 3 (Postes permanents et Besoins provisoires en personnel) contre des pourcentages de 24,70 p. 100 pour 1972 et 25,04 p. 100 pour 1971 (chiffres réels). Les deux principales raisons de ce pourcentage élevé sont, d'une part une augmentation de 5.p. 100 à compter de juillet 1972 de la part de la rémunération des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur qui est soumise à retenue pour pension (pour la raison exposée au paragraphe 4.11 du projet de budget) et, d'autre part le relèvement de l'indemnité pour charges de famille des agents des services généraux et des travailleurs manuels (de 300 dollars à 450 dollars) qui a été approuvé par le Secrétaire général au début de 1972, en vertu des pouvoirs que lui confère l'alinéa d) de l'article 3.4 du Statut du personnel.

4-6 Pour la plus grande part, les crédits demandés aux articles Ier à V ont été calculés en se fondant sur l'hypothèse que le nombre des indemnités à verser en 1973 augmenterait par rapport au nombre effectif de 1971; c'est ainsi que le Secrétaire général demande des crédits pour les frais de voyage à l'occasion des nominations, des mutations et de la cessation de service de près de 500 fonctionnaires de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur (contre 470 en 1971) et de 140 agents des services généraux (contre 124 en 1971). Il n'est pas possible de prédire avec certitude quel sera le nombre effectif d'indemnités à verser, mais une analyse des crédits demandés, compte tenu de la stabilité relative du nombre de postes permanents dont le coût est imputé sur le chapitre 3, permet de penser que certains chefs de dépenses - tels que les frais de voyage et les frais de déménagement (articles III et IV) - ont peut-être été surestimés. De plus, le Comité consultatif suggère qu'en raison des contraintes budgétaires actuelles, le Secrétaire général étudie soigneusement les dépenses qu'entraînent les mutations automatiques de fonctionnaires d'un lieu d'affectation à un autre. Pour les raisons énoncées ci-dessus, le Comité recommande de réduire les crédits demandés aux articles III et IV de 200 000 dollars.

4-7 La réduction que le Comité consultatif recommande d'appliquer aux crédits demandés au chapitre 3 (voir plus haut, par. 3-11, 3-13 et 3-38) entraînerait une nouvelle réduction de 129 000 dollars des crédits demandés aux articles Ier à V du chapitre 4.

4-8 Le Secrétaire général a maintenu le crédit demandé à l'article VI (Programmes de formation du personnel) au niveau approuvé pour 1972 (1 078 150 dollars). Toutefois, il se réserve la possibilité de présenter ultérieurement une demande de crédits révisée, compte tenu des recommandations du Service de gestion administrative concernant le Service du personnel, de ses propres observations relatives au rapport du Corps commun d'inspection sur les problèmes de personnel (A/8454) et de toutes suggestions pertinentes qui pourraient être faites par le Comité spécial pour la révision du régime des traitements des Nations Unies.

4-9 Le programme de formation du personnel dont le coût est imputé sur l'article VI du chapitre 4 est celui qui a été approuvé par la Cinquième Commission en décembre 1971 sur la base des recommandations du Comité consultatif 35/.

35/ Ibid., vingt-sixième session, Supplément No 8A (A/8408/Add.1 à 30), document A/8408/Add.21, par. 20.

Les principaux éléments en sont les cours de langue (388 150 dollars), la formation au titre de la planification des carrières (90 000 dollars), les congés d'études (75 000 dollars), le programme de formation d'administrateurs adjoints (395 000 dollars), et la formation de traducteurs et d'interprètes de langue russe à l'Institut pédagogique des langues étrangères de Moscou (107 000 dollars). Le Comité consultatif a été informé que, pour certains des postes ci-dessus, l'expansion des activités au titre desquelles un crédit a été ouvert en 1972 a été plus lente qu'il n'avait été escompté; puisqu'il est vraisemblable qu'une situation similaire persistera pendant une partie de l'année 1973, le Comité est d'avis que le crédit demandé ne sera pas nécessaire dans sa totalité en 1973; il recommande donc d'appliquer au crédit demandé à l'article VI une réduction de 75 000 dollars.

4-10 Aucun crédit n'est demandé dans le projet de budget au titre d'une contribution de l'ONU aux dépenses d'une école des cadres qui desservirait les organismes du système des Nations Unies. A sa vingt-sixième session, l'Assemblée générale a approuvé en principe l'idée de la création de cette école des cadres, mais elle a renvoyé l'examen de la proposition à sa vingt-septième session 36/. Le Comité consultatif croit savoir qu'une école des cadres pourrait dispenser une formation au titre de la planification des carrières, semblable à celle qui est déjà assurée par l'ONU. Il espère donc que si l'Assemblée générale décidait de créer cette école des cadres, le Secrétaire général réviserait le crédit qu'il demande pour ce type de formation.

4-11 Dans la mesure où le Comité consultatif a recommandé de ne pas modifier en 1973 les arrangements pris pour les travaux de nettoyage au palais des Nations à Genève (voir plus loin, par. 9-4), il sera nécessaire de rétablir au chapitre 4 la somme de 26 000 dollars qui en avait été exclue par le Secrétaire général. En conséquence, la réduction nette que le Comité recommande d'appliquer au crédit demandé au chapitre 4 s'élève à 378 000 dollars.

Réduction recommandée :

	<u>Dollars</u>
Chapitre 4. Dépenses communes de personnel	378 000

36/ A/C604/Add.1, par. 34; recommandation de la Cinquième Commission approuvée par l'Assemblée générale le 21 décembre 1971.

Chapitre 5. Frais de voyage du personnel

	<u>Dollars</u>
Crédit demandé par le Secrétaire général	2 889 500
Crédit recommandé par le Comité consultatif	2 639 500
1972 (crédit ouvert)	2 656 100
1971 (dépenses engagées)	2 672 610

5-1 Le crédit demandé au chapitre 5 accuse une augmentation de 233 400 dollars soit un peu moins de 9 p. 100, par rapport au crédit ouvert pour 1972. Cette augmentation est imputable à raison de 170 300 dollars aux dépenses inscrites à l'article III (Frais de voyage pour le congé dans les foyers des fonctionnaires et des personnes à leur charge) et, à raison de 83 100 dollars aux dépenses inscrites à l'article Ier (Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions). A l'article II (Frais de voyage du personnel en mission), on enregistre une diminution de 20 000 dollars. Le tableau 7 ci-après donne la répartition par article des crédits demandés pour 1973, des crédits ouverts pour 1972 et des dépenses engagées en 1971.

Tableau 7

Frais de voyage du personnel : ventilation par article
et par exercice pour 1971, 1972 et 1973

	<u>1973</u>	<u>1972</u>	<u>1971</u>	<u>Augmentation</u> <u>ou (diminution)</u>	
	<u>Crédit</u> <u>demandé</u>	<u>Crédit</u> <u>ouvert</u>	<u>Dépenses</u> <u>engagées</u>	<u>entre</u> <u>1971 et 1972</u>	
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>%</u>
I. Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	326 100	243 000	221 715	83 100	34,2
II. Frais de voyage du personnel en mission .	796 400	816 400	727 416	(20 000)	(02,45)
III. Frais de voyage pour le congé dans les foyers des fonctionnaires et des personnes à leur charge	1 767 000	1 596 700	1 723 479	170 300	10,66
	<u>2 889 500</u>	<u>2 656 100</u>	<u>2 672 610</u>	<u>233 400</u>	<u>08,79</u>

5-2 Les dépenses inscrites au chapitre 5 ne comprennent pas les frais de voyage des fonctionnaires de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED), de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et de la Cour internationale de Justice; elles ne comprennent pas non plus les frais de voyage des fonctionnaires affectés à des missions spéciales financées au titre du chapitre 17 ou envoyés à des réunions et conférences spéciales. Le crédit demandé pour 1973 au titre des frais de voyage du personnel pour tous les lieux d'affectation s'élève, selon les prévisions initiales, à 4 314 400 dollars (dont 1 939 300 dollars pour les frais de voyage du personnel envoyé à des sessions ou en mission et 2 375 100 dollars pour les frais de voyage au titre du congé dans les foyers).

5-3 Au paragraphe 5.3 du projet de budget, le Secrétaire général indique que, bien que les tarifs aériens aient augmenté d'environ 7 p. 100 en 1972 et que le taux de l'indemnité de subsistance ait également augmenté dans plusieurs pays, le crédit demandé a été calculé compte tenu d'un accroissement de 5 p. 100 du facteur coût appliqué aux chiffres de 1972.

5-4 En examinant le crédit demandé au présent chapitre, le Comité consultatif a tenu compte des mesures mises en application par le Secrétaire général au début de 1972 en vue de réaliser des économies dans le domaine des frais de voyage par l'adoption de procédures de contrôle plus rigoureuses. Il n'avait pas été possible alors d'évaluer l'incidence probable de ces mesures sur les dépenses inscrites au budget, mais le Comité consultatif est persuadé qu'il devrait être possible de réaliser des économies non négligeables pendant l'année en cours et que le crédit demandé pour 1973 devrait être examiné dans cette perspective.

5-5 Le Comité consultatif croit savoir que le Corps commun d'inspection étudie actuellement tous les aspects de la question des frais de voyage du personnel de l'Organisation des Nations Unies et présentera éventuellement un rapport à l'Assemblée générale à sa vingt-septième session. Les observations formulées par le Comité sur les crédits à ouvrir au titre des frais de voyage du personnel en 1973 doivent donc être considérées comme sujettes à une révision ultérieure, compte tenu des décisions qui pourraient être prises au sujet du rapport du Corps commun.

5-6 Le Comité rappelle que, dans son premier rapport sur le projet de budget pour l'exercice 1972, il a suggéré que le Secrétaire général réexamine la pratique en vertu de laquelle les fonctionnaires et les personnes à leur charge sont autorisés à voyager par bateau aux frais de l'Organisation des Nations Unies à l'occasion du congé dans les foyers 37/; le Comité croit savoir que le Secrétaire général procède actuellement à l'examen de cette question et espère qu'il aura des propositions à présenter à l'Assemblée générale à sa vingt-septième session, compte tenu de toutes recommandations que pourra faire le Corps commun d'inspection à cet égard.

37/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément No 8 (A/8408), par. 155.

5-7 Le Secrétaire général a informé le Comité que l'augmentation du crédit demandé à l'article Ier (Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions) était imputable à trois principaux facteurs : un programme de réunions plus chargé, l'augmentation du nombre des réunions pour lesquelles les services de fonctionnaires des services linguistiques de langue chinoise sont requis, et l'augmentation des tarifs aériens et des taux de l'indemnité de subsistance, mentionnée plus haut au paragraphe 5-3. Toutefois, les données fournies au Comité ne lui ont pas permis de déterminer l'importance relative de ces trois facteurs. Quelques-unes des modifications les plus importantes apportées à certaines prévisions de dépenses sont expliquées ci-dessous aux paragraphes 5-8 et 5-9.

5-8 L'augmentation du crédit demandé pour le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires [article Ier, rubrique ii)] est imputable essentiellement à la nécessité d'adjoindre au Comité, lors de ses voyages, un plus grand nombre de fonctionnaires des services linguistiques. Il y a lieu d'imputer au même facteur la plus grande partie de l'augmentation du crédit demandé pour le Conseil économique et social [rubrique v)] par rapport aux engagements de dépenses de 1971. Le Comité a été informé que les dépenses de 1971 au titre de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (3 062 dollars contre 15 000 dollars demandés pour 1973) avaient été maintenues à un niveau relativement bas par suite du contrôle strict qui avait été exercé en ce qui concerne les voyages du personnel envoyé à des sessions cette année-là; étant donné que le Comité pense qu'un contrôle analogue sera exercé en 1972, il estime que le crédit demandé peut être réduit. Le crédit demandé à la rubrique xv) (Réunions communes de la CEE et d'un comité qui s'occupe de la réglementation internationale relative au transport des marchandises dangereuses par voie ferrée) résulte de l'augmentation du nombre des réunions par rapport à 1971, ainsi que de certaines modifications en ce qui concerne les services à assurer. L'augmentation du crédit demandé pour la Commission du développement social [rubrique xvii)] résulte du fait qu'en 1973, la Commission se réunira à Genève et non à New York. Pour ce qui est du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification [rubrique xviii)], les engagements de dépenses de 1971 ont été inférieurs aux prévisions car il s'est révélé possible d'imputer une partie des frais de voyage des fonctionnaires sur un compte extra-budgétaire.

5-9 Le crédit demandé pour la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international [rubrique xi)] tient compte du fait que le calendrier des réunions sera beaucoup plus chargé en 1973 qu'en 1972 et que la Commission a décidé de choisir Genève de préférence à New York pour ses réunions et celles de ses groupes subsidiaires. Cependant, le Comité consultatif a été informé qu'aucune décision définitive n'avait été prise quant aux réunions de deux des groupes de travail de la Commission en 1973 et qu'il serait possible à ce titre, de réduire de 5 000 dollars le montant demandé; en outre, une économie d'environ 2 500 dollars pourra être réalisée du fait que la Commission a décidé de ramener la durée de sa sixième session à deux semaines au lieu de quatre.

5-10 Le Comité consultatif a demandé une liste détaillée du personnel des services organiques devant participer à certaines des réunions prévues pour 1973. Sur la base des renseignements qui lui ont été fournis, le Comité est convaincu que, dans certains cas, on envoie à des réunions un nombre de fonctionnaires

plus élevé qu'il n'est vraiment nécessaire, ou que ne le justifie l'efficacité. En outre, le Comité a conclu de son analyse des crédits demandés qu'il serait possible de réduire les frais de voyage du personnel envoyé à des sessions en profitant plus souvent des tarifs réduits d'excursion applicables aux voyages accomplis dans un certain délai. Pour ces raisons, ainsi que pour les raisons exposées aux paragraphes 5-8 et 5-9 ci-dessus, le Comité recommande de réduire de 30 000 dollars le crédit demandé à l'article Ier.

5-11 Comme il est indiqué plus haut au paragraphe 5-1, le crédit demandé à l'article II (Frais de voyage du personnel en mission) est inférieur de 20 000 dollars au crédit ouvert pour l'exercice en cours. Il dépasse toutefois de près de 70 000 dollars le montant des engagements de dépenses pour 1971. Il ne faut pas oublier que les montants demandés à l'article II sont loin de correspondre à la totalité des voyages officiels effectués par des fonctionnaires. Comme les années précédentes, le crédit le plus élevé (121 000 dollars) concerne le Département des affaires économiques et sociales. A titre d'exemple, la ventilation du budget de ce département au titre des voyages est donnée au tableau ci-après.

Tableau 8

Frais de voyage du personnel - crédits demandés à l'article II du chapitre 5,
Département des affaires économiques et sociales

<u>Programme</u>	<u>Dollars</u>
Direction exécutive et administration	20 000
Planification, projections et politiques relatives au développement	15 000
Finances publiques et institutions financières	4 000
Statistiques	10 000
Administration publique	7 000
Transport et tourisme	3 000
Ressources naturelles	9 000
Economie des océans et océanologie	5 000
Science et technique	5 000
Questions sociales	10 000
Population	10 000
Habitat humain	11 000
Gestion des activités de coopération technique	9 000
Services administratifs	<u>3 000</u>
TOTAL	<u>121 000</u>

5-12 Le Comité consultatif recommande de réduire le crédit demandé pour le Service juridique, car ce service n'a pas récemment engagé de dépenses au titre de voyages pour des échanges de vues avec les autorités fédérales des États-Unis sur des questions juridiques, voyages pour lesquels un crédit est maintenant demandé.

5-13 Les crédits demandés à l'article II pour les divers départements et bureaux témoignent, dans de nombreux cas, du désir manifesté par le Secrétaire général de mettre un frein aux dépenses engagées pour ce type de voyage, mais le Comité consultatif estime qu'il n'est pas suffisamment tenu compte des économies qui seront vraisemblablement réalisées du fait des mesures de contrôle plus strictes appliquées cette année. Le Comité estime également que des économies pourraient être réalisées si l'on s'efforçait plus systématiquement de faire coïncider les voyages effectués au titre de sessions ou de missions avec ceux qui sont effectués pour le congé dans les foyers et, si possible, de consulter les missions permanentes dans les divers lieux d'affectation plutôt que d'envoyer des fonctionnaires dans des capitales étrangères. Le Comité recommande donc d'ouvrir un crédit de 726 400 dollars à l'article II, ce qui représente une réduction de 70 000 dollars, y compris la réduction proposée au paragraphe 5-12 ci-dessus.

5-14 Lorsqu'il a examiné le crédit demandé à l'article III (Frais de voyage pour le congé dans les foyers des fonctionnaires et des personnes à leur charge), le Comité consultatif a été informé qu'une somme d'environ 200 000 dollars représente le coût supplémentaire du voyage par bateau des fonctionnaires qui ont fait savoir qu'ils choisiraient ce mode de voyage (voir plus haut, par. 5-6). Cependant, l'expérience a montré, ces dernières années, qu'un grand nombre de fonctionnaires de cette catégorie décident finalement, pour des raisons diverses, de ne pas voyager par bateau à l'occasion de leur congé dans les foyers; en conséquence, les dépenses supplémentaires imputables à ce mode de voyage sont, en fait, inférieures au crédit ouvert à cette fin au budget. Pour tenir compte de cet état de choses, le Comité consultatif recommande de réduire de 50 000 dollars le crédit demandé à l'article III.

5-15 Enfin, pour tenir compte des cas dans lesquels les fonctionnaires ne se prévalent pas de leurs droits en matière de remboursement des frais d'excédents de bagages [voir plus haut par. 31 c)], le Comité consultatif recommande qu'une nouvelle réduction de 100 000 dollars soit répartie entre les articles du chapitre 5 à la discrétion du Secrétaire général.

<u>Réduction recommandée :</u>	<u>Dollars</u>
Chapitre 5. Frais de voyage du personnel	250 000

Chapitre 6. Versements prévus aux paragraphes 2 et 5 de l'annexe I
du Statut du personnel : dépenses de représentation

Dollars

Crédit demandé par le Secrétaire général	159 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	150 000
1972 (crédit ouvert)	159 000
1971 (dépenses engagées)	139 928

6-1 Les crédits demandés par le Secrétaire général pour 1973 sont identiques aux crédits ouverts pour 1972, qu'il s'agisse de l'ensemble du chapitre ou de ses divers articles.

6-2 Le crédit de 100 000 dollars qui est demandé à l'article Ier doit permettre au Secrétaire général de verser aux secrétaires généraux adjoints, sous-secrétaires généraux et directeurs des sommes supplémentaires pour les dédommager des dépenses de représentation qu'ils peuvent être appelés à faire lorsqu'ils s'acquittent de tâches qui leur sont confiées par le Secrétaire général, les intéressés reçoivent à ce titre, chaque année, une somme globale dont le montant varie selon leur rang.

6-3 Le crédit demandé à l'article II (35 000 dollars) doit permettre de rembourser aux fonctionnaires du Secrétariat de rang inférieur au rang de directeur les dépenses de représentation qu'ils peuvent être appelés à faire dans l'intérêt de l'Organisation; pour le calculer, on a tenu compte de tous les départements et services du Siège, de l'Office de Genève (y compris l'Organe international de contrôle des stupéfiants), des secrétariats des commissions économiques régionales et des centres d'information.

6-4 Le crédit demandé à l'article III (24 000 dollars) doit permettre de couvrir les dépenses qu'entraînent les réceptions données à l'occasion de la session de l'Assemblée générale (14 000 dollars) et les réceptions données en l'honneur de chefs d'Etat et d'autres personnalités de passage (10 000 dollars); le montant effectif du crédit nécessaire à cette dernière rubrique est, vu l'objet même des dépenses, impossible à prévoir et varie d'une année à l'autre.

6-5 Les dépenses engagées en 1971 au titre du chapitre 6 ont été inférieures de 19 000 dollars environ au crédit approuvé. Le Comité note avec satisfaction l'économie ainsi réalisée, qui témoigne de l'efficacité du contrôle exercé sur les dépenses de représentation.

6-6 Etant donné la hausse des prix depuis 1971, le Comité consultatif reconnaît qu'il ne sera peut-être pas possible de réaliser une économie de cet ordre en 1973. Compte tenu toutefois des circonstances particulières relatives au budget de 1973 et de la nécessité de réaliser des économies qui aient le moins d'effet possible

sur l'exécution des programmes, le Comité consultatif considère qu'il ne faut épargner aucun effort pour limiter à 150 000 dollars au plus les crédits nécessaires au chapitre 6, y compris ceux qui sont prévus à l'article Ier.

<u>Réduction recommandée :</u>	<u>Dollars</u>
Chapitre 6. Versements prévus aux paragraphes 2 et 5 de l'annexe I du Statut du personnel : dépenses de représentation	9'000

TITRE III. TRAVAUX DE CONSTRUCTION, TRANSFORMATION ET AMELIORATION
DES LOCAUX ET GROS TRAVAUX D'ENTRETIEN

Chapitre 7. Travaux de construction, transformation et
amélioration des locaux et gros travaux d'entretien

	<u>Dollars</u>
Crédit demandé par le Secrétaire général	14 875 400
Crédit recommandé par le Comité consultatif	12 965 400
1972 (crédit ouvert)	9 614 000
1971 (dépenses engagées)	8 972 325

7-1 A sa vingt-sixième session, l'Assemblée générale a décidé de reporter sur le budget du chapitre 7 pour 1972 un montant de deux millions de dollars qui avait été ouvert au budget de 1971 pour de nouveaux travaux de construction au Siège, mais n'avait pas été utilisé 38/. Toutefois, le montant effectif des dépenses envisagées au chapitre 7 n'en a pas été affecté et est resté fixé à

11 614 000 dollars. Les prévisions de dépenses pour 1973 accusent donc, en fait, une augmentation de 3,26 millions de dollars, et non pas de 5,26 millions de dollars, comme les chiffres semblent l'indiquer. Cette augmentation est due essentiellement au fait que, selon le calendrier des paiements approuvé par l'Assemblée générale 39/, les dépenses relatives à l'agrandissement du Palais des Nations à Genève seront beaucoup plus élevées en 1973 qu'en 1972.

L'augmentation est également due aux déboursements plus importants prévus pour les nouveaux travaux de construction aux sièges de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (CEAEO) et de la Commission économique pour l'Afrique (CEA). Le tableau 9 ci-dessous permet de comparer, pour chaque article, les crédits demandés pour 1973, les crédits ouverts pour 1972 et les dépenses engagées pour 1971.

38/ A/8531/Add.1, par. 88.

39/ Résolution 2891 (XXVI) du 22 décembre 1971.

Tableau 9

Travaux de construction, transformation et amélioration des
locaux et gros travaux d'entretien

<u>Articles</u>	<u>1973</u> <u>Crédit</u> <u>demandé</u>	<u>1972</u> <u>Crédit</u> <u>ouvert</u>	<u>1971</u> <u>Dépenses</u>	<u>Augmentation ou</u> <u>(diminution)</u> <u>entre 1972 et</u> <u>1973</u>
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
A. TRAVAUX DE CONSTRUCTION				
I. Siège de l'ONU à New York	2 500 000	2 500 000	2 500 000	-
II. Office des Nations Unies à Genève	4 905 000	500 000 ^{a/}	1 500 000	4 405 000
III: Siège de la Commission économique pour l'Amérique latine à Santiago	500 000	500 000	-	-
IV. Siège de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient à Bangkok	3 000 000	2 400 000	1 100 000	600 000
V. Siège de la Commission économique pour l'Afrique à Addis-Abéba	2 400 000	1 930 000	900 000	470 000
- New York - Nouveaux travaux de construction et transformations majeures à apporter aux locaux actuels	-	-	2 000 000	-
TOTAL, partie A	13 305 000	7 830 000	8 000 000	5 475 000

Tableau 9 (suite)

Travaux de construction, transformation et amélioration des
locaux et gros travaux d'entretien

<u>Articles</u>	<u>1973</u> <u>Crédit</u> <u>demandé</u>	<u>1972</u> <u>Crédit</u> <u>ouvert</u>	<u>1971</u> <u>Dépenses</u>	<u>Augmentation ou</u> <u>(diminution)</u> <u>entre 1972 et</u> <u>1973</u>
B. TRANSFORMATION ET AMELIORATION DES LOCAUX ET GROS TRAVAUX D'ENTRETIEN				
VI. Siège de l'ONU à New York	244 400	538 000	335 374	(293 600)
VII. Office des Nations Unies à Genève	1 281 000	1 246 000	636 951	35 000
VIII. Siège de la Commission économique pour l'Afrique à Addis-Abéba	45 000	-	-	45 000
TOTAL, partie B	1 570 400	1 784 000	972 325	(213 600)
TOTAL, chapitre 7	14 875 400	9 614 000	8 972 325	5 261 400

a/ Les dépenses effectivement prévues à cet article s'élevaient à 2 500 000 dollars; la réduction de deux millions de dollars décidée par l'Assemblée générale à sa vingt-sixième session (voir paragraphe 7-1 ci-dessus), tout en s'appliquant aux articles II à V du chapitre 7, apparaît uniquement à l'article II pour des raisons de présentation. Voir plus loin, paragraphe 7-4.

7-2 Le montant du crédit demandé à l'article premier pour l'amortissement de l'emprunt de 65 millions de dollars contracté pour la construction du Siège est le même que pour les années précédentes.

7-3 Le crédit demandé à l'article II correspond à une tranche des versements à effectuer pour couvrir le coût des travaux d'agrandissement du Palais des Nations, conformément au calendrier des paiements que l'Assemblée générale a approuvé dans sa résolution 2891 (XXVI). Le Secrétaire général note que, si les circonstances ont permis de ne pas demander un montant plus élevé pour 1973, la nouvelle révision, en janvier 1972, du taux de change entre le dollar et le franc suisse utilisé pour la comptabilisation des opérations de l'ONU entraînera une augmentation des coûts, qui s'élèveront à 751 400 dollars pour les années 1974-1984. Ainsi, comme l'indique le tableau 7-2 du projet de budget, le coût des travaux de construction s'élèvera à 31 638 000 dollars et le montant net des crédits nécessaires, compte tenu de tous les facteurs, sera de 35 407 400 dollars. Le Comité consultatif examinera plus tard au cours de l'année le rapport que le Secrétaire général a l'intention de présenter à l'Assemblée générale sur le projet relatif au Palais.

7-4 Etant donné que l'Assemblée générale a décidé que le montant de deux millions de dollars reporté de l'exercice 1971 sur l'exercice 1972 (voir paragraphe 7-1 ci-dessus) devait être appliqué aux articles II à V du chapitre 7, le Comité consultatif estime que ce montant aurait dû apparaître de cette façon dans le tableau du Secrétaire général, au lieu d'être appliqué uniquement à l'article II.

7-5 A sa vingt-sixième session, l'Assemblée générale a habilité le Comité consultatif à autoriser la mise en route, en 1972, de la construction d'un nouvel immeuble des Nations Unies à Santiago du Chili, au cas où les organes compétents /Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), Conseil économique et social et Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)/ seraient d'avis que l'Institut latino-américain de planification économique et sociale doit poursuivre ses activités et que la CEPAL doit continuer à lui fournir les locaux nécessaires 40/. Le Comité croit comprendre que le Secrétaire général a entrepris de consulter ces trois organes. On ne peut guère s'attendre à ce que leurs réponses parviennent toutes assez tôt pour que les travaux de construction soient autorisés avant la fin août ou le mois de septembre 1972. Le Comité consultatif a été informé qu'il est peu probable, dans ces conditions, que les dépenses de 1972 soient supérieures à 50 000 dollars. L'Assemblée générale ayant ouvert un crédit de 500 000 dollars pour le projet en 1972, on disposera donc, à la fin de l'année, d'un montant de 450 000 dollars à reporter sur l'exercice 1973. Même si les travaux de construction commencent en 1972, le montant total des crédits nécessaires en 1973 ne dépassera pas 750 000 dollars; aussi, le Comité consultatif estime-t-il que le crédit de 500 000 dollars demandé par le Secrétaire général pour 1973 peut être ramené à 300 000 dollars, sans que l'entreprise en souffre.

40/ Résolution 2893 (XXVI) du 22 décembre 1971.

7-6 A l'article IV, le Secrétaire général propose de réduire le crédit à ouvrir pour 1973 au titre des nouveaux travaux de construction au siège de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (CEAEO) à Bangkok, qui passerait de 3,6 millions de dollars (montant approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 2894 (XXVI) du 22 décembre 1971) à trois millions de dollars. Le Comité consultatif a été informé que cette demande était due au fait que la mise en route du projet avait été retardée, le terrain n'ayant pas encore été complètement dégagé. A la suite d'une enquête, le Comité a appris que, même si certaines difficultés juridiques qui avaient surgi étaient réglées vers le milieu de 1972, il paraissait maintenant peu probable que les dépenses à engager pour cette année-là soient supérieures à 500 000 dollars. Cela signifierait que le crédit de trois millions de dollars environ ouvert pour 1971 et 1972 pourrait être reporté sur l'exercice 1973. Dans ces conditions, le Comité estime que même le montant réduit de trois millions de dollars demandé par le Secrétaire général pour 1973 ne sera pas nécessaire. Il recommande donc que le crédit demandé soit ramené à 2,2 millions de dollars, étant entendu que, le cas échéant, cette réduction pourra être compensée par une augmentation du crédit à ouvrir pour 1974.

7-7 Comme dans le cas des nouveaux travaux de construction à Bangkok, le Secrétaire général propose de modifier le calendrier des versements à inscrire au budget pour le nouvel immeuble dont l'Assemblée générale a autorisé la construction à Addis-Abeba, siège de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) (article V). Le Comité consultatif a appris que, là encore, la proposition était due au retard intervenu dans la mise en route des travaux de construction; toutefois, le Secrétaire général a estimé qu'aucun autre obstacle ne subsistait et que le projet avancerait rapidement. Néanmoins, compte tenu des renseignements qui lui ont été fournis, le Comité consultatif constate que le Secrétaire général n'aura même pas besoin du montant réduit de 2,4 millions de dollars qu'il a demandé pour 1973, étant donné qu'une grande partie du crédit de 2 830 000 dollars ouvert pour 1971 et 1972 n'aura probablement pas été dépensé à la fin du présent exercice. Le Comité recommande donc l'ouverture d'un crédit de 1,5 million de dollars à l'article V, étant entendu que cette réduction pourra être compensée, le cas échéant, par une augmentation du crédit à ouvrir pour 1974.

7-8 Le Comité consultatif n'a aucune objection à formuler à l'encontre des propositions figurant aux paragraphes 7-11, 7-14 et 7-17 du projet de budget, selon lesquelles le Secrétaire général serait autorisé à reporter sur l'exercice 1974 tout solde des fonds consacrés aux travaux de construction projetés à Santiago, Bangkok et Addis-Abeba, qui n'aura pas été utilisé à la fin de 1973. Le Comité note que ses recommandations relatives aux crédits à ouvrir pour les projets de construction à Bangkok et Addis-Abeba modifieraient le calendrier des versements à inscrire au budget que l'Assemblée générale a approuvé dans sa résolution 2894 (XXVI); l'Assemblée pourra décider ultérieurement d'entériner officiellement le calendrier révisé.

7-9 Les crédits demandés aux articles VI, VII et VIII du chapitre 7 sont destinés à la transformation et à l'amélioration des locaux et aux gros travaux d'entretien - par opposition aux nouveaux travaux de construction - au Siège, à Genève et à Addis-Abeba respectivement.

7-10 A l'article VI, le Secrétaire général propose 15 projets relatifs au Siège, dont le coût est estimé à 244 400 dollars, montant considérablement inférieur aux crédits ouverts pour 1972 et aux dépenses engagées en 1971 pour des travaux analogues. L'un de ces projets - la modernisation de deux studios de radiodiffusion, qui doit coûter 45 000 dollars - fait partie du programme de modernisation des installations et de remplacement du matériel du Service de l'information (A/C.5/1320/Rev.1 et Add.1). Un autre projet consiste à installer des déflecteurs acoustiques transparents dans la salle de l'Assemblée générale (10 000 dollars). Le Comité n'est pas entièrement convaincu de l'avantage présenté par ces déflecteurs, du point de vue esthétique comme du point de vue pratique. Pour ces raisons, et compte tenu des efforts déployés dans d'autres domaines pour éliminer les dépenses moins utiles du budget de l'ONU, le Comité recommande que ce projet ne soit pas exécuté.

7-11 Le crédit de 1 281 000 dollars demandé par le Secrétaire général à l'article VII représente une tranche du coût d'un programme à long terme d'entretien et d'amélioration des locaux du Palais des Nations, qui a été autorisé en 1965 et doit être achevé en 1974. Dans sa résolution 2892 (XXVI) du 22 décembre 1971, l'Assemblée générale a fixé à 1 238 000 dollars le montant des annuités pour 1972, 1973 et 1974, compte tenu des modifications du taux de change intervenues en 1971; le Secrétaire général estime à présent qu'en raison du nouvel ajustement, à compter du 1er janvier 1972, du taux de change utilisé pour la comptabilisation des opérations de l'ONU, il faudra un montant supplémentaire de 128 906 dollars pour financer le programme d'entretien et d'amélioration des locaux, ce qui portera le montant des annuités de 1 238 000 dollars à 1 281 000 dollars.

7-12 En vertu d'un accord conclu avec le Gouvernement éthiopien, la propriété de la Maison de l'Afrique, à Addis-Abeba, et du terrain sur lequel elle est bâtie est passée en 1971 à l'Organisation des Nations Unies 41/. L'Organisation est ainsi devenue responsable de l'entretien de l'ensemble des locaux, et le Secrétaire général propose donc à l'article VIII du chapitre 7, deux projets de travaux d'entretien et d'amélioration des locaux qu'il juge extrêmement urgents : l'automatisation des quatre principaux ascenseurs (34 000 dollars) et le remplacement du carrelage et de la moquette (11 000 dollars). Le Comité consultatif ne recommande aucune modification en ce qui concerne ces prévisions de dépenses.

7-13 Compte tenu des observations formulées ci-dessus aux paragraphes 7-5, 7-6, 7-7 et 7-10, le Comité consultatif recommande de réduire de 1 910 000 dollars le crédit demandé au chapitre 7, qui serait ramené de 14 875 400 à 12 965 400 dollars.

41/ Conformément à la résolution 2745 (XXV) de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1970.

Écarterisation des réductions recommandées :

Chapitre 7. Travaux de construction, transformation et
amélioration des locaux et gros travaux d'entretien

Dollars

A. TRAVAUX DE CONSTRUCTION

Article III. Siège de la Commission économique pour
l'Amérique latine à Santiago 200 000

Article IV. Siège de la Commission économique pour
l'Asie et l'Extrême-Orient à Bangkok 800 000

Article V. Siège de la Commission économique pour
l'Afrique à Addis-Abeba 900 000

B. TRANSFORMATION ET AMÉLIORATION DES LOCAUX ET GROS TRAVAUX D'ENTRETIEN

Article V. Siège de l'ONU à New York 10 000

Total 1 910 000

TITRE IV. MATERIEL, FOURNITURES ET SERVICES

Chapitre 8. Matériel et installations

	<u>Dollars</u>
Crédit demandé par le Secrétaire général	998 200
Crédit recommandé par le Comité consultatif	922 800
1972 (crédit ouvert)	1 413 300
1971 (dépenses engagées)	905 191

8-1 Le crédit demandé au chapitre 8 doit permettre l'acquisition et le remplacement de mobilier et de matériel dans tous les bureaux de l'ONU, à l'exception de l'ONUDI, des missions spéciales, des bureaux extérieurs du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et de la Cour internationale de Justice, pour lesquels les crédits nécessaires à ce titre sont demandés aux chapitres correspondants du budget. Les crédits nécessaires pour les besoins ordinaires de la CNUCED en mobilier et en matériel sont demandés au présent chapitre, alors que les crédits pour des articles spéciaux sont demandés au chapitre 15.

8-2 Comme il ressort du tableau ci-après, qui donne la ventilation des crédits et dépenses par bureau, le crédit de 998 200 dollars qui est demandé est inférieur de 415 100 dollars au crédit ouvert pour l'exercice en cours. Pour l'essentiel, la réduction concerne New York, mais il y a d'autres réductions importantes à la Commission économique pour l'Amérique latine, à la Commission économique pour l'Afrique et au Bureau des affaires économiques et sociales des Nations Unies à Beyrouth. Le crédit demandé pour la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient est beaucoup plus important que le crédit ouvert à ce titre pour 1972.

Tableau 10

Matériel et installations : Ventilation par bureau
et par exercice pour 1971, 1972 et 1973

<u>Bureaux</u>	<u>1973</u> <u>Crédit</u> <u>demandé</u>	<u>1972</u> <u>Crédit</u> <u>ouvert</u>	<u>1971</u> <u>Dépenses</u> <u>engagées</u>	<u>Augmentation</u> <u>ou</u> <u>(diminution)</u> <u>entre 1972</u> <u>et 1973</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
New York	406 700	779 000	467 215	(372 300)
Genève (y compris la Commission économique pour l'Europe)	397 000	397 400	270 171	(400)
Centres d'information	40 000	40 000	45 011	-
Bureau des affaires économiques et sociales des Nations Unies à Beyrouth	9 300	14 700	8 501	(5 400)
Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	69 300	19 800	26 900	49 500
Commission économique pour l'Amérique latine	39 900	113 300	44 942	(73 400)
Commission économique pour l'Afrique	36 000	49 100	42 451	(13 100)
Total, chapitre 8	<u>998 200</u>	<u>1 413 300</u>	<u>905 191</u>	<u>(415 100)</u>

8-3 Le crédit demandé comprend un montant de 366 800 dollars pour l'acquisition de matériel supplémentaire et un montant de 631 400 dollars pour le remplacement de matériel; le tableau 11 ci-après donne la ventilation des crédits et dépenses par article. Des réductions sont prévues à tous les articles, sauf à l'article III (Matériel pour la reproduction des documents), la réduction la plus importante portant sur l'article IV (Matériel de télécommunications). Cette dernière réduction, qui concerne essentiellement New York, est due au fait qu'aucun crédit n'est demandé pour le programme de modernisation et de remplacement du matériel et des installations du Service de l'information. Se fondant sur un rapport présenté par le Secrétaire général (A/C.5/1320/Rev.1 et Add.1), l'Assemblée générale, à sa vingt-sixième session, a ouvert un crédit de 347 500 dollars au budget de 1972 pour la première phase de ce programme, dont 292 500 dollars au chapitre 8 42/. Par ailleurs, l'Assemblée générale a décidé d'examiner plus à

42/ Résolution 2897 (XXVI) du 22 décembre 1971.

fond, à sa vingt-septième session, la question de l'exécution du reste du programme; au cas où elle déciderait de prendre des mesures conformes aux recommandations formulées dans le rapport du Secrétaire général, il faudrait ouvrir pour 1973 un crédit de 329 500 dollars, dont 314 500 dollars au chapitre 8 et 15 000 dollars au chapitre 7 ^{43/}. Dans ce cas, le total du crédit nécessaire au chapitre 8 ne serait inférieur que de 100 000 dollars au crédit ouvert pour 1972.

8-4 Le Comité consultatif a appris que l'acquisition, prévue à l'article II, de deux machines comptables pour la Caisse, à New York, permettrait sous peu de supprimer un poste dans ce service. Le Comité consultatif a tenu compte de ce fait dans sa recommandation relative à l'article III du chapitre 3.

8-5 Le crédit demandé pour l'Office des Nations Unies à Genève, qui est à peu près identique au crédit ouvert pour 1972, comprend un montant de 85 000 dollars pour des articles spéciaux de mobilier et de matériel pour la nouvelle aile du palais des Nations. Comme on ne compte pas que la partie de la nouvelle aile qui est réservée aux conférences puisse être utilisée normalement avant 1974, le Comité consultatif considère que l'on n'aura pas besoin en 1973 de certains des articles en question - en particulier du matériel pour les deux bars, pour lequel un crédit est prévu à l'article VI - et il doute que le total du montant demandé soit nécessaire. En outre, le Comité ne pense pas qu'il y ait lieu de demander un crédit distinct à l'article VI de ce chapitre pour l'achat d'outils pour le programme d'entretien et d'amélioration du palais, projet qui reviendra à 7 millions de dollars environ pour la période 1966-1974 et pour lequel des crédits sont demandés au chapitre 7 (voir plus haut par. 7-11); le Comité recommande de supprimer le crédit de 4 000 dollars demandé à cet effet. Le crédit demandé pour l'Office des Nations Unies à Genève à l'article IV (Matériel de télécommunications) comprend un montant de 19 000 dollars pour l'achat d'un détecteur automatique d'erreurs pour le Centre de relais des télécommunications. En réponse aux questions qu'il a posées, le Comité consultatif a appris que le Secrétaire général était disposé à ne pas demander ce crédit pour 1973, en attendant les résultats d'une étude des communications de l'Organisation des Nations Unies qui est effectuée par une équipe spéciale du Secrétariat et par le Corps commun d'inspection. Le crédit demandé devrait être ajusté en conséquence.

8-6 Au Bureau des affaires économiques et sociales des Nations Unies à Beyrouth, la réduction du crédit demandé pour 1973 est due essentiellement à la diminution des besoins en véhicules (article IV), ainsi qu'en mobilier et matériel de bureau (article premier); à la Commission économique pour l'Afrique et à la Commission économique pour l'Amérique latine, il y a des réductions importantes des crédits demandés pour le mobilier et le matériel de bureau, les machines de bureau (article II), le matériel pour la reproduction des documents (article III) et le matériel divers (article VI), ces réductions étant particulièrement fortes dans le cas de la Commission économique pour l'Amérique latine. Le matériel supplémentaire demandé pour la Commission économique pour l'Afrique comprend un minibus qui, comme le Comité consultatif l'a appris, remplacerait des véhicules qu'on louait auparavant pour conduire les participants aux réunions et pour effectuer des déplacements dans le pays. Des économies seraient ainsi réalisées à l'article II (Location et entretien du matériel) du chapitre 10, dans le cas de la Commission économique pour l'Afrique (voir plus loin par. 10-10).

^{43/} Voir aussi plus haut, par. 7-10.

Tableau 11

<u>Articles</u>	<u>1973</u> <u>crédits demandés</u>			<u>1972</u> <u>Crédits ouverts</u>			<u>1971</u> <u>Dépenses engagées</u>			<u>Augmentation ou diminution entre 1972 et 1973</u>	
	<u>Acqui-</u> <u>sitions</u>	<u>Rempla-</u> <u>cement</u>	<u>Totaux</u>	<u>1972</u> <u>Crédits ouverts</u>			<u>1971</u> <u>Dépenses engagées</u>			<u>Augmentation ou diminution entre 1972 et 1973</u>	
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
I. Mobilier et matériel de bureau	93 800	168 500	262 300	359 100	181 733	(96 800)					
II. Machines de bureau .	62 500	177 600	240 100	272 800	222 058	(32 700)					
III. Matériel pour la reproduction des documents	36 300	98 700	135 000	124 100	206 673	10 900					
IV. Matériel de télécommunications	100 600	94 400	195 000	439 600	147 968	(244 600)					
V. Matériel de transport	5 800	50 300	56 100	72 700	55 490	(16 600)					
VI. Matériel divers	67 800	41 900	109 700	145 000	91 269	(35 300)					
Total	366 800	631 400	998 200	1 413 300	905 191	(415 100)					

8-7 Deux grosses dépenses expliquent l'augmentation d'environ 50 000 dollars que le crédit demandé pour la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient accuse par rapport au crédit ouvert pour 1972 : l'acquisition et le remplacement de matériel pour la reproduction des documents (15 200 dollars), pour lesquels il n'a pas été demandé de crédit en 1972, et la modernisation de la station de radio qui sert de relais dans le réseau radio des Nations Unies (32 400 dollars). Ce dernier projet, inscrit à l'article IV comme un achat, vise, en fait en partie, à remplacer le matériel qui a été détruit par un incendie il y a quelques années. Le Comité consultatif a appris qu'en raison de délais intervenus dans la construction du nouvel immeuble des Nations Unies à Bangkok (voir plus haut par. 7-7), le Secrétaire général compte maintenant que la moitié seulement du crédit demandé sera effectivement nécessaire en 1973; en conséquence, le Comité consultatif recommande de réduire de 16 000 dollars le crédit demandé.

8-8 Bien que les prévisions de dépenses initiales pour le chapitre 8 ne puissent pas être considérées comme extravagantes, le Comité consultatif estime qu'au moment où les pressions exercées sur le budget sont relativement fortes, il y aurait lieu d'annuler ou de remettre à plus tard certains achats qui seraient considérés comme raisonnables ou souhaitables dans des conditions plus favorables. C'est pourquoi le Comité consultatif, outre les autres recommandations qu'il formule aux paragraphes 8-5 et 8-7 ci-dessus, recommande une réduction globale de 36 000 dollars des crédits demandés au chapitre 8, laquelle serait appliquée principalement au programme d'acquisition de matériel nouveau et serait répartie entre tous les bureaux.

Dollars

Réduction recommandée

Chapitre 8. Matériel et installations	75 400
---	--------

Chapitre 9. Entretien, location et utilisation des locaux

Dollars

Crédit demandé par le Secrétaire général	7 452 500
Crédit recommandé par le Comité consultatif	7 217 500
1972 (crédit ouvert)	6 897 900
1971 (dépenses engagées)	6 676 401

9-1 Le crédit demandé au chapitre 9 doit permettre de couvrir les dépenses relatives aux services contractuels (3 136 500 dollars), les dépenses d'éclairage, chauffage, énergie et eau (1 862 000 dollars) et d'autres dépenses, principalement le loyer de locaux et le coût des fournitures et services d'entretien (2 454 000 dollars). Ces dépenses représentent un total de 7 452 500 dollars, soit 554 600 dollars de plus que le crédit ouvert pour 1972 et 776 099 dollars de plus que les dépenses engagées en 1971. Il ressort de la ventilation des crédits et dépenses par bureau, qui figure au tableau 12 ci-après, que l'augmentation des dépenses à ce chapitre est imputable, pour l'essentiel, à l'Office de Genève.

Tableau 12

Entretien, utilisation et location des locaux : ventilation
par bureau et par exercice, pour 1971, 1972 et 1973

<u>Bureaux</u>	<u>1973</u>	<u>1972</u>	<u>1971</u>	<u>Augmentation</u>	<u>Augmentation</u>
	<u>Crédit</u> <u>demandé</u>	<u>Crédit</u> <u>ouvert</u>	<u>Dépenses</u> <u>engagées</u>	<u>ou</u> <u>(diminution)</u> <u>entre 1972</u> <u>et 1973</u>	<u>ou</u> <u>(diminution)</u> <u>entre 1971</u> <u>et 1973</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
New York	5 720 000	5 608 600	5 589 783	111 400	130 217
Genève (y compris la CEE)	1 245 000	796 300	646 995	448 700	598 005
Centres d'information	120 000	110 000	111 873	10 000	8 127
Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth	39 000	36 000	33 504	3 000	5 496
CEAEO	111 500	108 000	98 141	3 500	13 359
CEPAL	146 000	158 000	118 141	(12 000)	27 859
CEA	71 000	81 000	77 964	(10 000)	(6 964)
Total, chapitre 9	7 452 500	6 897 900	6 676 401	554 600	776 099

9-2 En ce qui concerne New York, l'augmentation de 130 217 dollars du crédit demandé pour 1973 par rapport aux dépenses engagées en 1971 est imputable essentiellement aux dépenses d'éclairage, chauffage, énergie et eau (63 591 dollars de plus), à l'enlèvement des ordures (35 000 dollars de plus), pour l'entretien des locaux (29 815 dollars de plus), à l'utilisation et à l'entretien des ascenseurs (21 766 dollars de plus) et aux travaux de nettoyage (22 295 dollars de plus), ce montant étant en partie compensé par des diminutions des dépenses à d'autres titres. Le Comité consultatif note au paragraphe 9-3 du projet de budget que l'augmentation est imputable entièrement à la hausse des prix et des coûts, car les services fournis en 1973 seront moins importants qu'en 1971.

9-3 L'augmentation des dépenses prévues à Genève par rapport aux dépenses engagées en 1971 tient à deux raisons principales. En premier lieu, le Secrétaire général est parti de l'hypothèse que la nouvelle aile du palais des Nations sera utilisé entièrement pendant toute l'année 1973, et il estime les prévisions de dépenses à ce titre pour les services contractuels, l'éclairage, le chauffage, l'énergie et l'eau et les autres dépenses à 447 000 dollars, alors qu'en 1971, les dépenses engagées à ce titre n'étaient que de 42 931 dollars et que les crédits ouverts pour 1972 s'élevaient à 228 000 dollars. Toutefois, aucun crédit n'est prévu pour la location de locaux à Genève, qui a coûté près de 137 000 dollars en 1971. La forte augmentation du crédit demandé pour Genève est imputable en second lieu à la proposition de faire faire les travaux de nettoyage au palais des Nations par du personnel employé sous contrat plutôt que par du personnel travaillant à temps partiel employé par l'ONU; cette décision entraîne une dépense supplémentaire de 235 000 dollars au chapitre 9, laquelle est compensée en partie par une diminution de 183 000 dollars des crédits demandés au chapitre 3 (Traitements et salaires), au chapitre 4 (Dépenses communes de personnel) et au chapitre 10 (Frais généraux). L'augmentation nette des dépenses serait donc de 52 000 dollars.

9-4 Le Secrétaire général a informé le Comité consultatif qu'il a décidé de faire faire les travaux de nettoyage au palais des Nations par du personnel employé sous contrat parce qu'il n'était pas certain que l'ONU puisse trouver le personnel nécessaire pour effectuer ces travaux à temps partiel. Le Comité n'est toutefois pas convaincu que ce changement s'impose à l'heure actuelle, du fait en particulier qu'il entraînerait une augmentation globale des dépenses. Le Comité recommande en conséquence de ne pas modifier en 1973 les arrangements pris pour les travaux de nettoyage au palais des Nations. Lorsqu'il se réunira à Genève en septembre de cette année, le Comité poursuivra l'examen de cette question avec les représentants du Secrétaire général à l'Office de Genève.

9-5 La recommandation formulée par le Comité consultatif au paragraphe 9-4 ci-dessus se traduirait par une réduction de 235 000 dollars du crédit demandé au chapitre 9 et par une modification correspondante des crédits demandés aux chapitres 3, 4 et 10 (voir par. 3-19, 4-11 et 10-12).

9-6 Le Comité consultatif a appris qu'aucun crédit n'est demandé au projet de budget pour 1973 pour l'utilisation des nouveaux locaux du palais des Nations réservés aux conférences; les travaux de construction de ces nouveaux locaux doivent être achevés en 1973, mais l'équipement ne sera installé et les travaux de finition ne seront effectués qu'en cours d'année, de sorte que ces locaux ne pourront être utilisés normalement avant 1974.

9-7 Les dépenses qu'entraîne la location de locaux dans tous les bureaux doivent diminuer, passant de 1 207 000 dollars environ en 1971 à 1 083 000 dollars environ en 1973; la réduction des dépenses à Genève (voir plus haut, par. 9-3) et à New York qui atteint presque 160 000 dollars est en partie contrebalancée par des augmentations dans d'autres bureaux, en particulier à Bangkok (où certains locaux ont dû être libérés pour permettre la construction d'un nouveau bâtiment) et dans les centres d'information.

9-8 Le Comité consultatif demeure convaincu que le volume des documents des Nations Unies entreposés pourrait être réduit, ce qui permettrait de réaliser des économies dans la location des locaux à usage d'entrepôt. Le Comité note que le Secrétaire général a examiné cette question 44/ et espère qu'il redoublera d'efforts à cet égard. En outre, le Comité rappelle qu'il a suggéré que le Secrétaire général examine avec les gouvernements qui ne le font pas encore, la possibilité pour eux de fournir aux centres d'information des Nations Unies des locaux gratuits ou dont ils couvriraient une partie du coût 45/. Il serait possible d'aborder cette question également avec des organisations privées ou non gouvernementales qui ont indiqué qu'elles souhaiteraient promouvoir les travaux de l'Organisation et les faire mieux connaître.

Dollars

Réduction recommandée :

Chapitre 9. Entretien, location et utilisation des locaux	235 000
---	---------

Chapitre 10. Frais généraux

Dollars

Crédit demandé par le Secrétaire général	6 297 200
Crédit recommandé par le Comité consultatif	6 200 000
1972 (crédit ouvert)	6 037 000
1971 (dépenses engagées)	6 375 536

10-1 Le crédit demandé au chapitre 10 doit permettre de couvrir le coût des communications, de la location et de l'entretien du matériel et de fournitures et services divers à New York, à Genève, dans les centres d'information, au Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth et dans les commissions économiques régionales. On trouvera au tableau 13 ci-après la ventilation des crédits et dépenses par bureau et par exercice.

44/ ST/AI/189/Add.5. Voir également Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément No 8 (A/8408), par. 181.

45/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément No 8 (A/8408), par. 181.

Tableau 13

Frais généraux : ventilation pour 1971, 1972 et 1973

<u>Bureaux et articles</u>	<u>1973</u> <u>Crédit</u> <u>demandé</u>	<u>1972</u> <u>Crédit</u> <u>ouvert</u>	<u>1971</u> <u>Dépenses</u> <u>engagées</u>	<u>Augmentation</u> <u>ou</u> <u>(diminution)</u> <u>entre 1972</u> <u>et 1973</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
A. <u>Ventilation par bureau</u>				
New York	4 285 200	4 123 800	4 575 673	161 400
Genève (y compris la CEE)	939 000	888 200	787 762	50 800
Centres d'information	280 000	272 000	280 362	8 000
Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth	22 000	22 000	14 525	-
CEAEO	162 000	167 000	149 933	(5 000)
CEPAL	291 000	255 000	254 048	36 000
CEA	318 000	309 000	313 233	9 000
Total, chapitre 10	<u>6 297 200</u>	<u>6 037 000</u>	<u>6 375 536</u>	<u>260 200</u>
B. <u>Ventilation par article</u>				
I. Communications	2 340 000	2 127 000	2 157 825	213 000
II. Location et entretien du matériel	957 000	916 000	1 048 827	41 000
III. Fournitures et services d'information	1 521 000	1 518 800	1 471 887	2 200
IV. Autres fournitures et services	512 200	464 700	705 352	47 500
V. Papeterie et fournitures de bureau	646 000	663 000	663 392	(17 000)
VI. Livres, fournitures et services de bibliothèque	321 000	347 500	328 253	(26 500)
Total, chapitre 10	<u>6 297 200</u>	<u>6 037 000</u>	<u>6 375 536</u>	<u>260 200</u>

10-2 Le crédit demandé à ce chapitre dépasse de 260 200 dollars le crédit ouvert pour 1972. Il est inférieur de 78 336 dollars aux dépenses engagées en 1971, lesquelles comprenaient toutefois une somme de 58 261 dollars pour l'achat d'imprimés mécanographiques (désormais inscrit au chapitre 11) ainsi qu'un montant de 289 019 dollars correspondant à des pertes au change; si l'on ajuste le montant des dépenses engagées en 1971 en excluant ces deux postes de dépenses, le crédit demandé pour 1973 accuse, par rapport aux dépenses engagées en 1971, une augmentation de 268 944 dollars. Le Secrétaire général attribue les trois cinquièmes de cette augmentation au relèvement des tarifs, à la hausse des prix et aux augmentations de salaires au titre des services contractuels ainsi qu'aux variations des taux de change. Le reste de l'augmentation est imputable à trois objets de dépenses :

- i) La proposition de louer un circuit de télétype ultra-rapide entre New York et Genève (25 000 dollars);
- ii) L'accroissement de certaines activités d'information (54 000 dollars);
- iii) L'utilisation de la nouvelle aile du palais des Nations (18 000 dollars).

Le Secrétaire général indique que certaines négociations relatives aux traitements et salaires et autres prestations du personnel contractuel qui étaient en cours au moment de la préparation du projet de budget risquent d'entraîner une augmentation des crédits nécessaires qui l'obligera à présenter une demande de crédit révisée.

10-3 Le Comité consultatif a appris que le câble sous-marin destiné à accélérer les communications entre New York et Genève, pour un montant de 60 000 dollars par an, ne serait pas utilisé pour relier le Centre de calcul de New York et le Centre international de calcul électronique de Genève. Le coût de la location d'un câble permettant de transmettre les données d'informatique serait d'environ 150 000 dollars par an, soit environ 90 000 dollars de plus. Si l'on tient compte toutefois des économies que permettrait de réaliser l'utilisation d'un tel câble pour les appels téléphoniques entre New York et Genève et la transmission de programmes radiophoniques, le montant net des dépenses supplémentaires serait de 60 000 dollars environ. Mais ces dépenses seraient moins élevées si le PNUD et les institutions spécialisées utilisaient également le câble, en remboursant un montant approprié à l'ONU.

10-4 Dans ces conditions, le Comité consultatif recommande au Secrétaire général de procéder à un examen complet des arrangements qui seraient les plus avantageux en ce qui concerne le système des communications entre New York et Genève. Le Secrétaire général devrait en particulier chercher à savoir si la location d'un câble permettant de transmettre les données d'informatique entraînerait une meilleure utilisation de la capacité du Centre international de calcul électronique de Genève, ce qui permettrait de réaliser des économies sur les dépenses de personnel et autres au Centre de calcul de New York, en tenant compte des observations qui figurent dans le rapport sur le traitement électronique de l'information que le Comité a présenté à l'Assemblée générale à sa vingt-sixième session 46/.

46/ Ibid., Supplément No 8A (A/8408/Add.1-30), document A/8408/Add.16, par. 15.

10-5 En ce qui concerne l'augmentation des prévisions de dépenses pour les activités d'information, par rapport au montant ajusté des dépenses engagées à ce titre en 1971, la moitié environ (soit 24 000 dollars) est imputable à la publication d'une édition française de la revue Objective : Justice; le reste de l'augmentation est dû, dans une large mesure, à un accroissement de la production de matériel d'information, y compris d'aides visuels en couleur.

10-6 L'augmentation de dépenses qu'entraîne l'utilisation de la nouvelle aile du palais des Nations est imputable à l'installation de téléphones (10 000 dollars) et à l'achat des articles nécessaires pour la cafeteria agrandie (8 000 dollars).

10-7 Comme il est indiqué plus haut au paragraphe 10-2, les trois cinquièmes de l'augmentation des dépenses prévues pour 1973, par rapport au montant ajusté des dépenses engagées en 1971, sont imputables au relèvement des tarifs postaux, téléphoniques et autres, aux augmentations de salaires au titre des services contractuels et aux variations des taux de change. Dans la mesure où les prix unitaires augmentent, il ne faudrait épargner aucun effort pour réduire le volume des communications. Dans ce contexte, le Comité consultatif constate avec inquiétude le montant élevé de dépenses imputables aux appels téléphoniques entre New York et Genève (estimé à 25 000 dollars par an), alors qu'il existe un télétype entre les deux bureaux. Le Comité recommande au Secrétaire général d'exercer un contrôle plus strict sur ces dépenses.

10-8 Un autre objet de dépense de l'article premier sur lequel il devrait être possible de réaliser des économies est le service de la valise diplomatique du Service de l'information. Le Comité consultatif estime que la nature des éléments d'information qu'expédie le Service de l'information devrait être revue périodiquement, compte tenu de l'utilisation qui en est faite par les destinataires et de l'intérêt qu'il suscite.

10-9 Le crédit demandé à l'article II comprend un montant de 36 000 dollars qui doit permettre de continuer à louer une machine comptable électronique à cartes magnétiques pour la Division des finances. Au paragraphe 190 de son premier rapport sur le projet de budget pour l'exercice 1972, le Comité consultatif a invité le Secrétaire général à "trancher la question de savoir si le Centre international de calcul électronique peut assurer la comptabilité de façon économique" 47/. Le Comité recommande que l'étude de cette question soit faite rapidement, car il espère que cela permettra de réduire les dépenses de location de matériel.

10-10 En calculant le montant estimatif des crédits nécessaires à l'article II pour la CEA, le Secrétaire général n'a pas tenu compte des économies qu'il sera possible de réaliser sur les frais de location de moyens de transport lorsque la Commission aura son propre minibus (voir plus haut par. 8-6). A ce moment-là, le montant des dépenses prévues à ce titre (11 000 dollars) pourra être considérablement réduit.

10-11 Le crédit demandé à l'article III comprend un montant de 30 000 dollars pour couvrir le coût du concert de la Journée des Nations Unies, à New York, et de sa radiodiffusion. Le Comité consultatif a appris qu'en inscrivant au projet de budget le montant brut du coût du concert, le Secrétaire général s'est écarté

47/ Ibid., Supplément No 8 (A/8408), par. 190.

de la pratique habituelle, qui consistait à inscrire au chapitre 10 le coût estimatif net du concert, déduction faite des recettes connexes que rapporte sa transmission par les compagnies de radio et de télévision. Le Comité consultatif estime qu'il n'y a pas vraiment lieu de modifier la présentation du crédit demandé pour cet objet de dépense; il recommande en conséquence de ramener au montant net de 15 000 dollars le crédit demandé au chapitre 10 pour ce concert.

10-12 Pour les raisons qu'il vient d'exposer, le Comité consultatif estime que le Secrétaire général devrait pouvoir réduire de plus de 100 000 dollars le montant du crédit demandé au chapitre 10. Etant donné, toutefois, que les recommandations qu'il a formulées plus haut, au paragraphe 9-4, au sujet des arrangements relatifs aux travaux de nettoyage au palais des Nations, entraîneraient le rétablissement, au chapitre 10, du crédit demandé au titre des fournitures pour l'entretien des locaux, que le Secrétaire général a estimé à 8 000 dollars environ au tableau 9-5, le Comité consultatif recommande de réduire le crédit demandé au chapitre 10 de 97 200 dollars et de le ramener à 6,2 millions de dollars.

Dollars

Réduction recommandée :

Chapitre 10. Frais généraux	97 200
-----------------------------------	--------

Chapitre 11. Imprimerie

Dollars

Crédit demandé par le Secrétaire général	3 232 500
Crédit recommandé par le Comité consultatif	3 062 800
1972 (crédit ouvert)	3 039 700
1971 (dépenses engagées)	3 132 773

11-1 Le crédit demandé au chapitre 11 doit permettre de couvrir toutes les dépenses relatives aux travaux contractuels d'imprimerie en 1973, sauf celles qui concernent les livres et périodiques (chapitre 10), la CNUCED (chapitre 15), l'ONUDI (chapitre 16), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (chapitre 18) et la Cour internationale de Justice (chapitre 19). Les autres dépenses relatives aux travaux d'imprimerie qui sont imputées sur ces chapitres s'élèvent au total à 512 000 dollars et se répartissent comme suit :

	<u>Dollars</u>
Chapitre 10 (Frais généraux)	170 000
Chapitre 15 (CNUCED)	117 000
Chapitre 16 (ONUDI)	155 000
Chapitre 18 (Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés)	25 000
Chapitre 19 (Cour internationale de Justice)	<u>45 000</u>
TOTAL	512 000

11-2 Comme les années précédentes, le coût du tirage d'exemplaires supplémentaires destinés à la vente, dans le cas des publications pour lesquelles des crédits sont ouverts aux articles II, III, et IV, n'est pas compris dans le crédit demandé au chapitre 11 mais est imputé sur les recettes provenant de la vente de publications au chapitre 4 des recettes.

11-3 Le tableau 14 ci-après permet de comparer, par article, les crédits demandés pour 1973, les crédits ouverts pour 1972 et les dépenses engagées en 1971. Les chiffres donnés pour 1972 et 1973 en ce qui concerne les divers articles ne sont toutefois pas directement comparables, parce que le Secrétaire général n'a pas pu ventiler article par article la réduction de 337 000 dollars appliquée au crédit ouvert pour 1972 à la suite de la décision de l'Assemblée générale /résolution 2836 (XXVI)/ visant à réduire de 1 250 000 dollars le montant global des crédits inscrits au budget au titre de la documentation. Les crédits demandés aux articles premier à VI représentent le coût brut du programme de publications, dont le Secrétaire général a déduit le montant des économies inscrites à l'article VII, qui représente la valeur estimative des travaux qui seront faits dans les ateliers du Secrétariat, calculée en fonction des prix des imprimeries commerciales.

11-4 Au paragraphe 11-5 du projet de budget, le Secrétaire général dit qu'il a l'intention de présenter à l'Assemblée générale, à sa vingt-septième session, un rapport intérimaire sur les mesures prises au Secrétariat pour limiter le volume de la documentation en application de la résolution 2836 (XXVI), et sur les résultats qu'elles auront permis d'obtenir. Lorsque le Comité consultatif a examiné les crédits demandés au chapitre 11 (juin 1972), le Secrétaire général n'était pas encore en mesure d'indiquer s'il serait possible d'atteindre effectivement l'objectif fixé dans ladite résolution, à savoir une réduction de 15 p. 100 du volume de la documentation émanant du Secrétariat (abstraction faite des comptes rendus de séances). Il a toutefois indiqué au Comité qu'il avait instauré un système de quotas dans le cadre duquel les divers départements du Secrétariat sont appelés à limiter dans la mesure du possible leur documentation au volume qu'elle avait atteint en 1970, moins 15 p. 100. En ce qui concerne la gestion du crédit ouvert au chapitre 11, des difficultés ont surgi, mais le Secrétaire général espère néanmoins pouvoir opérer la réduction de 337 000 dollars et limiter ainsi les engagements pour 1972 au montant de 3 039 700 dollars qui a été approuvé.

Tableau 14

Imprimerie : ventilation par article et par exercice
pour 1971, 1972 et 1973

<u>Articles</u>	<u>1973</u> <u>Crédits</u> <u>demandés</u>	<u>1972</u> <u>Crédits</u> <u>ouverts</u>	<u>1971</u> <u>Dépenses</u> <u>engagées</u>	<u>Augmentation</u> <u>ou</u> <u>(diminution)</u> <u>entre 1972</u> <u>et 1973</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
I. Documents officiels	1 465 100	1 379 400	1 344 774	85 700
II. Publications périodiques	1 049 000	1 104 000	959 676	(55 000)
III. Etudes et rapports	215 300	325 400	267 779	(110 100)
IV. Service de l'information	136 200	141 100	122 699	(4 900)
V. Organe international de contrôle des stupéfiants	30 700	26 000	21 688	4 700
VI. Autres travaux d'imprimerie	105 000	108 300	119 175	(3 300)
VII. Economies réalisées grâce à la repro- duction de certaines publications par les soins du Secrétariat .	(680 000)	(650 000)	(611 421)	(30 000)
VIII. Fournitures pour les travaux de repro- duction effectués dans les ateliers du Secrétariat	911 200	942 500	908 403	(31 300)
Total partiel	3 232 500	3 376 700	3 132 773	(144 200)
- Réduction appliquée conformément à la résolution 2836 (XXVI) de l'Assemblée générale	-	(337 000)	-	337 000
	<u>3 232 500</u>	<u>3 039 700</u>	<u>3 132 773</u>	<u>192 800</u>

11-5 Le Secrétaire général a indiqué au Comité qu'en dépit d'une hausse moyenne prévue de 10 p. 100 environ du coût des travaux d'imprimerie, le montant du crédit demandé pour 1973 au chapitre 11 ne dépassait que de 6,3 p. 100 environ le montant du crédit ouvert pour 1972; ces prévisions présupposent une réduction supplémentaire du volume de la documentation par rapport au volume réduit autorisé pour 1972. Cette réduction est cependant de l'ordre de 3,5 p. 100 seulement; c'est là un chiffre extrêmement faible, si l'on considère que dans le rapport sur la base duquel l'Assemblée générale a pris sa décision l'année dernière, le Corps commun d'inspection espérait que l'on aboutirait finalement à réduire de 50 p. 100 le volume de la documentation 48/. La réduction prévue ne répond guère non plus à l'espoir du Comité consultatif lui-même qui, dans le rapport sur la documentation qu'il a présenté à l'Assemblée à sa vingt-sixième session, se déclarait convaincu "qu'il est possible de renverser la tendance actuelle et de réduire progressivement le volume de la documentation, de manière à ne plus entraver la bonne marche de l'Organisation" 49/. Néanmoins, le Comité ne recommande pas à ce stade de réduction globale des crédits demandés au chapitre 11, en prévision d'économies au titre de la documentation dont le montant dépasserait le montant prévu par le Secrétaire général. Le Comité toutefois examinera le rapport intérimaire que le Secrétaire général se propose de soumettre à l'Assemblée à sa vingt-septième session, et recherchera s'il est possible de réduire encore le montant des crédits demandés pour la documentation dans l'ensemble du projet de budget pour l'exercice 1973.

11-6 Les crédits demandés ont été calculés compte non tenu de toutes réductions du programme de publications périodiques que les organes intergouvernementaux pourraient recommander sur la base du rapport présenté en 1971 par le Corps commun d'inspection. Le Comité consultatif rappelle que le Corps commun prévoyait la possibilité de réaliser des économies considérables si ses recommandations relatives au programme de publications périodiques étaient appliquées 50/, et il est convaincu que tous les organes intergouvernementaux s'efforceront d'atteindre un tel résultat. Au paragraphe 11.23 du projet de budget, le Secrétaire général cite une raison supplémentaire de veiller à ce que toutes les publications périodiques soient d'une utilité en rapport avec leur coût : à savoir, le fait que dans un budget d'imprimerie d'un montant fixe, les publications périodiques (en particulier dans le domaine statistique) absorbent une proportion croissante des fonds mis à la disposition du Département des affaires économiques et sociales, ce qui ne laisse qu'un "montant de plus en plus faible" pour couvrir les frais d'impression des études et rapports. Il ne faut toutefois pas oublier que, même en période de hausse des coûts, les dépenses qu'entraîne l'impression des publications peuvent être réduites, si l'on diminue le nombre de pages à imprimer. Si les organes intergouvernementaux

48/ A/8319 et Corr.1, partie A, recommandation 3.

49/ A/8532, par. 62.

50/ A/8362, annexe B.

recommandent d'apporter des modifications au programme de publications périodiques, il sera tenu compte des incidences budgétaires de ces recommandations dans des demandes de crédit révisées qui seront présentées à l'Assemblée générale à sa vingt-septième session.

11-7 A l'article premier (Documents officiels), le Secrétaire général demande un crédit de 1 465 100 dollars, soit 85 700 dollars de plus que le montant approuvé initialement pour 1972, avant l'application de la réduction globale de 337 000 dollars à l'ensemble du chapitre 11. Cette augmentation tient essentiellement à l'augmentation des dépenses imputables à la publication des documents officiels du Conseil de sécurité, de ses commissions et comités (63 600 dollars de plus que le crédit initialement ouvert pour 1972) et des documents publiés par la Bibliothèque (le crédit demandé à cette rubrique est passé de 10 400 dollars en 1972 à 46 900 dollars en 1973). Le Comité consultatif a appris que, dans le cas du Conseil de sécurité, l'augmentation des dépenses tient à l'accroissement du volume de la matière même à inclure dans les documents imprimés du Conseil; le Comité considère cependant que le montant des crédits nécessaires à cette fin a été surestimé et recommande en conséquence d'ouvrir à cette rubrique un crédit de 220 500 dollars, soit un montant légèrement supérieur aux dépenses effectivement engagées en 1971. L'augmentation dans le cas de la Bibliothèque résulte de l'inclusion à cette rubrique d'un crédit pour l'impression des index de la série UNDEX. Jusqu'à présent, les documents de cette série étaient publiés à titre expérimental par les soins du Secrétariat et leur coût n'apparaissait pas dans le budget, maintenant que le programme d'indexage qui prévoit l'utilisation d'un ordinateur est pleinement opérationnel, le Secrétaire général envisage d'augmenter le nombre de numéros de l'index et d'imputer les dépenses y relatives (36 500 dollars) sur l'article premier, en ajoutant une somme du même montant aux économies inscrites à l'article VII, puisque ces travaux continueront à être effectués par les soins du Secrétariat.

11-8 Une grande partie des dépenses prévues à cet article concernent l'impression des comptes rendus de séances, des résolutions et textes analogues que le Secrétaire général ne peut guère raccourcir; il est donc difficile de réduire le coût de leur publication, étant donné la hausse des coûts de production. Le Secrétaire général est cependant en mesure de limiter la longueur des documents émanant du Secrétariat qui sont ultérieurement publiés dans les annexes, et il peut également veiller à ce que les annexes ne contiennent que des documents absolument nécessaires. Le Comité consultatif note avec satisfaction que le volume des annexes pour l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et le Conseil de tutelle, pour lesquelles des crédits sont prévus au projet de budget pour 1973, est en fait considérablement moins important qu'en 1972. Convaincu de la possibilité d'opérer des réductions supplémentaires, le Comité recommande de réduire de 40 100 dollars le crédit demandé à l'article premier. Compte tenu de la recommandation formulée au paragraphe 11-7 ci-dessus, le crédit ouvert à cet article serait donc de 1 400 000 dollars.

11-9 L'article II concerne les publications périodiques, dont il est question au paragraphe 11-6 ci-dessus. Le crédit demandé à cet article (1 049 000 dollars) se caractérise essentiellement par une réduction importante du crédit prévu pour le Service juridique, du fait que le Secrétaire général n'envisage de faire

imprimer en 1973 que 36 volumes du Recueil des traités, alors que dans le budget de 1972 des crédits étaient prévus pour l'impression de 56 volumes. Le Secrétaire général recherche actuellement des moyens de rationaliser les arrangements existant pour la publication des traités et accords internationaux dans le Recueil des traités (A/C.5/1407; A/5408/Add.30), et il se propose de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale, à sa vingt-septième session; lorsqu'il examinera ledit rapport, le Comité consultatif recherchera s'il est possible de réduire le coût de la publication du Recueil des traités.

11-10 En attendant de pouvoir examiner les décisions des organes inter-gouvernementaux relatives aux recommandations du Corps commun d'inspection sur le programme de publications périodiques, le Comité consultatif recommande vivement au Secrétaire général de prendre les mesures qui sont de sa compétence pour réduire le coût de ce programme, en éliminant les publications qui ne présentent qu'un intérêt marginal, en faisant faire les travaux d'imprimerie dans des régions où les coûts sont peu élevés et en rationalisant les procédures de distribution. Le Comité recommande de réduire de 49 000 dollars le crédit demandé à l'article II, qui serait ainsi ramené à 1 million de dollars.

11-11 Le crédit de 215 300 dollars demandé à l'article III (Etudes et rapports) est inférieur de 30 p. 100 environ au crédit approuvé initialement pour 1972 (qui a été réduit par la suite) et inférieur de 50 000 dollars environ aux dépenses engagées en 1971. Le Secrétaire général a indiqué au Comité consultatif que c'était là le secteur qui était le plus touché par la réduction appliquée au budget des travaux d'impression conformément à la résolution 2836 (XXVI) de l'Assemblée générale. Les crédits demandés pour presque tous les services sont considérablement moins élevés que les crédits approuvés initialement pour 1972, sauf dans le cas de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient et la Division des droits de l'homme. L'augmentation de 7 000 dollars environ dans le cas de la CEAO tient au fait que son programme de publications sera plus important en 1973 qu'en 1972. Dans le cas de la Division des droits de l'homme, le crédit de 30 600 dollars qui est demandé doit permettre de couvrir les frais d'impression de deux publications du Secrétariat dans le cadre des activités visant à célébrer le vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme. Comme ces activités doivent faire l'objet d'un rapport du Secrétaire général à l'Assemblée et qu'elles dépendent des décisions qui seront prises à la vingt-septième session 51/, le Comité consultatif considère qu'en attendant l'adoption de ces décisions, il conviendrait de supprimer le montant en question des prévisions initiales.

11-12 Le crédit demandé à l'article IV (Service de l'information) doit permettre de couvrir les frais d'impression de deux publications : le Yearbook of the United Nations et la publication intitulée ONU, Chronique mensuelle (cette dernière étant publiée en trois langues). Le montant global des frais d'impression

51/ Conformément à la résolution 2860 (XXVI) de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1971.

de la Chronique accuse une diminution de 10 000 dollars environ, imputable à la diminution du coût de l'édition française. Le coût de l'impression du Yearbook est passé de 40 000 dollars (montant du crédit initialement demandé pour 1972) à 47 000 dollars. Le Comité consultatif a appris que, comme suite aux recommandations qu'il a formulées l'année dernière 52/, le Secrétaire général avait révisé la liste de distribution gratuite pour l'édition anglaise de la Chronique mensuelle et qu'il était en train de réviser les listes pour les éditions espagnole et française. Il avait également fait de grands efforts pour promouvoir la vente de la Chronique, bien que les résultats aient été décevants.

11-13 L'augmentation du crédit demandé à l'article V (Organe international de contrôle des stupéfiants) tient à ce que le programme de publications de l'Organe de contrôle sera plus important en 1973 qu'en 1972 (neuf publications au lieu de sept). A l'article VI (Autres travaux d'imprimerie), un crédit du même montant environ que celui qui a été approuvé pour 1972 est demandé pour des travaux tels que l'impression de papier à en-tête, de formules et de cartes d'invitation, ainsi que pour la réimpression de publications (40 000 dollars); étant donné les présentes restrictions budgétaires, le Comité consultatif recommande de ramener le crédit à ouvrir à cet article à 100 000 dollars, soit une réduction de 5 000 dollars.

11-14 Le montant prévu à l'article VII (Economies réalisées grâce à la reproduction de certaines publications par les soins du Secrétariat) représente la valeur de la partie du programme brut de publications (à savoir, les articles premier à VI) qui est réalisée dans les ateliers de l'Organisation des Nations Unies et non dans des imprimeries commerciales. Pour 1973, le Secrétaire général estime la valeur de ces travaux à 680 000 dollars, soit 30 000 dollars de plus que le chiffre approuvé initialement par l'Assemblée générale pour 1972 (compte non tenu de la réduction globale de 337 000 dollars appliquée ultérieurement au chapitre 11). Comme le Secrétaire général l'a noté au paragraphe 11.33 du projet de budget, le montant prévu à l'article VII est loin de représenter la valeur totale de la documentation et autres articles du même ordre reproduits par les soins du Secrétariat, laquelle a été d'environ 1,5 million de dollars en 1971, puisqu'il ne comprend pas le coût de la masse de documents (391 millions de pages tirées) reproduits pour les réunions et conférences. Le volume total de la documentation et autres articles reproduits dans les ateliers du Secrétariat en 1971 a été de 556 millions de pages tirées, contre 548 millions en 1970 et 512 millions en 1969.

11-15 Le montant correspondant à la partie du programme brut de publications qui peut être réalisée dans les ateliers du Secrétariat dépend avant tout du volume des autres travaux de reproduction à y effectuer chaque année. Comme les mesures arrêtées par l'Assemblée générale dans sa résolution 2836 (XXVI) doivent nécessairement avoir des répercussions sur le volume de ces travaux, le Comité consultatif estime que la capacité de production des ateliers du Secrétariat

52/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément No 8 (A/8408), par. 199.

qui sera libérée en 1973 pour réaliser une partie des travaux contractuels d'imprimerie sera sans doute plus grande que prévue. En outre, pour calculer le coût des travaux qui seront faits dans les ateliers du Secrétariat, il faut tenir compte de l'augmentation de 10 p. 100 du coût des travaux contractuels d'imprimerie. En conséquence, le Comité consultatif recommande de porter à 700 000 dollars le montant des économies inscrites à l'article VII.

11-16 Malgré l'inscription à l'article VIII (Fournitures pour la reproduction des documents par les soins du Secrétariat) d'un crédit de 40 000 dollars pour la reproduction d'imprimés mécanographiques, crédit qui était précédemment inscrit au chapitre 10 (Frais généraux), le crédit demandé à cet article est inférieur de 31 300 dollars au crédit approuvé initialement pour 1972.

11-17 Les années précédentes, le Comité consultatif a appelé l'attention du Secrétaire général sur l'opportunité de répartir les travaux contractuels d'imprimerie sur une base géographique aussi large que possible, aux prix de revient les plus bas qui soient compatibles avec les normes requises 53/. Cette question est traitée sous un certain nombre d'aspects dans le rapport que le Comité des publications a établi à l'intention du Secrétaire général sur ses travaux en 1971, rapport qui montre que cette année-là, les travaux d'imprimerie financés à l'aide de crédits inscrits aux chapitres 2 et 11 du budget ont été effectués dans 14 pays, le coût des travaux effectués dans le pays hôte de l'Organisation des Nations Unies représentant 37,3 p. 100 du coût total. Les contrats relatifs à d'autres travaux d'imprimerie, financés à l'aide de crédits ouverts à d'autres chapitres du budget, ont été passés dans 21 autres pays. Le Comité des publications signale que les efforts déployés pour répartir les contrats pour travaux d'imprimerie sur une base géographique plus large n'ont pas donné les résultats escomptés, principalement parce que, dans les pays où les compositeurs ne connaissent pas la langue dans laquelle une publication des Nations Unies est imprimée, la commande est souvent exécutée avec des retards inacceptables. Le Comité des publications indique toutefois nettement dans son rapport qu'un plus grand nombre de contrats pour travaux d'imprimerie pourraient être passés dans des régions où les frais d'impression sont peu élevés si les départements qui établissent les manuscrits les soumettaient pour impression en temps voulu. Le Comité consultatif partage entièrement l'opinion du Comité des publications qui estime que l'Organisation ne devrait pas avoir à faire des dépenses supplémentaires dans les cas où cela pourrait être évité si les travaux étaient bien planifiés et si les manuscrits étaient soumis en temps voulu.

11-18 Le Comité suggère que le Secrétaire général se renseigne pour savoir si des économies pourraient être réalisées si l'Organisation fournissait les documents aux bibliothèques dépositaires sous forme de microfiches ou de microfilms plutôt que sous forme de documents imprimés, de format normal.

53/ Voir, par exemple, Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément No 8 (A/8408), par. 202.

Récapitulation des réductions recommandées :

		<u>Dollars</u>
Chapitre 11.	Imprimerie	
Article premier.	Documents officiels	65 100
Article II.	Publications périodiques	49 000
Article III.	Etudes et rapports	30 600
Article VI.	Autres travaux d'imprimerie	5 000
Article VII.	Economies réalisées grâce à la reproduction de certaines publi- cations par les soins du Secrétariat	20 000 ^{a/}
	Total	<u>169 700</u>

a/ A Ajouter au montant des économies prévues à cet article.

TITRE V. PROGRAMMES TECHNIQUES

V-1 Les crédits demandés pour les trois chapitres qui constituent le titre V n'ont pas été ventilés par projet ni par objet de dépense. Ils se présentent, en fait, sous la forme de montants globaux. Dans le cas du chapitre 14 (Développement industriel), des propositions précises touchant le programme ont été présentées au Conseil du développement industriel à sa sixième session et approuvées par lui (ID/B/99). Les activités dont le coût doit être imputé sur les chapitres 12 et 13 ne feront l'objet d'aucun examen à l'échelon intergouvernemental avant que l'Assemblée générale soit appelée à ouvrir des crédits pour ces deux chapitres, mais le Conseil d'administration du PNUD en sera informé ultérieurement. Le Comité consultatif espère que, si l'on adopte un cycle budgétaire biennal et une planification à moyen terme, les procédures applicables au titre V seront, dans la mesure du possible, adaptées aux besoins en matière de planification et de programmation. Etant donné qu'il ne connaît pas les détails des éléments constitutifs des prévisions de dépenses pour 1973 relatives aux chapitres 12 à 14, le Comité consultatif ne peut pas formuler d'observations à ce sujet. Sa recommandation relative à ces chapitres consiste donc à transmettre les demandes de crédits à l'Assemblée générale pour qu'elle prenne les mesures appropriées.

Chapitre 12. Services consultatifs régionaux et sous-régionaux

	<u>Dollars</u>
Crédit demandé par le Secrétaire général.....	1 825 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif.....	1 825 000
1972 (crédit ouvert).....	1 825 000
1971 (dépenses engagées).....	- <u>a/</u>

a/ Montant inscrit au chapitre 13 du budget pour 1971.

12-1 Le présent chapitre a été ouvert en application de la résolution 2803 (XXVI) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1971, par laquelle l'Assemblée a décidé "de créer un chapitre distinct au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour le financement d'un système unifié de services consultatifs régionaux et sous-régionaux, réservé aux opérations des commissions économiques régionales et du Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth, et de transférer à ce chapitre les services consultatifs régionaux existants qui relèvent actuellement du chapitre 13 du budget". Le crédit ouvert en 1972 correspondait au montant qui avait été affecté à ces services en 1971. Le crédit demandé pour 1973 est du même montant que le crédit ouvert pour 1972.

12-2 Conformément aux dispositions de la résolution 2803 (XXVI) de l'Assemblée générale, les montants respectifs inscrits au présent chapitre doivent être mis directement à la disposition des commissions économiques régionales et du Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth et gérés par eux.

Chapitre 13. Développement économique, développement social, administration publique, services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme et contrôle des stupéfiants

	<u>Dollars</u>
Crédit demandé par le Secrétaire général	5 408 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	5 408 000
1972 (crédit ouvert)	5 408 000
1971 (dépenses engagées)	5 407 000

13-1 Le crédit de 5 408 000 dollars demandé au chapitre 13 est du même montant que le crédit correspondant ouvert pour 1972. Conformément aux procédures d'établissement du programme et du budget recommandées par le Conseil économique et social dans sa résolution 1434 (XLVII) et approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 2514 (XXIV), le crédit demandé est présenté par articles correspondant aux objectifs fixés pour les cinq principaux domaines d'activités qui relèvent du présent chapitre. Le tableau 15 ci-après indique la ventilation, par article, des crédits demandés pour 1973 et permet de comparer ces chiffres avec les crédits ouverts en 1972 et les dépenses engagées en 1971.

Tableau 15

<u>Articles</u>	<u>1973</u> <u>Crédit</u> <u>demandé</u>	<u>1972</u> <u>Crédit</u> <u>ouvert</u>	<u>1971</u> <u>Dépenses</u> <u>engagées</u>	<u>Augmentation</u> <u>ou (diminution)</u> <u>entre 1973</u> <u>et 1972</u>
I. Développement économique ...	2 000 000	2 145 000	2 758 000	(145 000)
II. Développement social	1 858 000	1 933 000	1 405 000	(75 000)
III. Administration publique	1 200 000	1 100 000	883 000	100 000
IV. Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme	250 000	205 000	261 000	45 000
V. Contrôle des stupéfiants ...	100 000	25 000	100 000	75 000
TOTAL, chapitre 13	5 408 000	5 408 000	5 407 000 ^{a/}	-

a/ Y compris un montant de 1 825 000 dollars au titre des services consultatifs régionaux et sous-régionaux.

Les variations d'une année à l'autre sont attribuées par le Secrétaire général à des modifications dans les demandes reçues des pays en voie de développement.

13-2 En vertu des procédures d'établissement du programme et du budget mentionnées au paragraphe précédent, le Secrétaire général est habilité à approuver les projets particuliers fondés sur les demandes des gouvernements et dont le coût doit être imputé sur le présent chapitre. La résolution 2803 (XXVI) de l'Assemblée générale dispose, toutefois, que les opérations relevant du présent chapitre "serviront essentiellement à appuyer les programmes nationaux des pays en voie de développement les moins avancés ainsi que les programmes régionaux et sous-régionaux présentant un intérêt particulier pour ces pays".

13-3 Lorsque le Comité consultatif a examiné le projet de budget pour l'exercice 1973, les représentants du Secrétaire général l'ont informé que les détails concernant la façon dont les crédits demandés au chapitre 13 seraient utilisés n'étaient pas encore connus.

Chapitre 14. Développement industriel

	<u>Dollars</u>
Crédit demandé par le Secrétaire général.....	1 500 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif.....	1 500 000
1972 (crédit ouvert).....	1 500 000
1971 (dépenses engagées).....	1 498 597

14-1 Le crédit demandé au présent chapitre doit permettre de couvrir le coût de l'assistance technique en matière de développement industriel envisagée par l'Assemblée générale dans sa résolution 2298 (XXII) du 12 décembre 1967 et recommandée par le Conseil du développement industriel à sa sixième session.

TITRE VI. CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT

Chapitre 15. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Dollars

Crédit demandé par le Secrétaire général.....	12 500 200
Crédit recommandé par le Comité consultatif.....	12 372 200
1972 (crédit ouvert).....	12 362 900
1971 (dépenses engagées).....	10 322 755

15-1 Au présent chapitre sont inscrits les crédits nécessaires pour la CNUCED, qui a été créée en tant qu'organe de l'Assemblée générale par la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale en date du 30 décembre 1964. Le crédit de 12 500 200 dollars demandé pour 1973, qui comprend la contribution de l'Organisation des Nations Unies aux dépenses du Centre du commerce international CNUCED/GATT, est supérieur de 137 300 dollars (soit près de 1,2 p. 100) au crédit ouvert pour 1972. Le tableau 16 ci-après donne la ventilation par article des crédits demandés pour 1973, des crédits ouverts pour 1972 et des dépenses engagées en 1971.

Tableau 16

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

<u>Article</u>	<u>1973</u> <u>Crédit</u> <u>demandé</u>	<u>1972</u> <u>Crédit</u> <u>ouvert</u>	<u>1971</u> <u>Dépenses</u> <u>engagées</u>	<u>Augmentation</u> <u>ou (diminution)</u> <u>entre 1973</u> <u>et 1972</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
A. <u>Sessions de la Conférence,</u> <u>des groupes d'experts et</u> <u>des organes consultatifs</u>				
I. Troisième session de la Conférence	-	1 116 000	152 709	(1 116 000)
II. Sessions des groupes d'experts et des organes consultatifs	84 000	73 000	79 003	11 000
	<u>84 000</u>	<u>1 189 000</u>	<u>231 712</u>	<u>(1 105 000)</u>

Tableau 16 (suite)

<u>Articles</u>	<u>1973</u> <u>Crédit</u> <u>demandé</u>	<u>1972</u> <u>Crédit</u> <u>ouvert</u>	<u>1971</u> <u>Dépenses</u> <u>engagées</u>	<u>Augmentation</u> <u>ou (diminution)</u> <u>entre 1973</u> <u>et 1972</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
E. <u>Secrétariat de la CNUCED</u>				
III. Traitements et salaires ..	5 412 200	5 071 470	4 434 277	350 730
IV. Dépenses communes de personnel	1 303 000	1 193 230	1 021 698	109 770
V. Frais de voyage du personnel	230 000	200 000	228 623	30 000
VI. Dépenses de représentation	10 000	10 000	8 982	-
VII. Matériel et installations	15 000	16 000	17 085	(1 000)
VIII. Frais généraux	396 000	358 500	363 251	37 500
IX. Imprimerie	117 000	131 400	106 373	(14 400)
	<u>7 483 200</u>	<u>6 970 600</u>	<u>6 180 289</u>	<u>512 600</u>
C. <u>Services fournis par d'autres</u> <u>unités administratives de l'ONU</u>				
X. Traitements et salaires ..	3 262 000	2 806 300	2 744 789	455 700
XI. Dépenses communes de personnel	551 000	416 900	442 565	134 100
	<u>3 813 000</u>	<u>3 223 200</u>	<u>3 187 354</u>	<u>589 800</u>
D. <u>Centre du commerce international</u>				
XII. Part des dépenses du Centre du commerce international qui est à charge de l'ONU	1 120 000	980 100	723 400	139 900
TOTAL, chapitre 15	<u>12 500 200</u>	<u>12 362 900</u>	<u>10 322 755</u>	<u>137 300</u>

15-2 Les dépenses prévues pour la CNUCED en 1973 seront en partie compensées par des recettes, dont le montant est estimé par le Secrétaire général à 2 700 000 dollars se décomposant comme suit : 1 718 000 dollars provenant des contributions du personnel (chapitre premier des recettes); 12 000 dollars au titre du remboursement par le Groupe d'étude du plomb et du zinc du coût des services fournis par la CNUCED (chapitre 3 des recettes, Recettes générales); et 970 000 dollars provenant des contributions d'Etats membres de la CNUCED qui ne sont pas membres de l'Organisation des Nations Unies (chapitre 3 des recettes). Le Centre du commerce international dispose également de recettes qui ont été prises en considération aux fins du calcul de la contribution de l'Organisation des Nations Unies au budget du Centre pour 1973.

15-3 Contrairement au budget de 1972, le projet de budget pour 1973 ne comporte aucune demande de crédit pour les sessions de la Conférence. Cependant, les économies réalisées à cette rubrique, à savoir 1 116 000 dollars, sont presque complètement absorbées par des dépenses beaucoup plus élevées dans d'autres domaines, principalement au titre des traitements et salaires et des dépenses communes de personnel. La principale raison de cette augmentation des dépenses est que le Secrétaire général estime qu'en 1973 le maintien de l'effectif permanent et des services contractuels de la CNUCED au niveau approuvé pour 1972 coûtera 996 500 dollars de plus. En outre, la contribution de l'ONU au budget du Centre du commerce international augmente d'environ 140 000 dollars.

15-4 Conformément à la politique suivie pour l'établissement du projet de budget pour l'exercice 1973, politique qui est décrite plus haut aux paragraphes 32 à 34, il n'a pas été tenu compte aux fins du calcul du crédit demandé pour la CNUCED du coût de certains postes des services d'assistance technique financés par le Programme des Nations Unies pour le développement. Dans le passé, les dépenses relatives à ces postes étaient imputées sur le budget ordinaire, une déduction étant faite aux chapitres 1 et 2 des recettes pour compenser ces dépenses. En ce qui concerne la CNUCED, 5 postes (2 postes d'administrateur et 3 postes d'agent des services généraux) sont touchés par ce changement de présentation, le montant pertinent s'élevant à 100 800 dollars. Comparativement, l'augmentation du crédit demandé pour 1973 ne s'élève donc pas à 137 300 dollars, comme il ressort du tableau, mais à 238 000 dollars environ, soit un peu moins de 2 p. 100. Si l'on ne tient pas compte du coût de la troisième session de la Conférence, l'augmentation est de l'ordre de 1,35 million de dollars, soit environ 11 p. 100.

15-5 Les demandes de crédit ont été formulées avant la troisième session de la Conférence, à laquelle ont été prises un certain nombre de décisions qui auront des incidences financières en 1973; le Comité consultatif a été informé que ces incidences seront peut-être considérables. Dans le calcul des crédits demandés, il n'a pas non plus été tenu compte des activités nouvelles qui pourraient être inscrites au programme de travail de la CNUCED à la suite des décisions que le Conseil du commerce et du développement prendra à sa douzième session à la fin de 1972. Si le Secrétaire général juge nécessaire de présenter des demandes de crédit révisées, le Comité consultatif les examinera plus tard cette année.

A. Sessions de la Conférence, des groupes d'experts et des organes consultatifs

15-6 Le crédit demandé dans cette partie du budget s'élève à 84 000 dollars. Il doit permettre de couvrir le coût de deux sessions du Comité consultatif du Conseil du commerce et du développement et de la Commission des produits de base (15 000 dollars), ainsi que le coût de sept réunions de groupes ad hoc d'experts (69 000 dollars). Ce programme est un peu plus important que celui de 1972, pour lequel un crédit de 73 000 dollars a été ouvert.

B. Secrétariat de la CNUCED

15-7 Le crédit demandé dans la partie B doit permettre de couvrir les dépenses du secrétariat de la CNUCED et se répartit entre les articles III à IX du chapitre 15.

15-8 L'augmentation du crédit demandé à l'article III (Traitements et salaires) porte presque entièrement sur la rubrique i) (Postes permanents); les crédits demandés aux rubriques ii) à iv) (Consultants, personnel temporaire, et heures supplémentaires et sursalaire de nuit) ne sont que légèrement supérieurs aux crédits ouverts pour l'exercice en cours. Bien qu'aucun poste nouveau ne soit demandé et qu'il ne soit proposé qu'un seul reclassement de poste, le crédit demandé à la rubrique i) est supérieur de 348 730 dollars au crédit ouvert pour 1972. En outre, comme il est indiqué plus haut, il n'est pas tenu compte dans les crédits demandés des 5 postes qui sont actuellement financés directement par les ressources du PNUD. L'augmentation des dépenses au titre des traitements est imputable essentiellement à la hausse du coût de la vie à Genève et à une modification du taux de change dollar/franc suisse. Le seul reclassement mentionné plus haut concerne le poste occupé par le chef du Groupe de l'assistance technique de la CNUCED (de D-1 à D-2). Compte tenu des raisons qui lui ont été présentées, le Comité consultatif ne s'oppose pas à ce reclassement.

15-9 En examinant les crédits demandés au chapitre 3 du projet de budget (voir plus haut par. 3-11), le Comité consultatif a étudié les incidences de l'interruption provisoire depuis la fin de janvier 1972 du recrutement d'administrateurs et de fonctionnaires de rang supérieur, ainsi que les incidences de cette mesure sur les crédits nécessaires en 1973 au titre des postes permanents. Le Comité a été informé que la CNUCED disposerait probablement de 24 à 29 postes vacants d'administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur à la fin de 1972, selon la date à laquelle le recrutement normal reprendrait. Etant donné que pour l'établissement des demandes de crédits on s'est fondé sur l'hypothèse qu'il y aurait en moyenne 8 à 9 postes vacants en raison des mouvements de personnel normaux, le nombre de postes vacants à titre "exceptionnel" imputable principalement à l'interruption du recrutement, serait de 15 à 20. Pour les raisons qui ont déjà été exposées au paragraphe 3-11 ci-dessus, le Comité consultatif estime que l'on peut réduire de 90 000 dollars le crédit demandé au titre des postes permanents pour la CNUCED.

15-10 Par rapport au crédit ouvert en 1972, le crédit demandé au titre des dépenses communes de personnel (article IV) accuse une augmentation de 9 p. 100. Si l'Assemblée générale accepte la recommandation du Comité relative à l'article III (voir plus haut paragraphe 15-9), il faudrait réduire, en conséquence, de 18 000 dollars le crédit demandé à l'article IV.

15-11 L'augmentation de 30 000 dollars du crédit demandé à l'article V (Frais de voyage du personnel) est entièrement imputable à l'accroissement du crédit demandé au titre des frais de voyage pour le congé dans les foyers. Malgré une certaine augmentation des tarifs aériens et des indemnités de subsistance, le Secrétaire général a maintenu les crédits demandés au titre des frais de voyage du personnel chargé de représenter la CNUCED aux réunions d'autres organismes, du personnel envoyé à des sessions d'organes de la CNUCED et du personnel en mission (abstraction faite des sessions) au niveau approuvé pour l'exercice en cours. Le Comité consultatif est d'avis qu'on peut compter en 1973 sur une certaine réduction des frais de voyage, compte tenu des mesures de contrôle plus sévères adoptées par le Secrétaire général en 1972. Pour cette raison, et pour tenir compte des cas dans lesquels des fonctionnaires ne se prévalent pas de leurs droits en matière de remboursements des frais d'excédent de bagages /voir plus haut, paragraphe 31 c)/, le Comité recommande de réduire de 20 000 dollars le crédit demandé à l'article V.

15-12 A l'article VII (Matériel et installations), le Secrétaire général demande 15 000 dollars, pour acheter du matériel de rangement et autre pour le Service de l'enregistrement, le groupe du traitement de l'information et le groupe de la documentation. D'après le paragraphe 15-29 du projet de budget, le Comité consultatif note que, par souci d'économie, le remplacement du matériel de bureau existant a été remis à plus tard et que le montant demandé est inférieur de 1 000 dollars au crédit ouvert pour 1972.

15-13 A l'article VIII, le Secrétaire général estime à 37 500 dollars l'augmentation des dépenses au titre des frais généraux, qui comprennent la location et l'entretien du matériel, les frais de communications et le coût des fournitures et des services. Bien que le Comité consultatif reconnaisse que certaines hausses de prix ont eu des incidences sur plusieurs rubriques de cet article, il estime qu'étant donné les restrictions budgétaires actuelles, le Secrétaire général devrait faire tout son possible pour compenser ces augmentations en réalisant des économies dans d'autres domaines.

15-14 Les dépenses d'imprimerie (article IX) sont fonction du volume de la documentation établie par la CNUCED; le Comité consultatif note que le crédit demandé pour 1973 fait apparaître une diminution de 14 400 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1972; néanmoins, ce crédit est supérieur de 10 p. 100 environ au montant des dépenses effectivement engagées en 1971.

C. Services fournis à la CNUCED par d'autres unités administratives de l'ONU

15-15 Cette partie du chapitre 15, qui comprend les articles X et XI, doit permettre de couvrir le coût des traitements et salaires (y compris ceux du personnel temporaire et la rémunération des heures supplémentaires) ainsi que les dépenses communes de personnel (y compris les frais de voyage pour le congé dans les foyers)

concernant le personnel fourni à la CNUCED par d'autres unités administratives de l'ONU pour assurer des services administratifs, des services de conférence et des services divers.

15-16 Le Secrétaire général propose la création de six nouveaux postes d'agent des services généraux qui, bien qu'ils soient nécessaires à plein temps pendant toute l'année, ont été financés jusqu'ici à l'aide du crédit ouvert au titre du personnel temporaire. Il propose également de reclasser à P-1 un poste d'agent des services généraux. Ainsi, le nombre de postes permanents dont le coût est imputé sur les articles X et XI passerait de 180 (63 postes d'administrateur et fonctionnaire de rang supérieur et 117 postes d'agent des services généraux) à 186 (64 postes d'administrateur et fonctionnaire de rang supérieur et 122 postes d'agent des services généraux).

15-17 Malgré la transformation en postes permanents des six postes d'agent des services généraux dont il est question plus haut, le crédit demandé au titre du personnel temporaire pour 1973 à l'article X est supérieur d'environ 131 000 dollars (21 p. 100) au crédit ouvert pour 1972. Le Comité consultatif a été informé que cette situation est due au fait que, compte non tenu de la troisième session de la Conférence, le programme des réunions de la CNUCED est plus chargé en 1973; il est également tenu compte du relèvement des traitements du personnel engagé pour des périodes de courte durée. Etant donné le caractère provisoire du programme des réunions et l'importance du crédit demandé, le Comité consultatif estime que le montant demandé à l'article X offre une marge suffisante pour permettre à la CNUCED de faire face à de nouvelles tâches - et notamment, le cas échéant, à la réunion d'une deuxième conférence sur les produits de base en 1973 - sans avoir à demander des crédits supplémentaires.

15-18 Le crédit de 551 000 dollars demandé à l'article XI (Dépenses communes de personnel et frais de voyages pour le congé dans les foyers) est imputable au relèvement des traitements et des indemnités connexes.

D. Centre du commerce international

15-19 Le crédit demandé à l'article XII du chapitre 15 doit permettre de couvrir la part que l'ONU prend à sa charge des dépenses du Centre du commerce international qui est géré à Genève conjointement par la CNUCED et le GATT. Depuis 1971, les dépenses et les recettes inscrites au budget ordinaire du Centre sont partagées également entre ces deux organisations. Pour 1973, le montant estimatif brut de ce budget s'élève à 2 268 700 dollars, et la part nette financée au moyen de contributions de gouvernements à 2 240 000 dollars; la part qui est à charge de la CNUCED a donc été estimée à 1 120 000 dollars, c'est-à-dire 14 p. 100 de plus que le crédit ouvert pour 1972 à cette fin.

15-20 Le Comité consultatif n'a reçu le projet de budget du Centre que vers la fin de sa session de printemps et d'été. Puisque le Comité doit se rendre à Genève en septembre, il a décidé de reporter l'examen du projet de budget du Centre pour l'exercice 1973 à ce moment-là. Cela permettra également au Comité de recueillir des renseignements auprès du Directeur et des membres de son personnel. En conséquence, le Comité réserve sa position, dans le présent rapport, en ce qui concerne la contribution de l'Organisation des Nations Unies au budget du Centre; il présentera plus tard en 1972 un rapport sur la question à l'Assemblée générale.

Ensemble du chapitre 15

15-21 Dans les paragraphes qui précèdent, le Comité consultatif a recommandé d'appliquer aux crédits demandés au chapitre 15 des réductions dont le montant total s'élève à 128 000 dollars. En conséquence, le Comité recommande à l'Assemblée générale d'ouvrir au chapitre 15 un crédit de 12 372 200 dollars, sous réserve des autres recommandations que le Comité pourrait faire en ce qui concerne l'article XII (Centre du commerce international).

Récapitulation des réductions recommandées :

Chapitre 15. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

	<u>Dollars</u>
Article III. Traitements et salaires du secrétariat de la CNUCED :	
i) Postes permanents.....	90 000
Article IV. Dépenses communes de personnel du secrétariat de la CNUCED.....	18 000
Article V. Frais de voyages du personnel.....	20 000
	<hr/>
	<u>126 000</u>

TITRE VII. ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Chapitre 16. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

	<u>Dollars</u>
Crédit demandé par le Secrétaire général	14 574 600
Crédit recommandé par le Comité consultatif	14 402 600
1972 (crédit ouvert)	14 332 100
1971 (dépenses engagées)	12 310 620

16-1 Le crédit demandé au chapitre 16 doit permettre de couvrir les dépenses d'administration et de recherche de l'ONUDI, conformément au paragraphe 21 de la résolution 2152 (XXI) de l'Assemblée générale, en date du 17 novembre 1966.

16-2 Le crédit de 14 574 600 dollars demandé pour 1973 fait apparaître une augmentation de 242 500 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1972 et de 2 263 980 dollars par rapport aux dépenses engagées en 1971. Cependant, comme il est indiqué au paragraphe 16-19 du projet de budget, et comme le Comité consultatif le fait observer plus haut, au chapitre premier (paragraphe 32 à 34), le crédit demandé pour 1973 ne comprend pas le coût de 26 postes (15 postes d'administrateur et 11 postes d'agent des services généraux) qui étaient inscrits au présent chapitre du budget pour 1972. Ces postes sont utilisés pour appuyer des activités d'assistance technique financées par le Programme des Nations Unies pour le développement et jusqu'à présent leur coût était imputé sur le chapitre 16, mais il était compensé par les crédits figurant aux chapitres 1 et 2 des recettes. Le montant brut du crédit correspondant à ces 26 postes aurait été de 473 000 dollars pour 1973. Ainsi, si l'on compare des chiffres comparables, l'augmentation du crédit demandé au chapitre 16, par rapport au crédit ouvert en 1972, est plus importante qu'il n'apparaît à première vue et s'élève en fait à 715 500 dollars (la somme de 242 500 dollars et de 473 000 dollars), ce qui représente une augmentation de 5 p. 100.

16-3 Le crédit demandé pour l'ONUDI a été calculé compte non tenu des décisions que le Conseil du développement industriel prendra à sa sixième session, laquelle était en cours lorsque le Comité consultatif a examiné le projet de budget.

16-4 Les recettes provenant des activités de l'ONUDI en 1973 sont estimées à 3 195 000 dollars, qui ont été inscrits aux chapitres pertinents des recettes et se décomposent comme suit : 2 062 000 dollars au chapitre premier des recettes (recettes provenant des contributions du personnel), et 1 135 000 dollars au chapitre 3 des recettes, à savoir 1 018 000 dollars au titre des contributions des Etats qui sont membres de l'ONUDI mais non de l'Organisation des Nations Unies, 25 000 dollars au titre du remboursement, à l'occasion du retrait de participants, de la cotisation versée par l'Organisation à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, et 90 000 dollars au titre de recettes accessoires.

16-5 Le tableau 17 ci-après donne la ventilation, par article, des crédits demandés par le Secrétaire général au chapitre 16, ainsi que des crédits ouverts pour 1972 et des dépenses engagées en 1971.

Tableau 17

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

<u>Articles</u>	<u>1973</u> <u>Crédit</u> <u>demandé</u>	<u>1972</u> <u>Crédit</u> <u>ouvert</u>	<u>1971</u> <u>Dépenses</u> <u>engagées</u>	<u>Augmentation ou</u> <u>(diminution)</u> <u>entre 1972 et</u> <u>1973</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
I. Septième session du Conseil du développement industriel et réunions de ses organes subsidiaires	287 500	297 300	293 307	(9 800)
II. Réunions des groupes d'experts et des organes consultatifs	150 000	171 500	114 273	(21 500)
III. Traitements et salaires	9 645 000	9 440 300	7 994 911	204 700
IV. Dépenses communes de personnel	2 334 200	2 405 800	1 966 038	(71 600)
V. Frais de voyage du personnel	417 000	400 000	385 428	17 000
VI. Dépenses de représentation	12 000	12 000	10 450	-
VII. Matériel et installations	47 200	111 500	137 788	(64 300)
VIII. Entretien des locaux ...	315 000	265 500	251 833	49 500
IX. Frais généraux	797 500	668 000	681 732	129 500
X. Programme de publications	295 200	295 200	308 012	-
XI. Organisation du Siège ..	274 000	265 000	166 848	9 000
TOTAL, chapitre 16	14 574 600	14 332 100	12 310 620	242 500

16-6 Le crédit demandé à l'article Ier doit permettre de couvrir le coût de la septième session du Conseil du développement industriel et des deux sessions du Comité permanent du Conseil qui, sur la recommandation de l'Assemblée générale, a remplacé le Groupe de travail du programme et de la coordination de l'ONUDI. Le crédit de 287 500 dollars demandé pour 1973 est inférieur au crédit ouvert en 1972 au même article, mais cette diminution est due entièrement au fait que, contrairement à ce qui s'est passé en 1972, en 1973 on ne demande pas de crédit pour couvrir le coût de réunions d'un groupe d'experts hautement qualifiés chargé de formuler la stratégie à long terme de l'ONUDI; le coût de la session du Conseil et des sessions du Comité permanent est estimé à un montant qui est supérieur de 47 000 dollars au crédit ouvert à des fins semblables en 1972. Le Secrétaire général attribue essentiellement cette augmentation au relèvement des traitements du personnel engagé pour des périodes de courte durée pour assurer le service des conférences. Le Comité consultatif constate qu'en dépit de la recommandation qu'il a faite l'année dernière 54/, les prévisions relatives à la documentation à établir avant la session du Conseil et la session de printemps du Comité permanent ont été maintenues à 1 500 pages; compte tenu de la résolution 2836 (XXVI) de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1971, le Comité consultatif demande instamment que le volume de la documentation soit réduit en 1973 et recommande qu'en conséquence le crédit à ouvrir soit réduit de 5 000 dollars.

16-7 Comme le Service des conférences du secrétariat de l'ONUDI comprend 60 administrateurs et 79 agents des services généraux, le Comité consultatif ne croit pas qu'il soit nécessaire d'engager du personnel temporaire pour traduire, dactylographier etc. la documentation à établir avant et après la session d'automne du Comité permanent, travaux pour lesquels 19 000 dollars sont prévus; le Comité recommande de supprimer ce montant.

16-8 Le crédit demandé à l'article II doit permettre de couvrir le coût de 16 réunions de groupes d'experts et d'organes consultatifs en 1973. Le crédit demandé est inférieur de 21 500 dollars au crédit ouvert en 1972; toutefois, ce dernier comprenait 45 000 dollars pour le groupe d'experts hautement qualifiés et chargé de la stratégie à long terme (voir paragraphe 16-6 ci-dessus) pour lequel il n'est pas demandé de crédit en 1973. A cette exception près, le nombre de réunions prévues est le même que celui que l'ONUDI espère organiser pendant l'année en cours. Ainsi, si l'on compare des chiffres comparables, le crédit demandé accuse une augmentation de 23 500 dollars, ou d'environ 19 p. 100, qui est supérieure à celle qui pourrait résulter de l'augmentation des frais de voyage et du relèvement de l'indemnité de subsistance. En outre, étant donné les dépenses effectivement engagées en 1970 et 1971 à ces mêmes fins, le Comité se demande si toutes les réunions prévues au budget auront effectivement lieu. C'est pourquoi, il recommande une réduction de 10 000 dollars du crédit demandé.

54/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément No 8 (A/8408), par. 257.

16-9 Le crédit demandé à l'article III (Traitements et salaires) doit permettre de couvrir les dépenses relatives aux postes permanents (8 828 000 dollars), aux consultants (365 000 dollars), au personnel temporaire (405 000 dollars), ainsi qu'aux heures supplémentaires et au sursalaire de nuit (47 000 dollars). Le crédit demandé pour les postes permanents [rubrique i)] accuse une augmentation d'environ 166 000 dollars par rapport au crédit ouvert pour l'exercice en cours, malgré la suppression, au tableau d'effectifs, des 26 postes dont il est question plus haut au paragraphe 16-2. L'augmentation est due, en partie, aux réalignements des taux de change et, en partie, à des facteurs tels que le relèvement des traitements et des augmentations périodiques de traitement. Le Secrétaire général ne propose pas de reclassement de postes. Abstraction faite de la suppression de 26 postes, l'effectif de l'ONUDI demeure pratiquement le même, tout comme la répartition des postes entre les divisions 55/.

16-10 Au paragraphe 16-20 du projet de budget, le Secrétaire général indique que les fonds extra-budgétaires qui seront mis à la disposition de l'ONUDI en 1973 seront vraisemblablement suffisants pour couvrir le coût de 842 mois de travail (environ 70 années de travail) d'administrateur et 2 700 mois de travail (225 années de travail) d'agent des services généraux (y compris les 26 postes pour lesquels il n'est plus demandé de crédit au budget ordinaire). L'ONUDI disposera de 295 postes permanents d'administrateur et fonctionnaire de rang supérieur en 1973, et de 328 postes d'agent des services généraux. Les fonds extra-budgétaires ont donc pour effet de compléter les ressources en personnel de l'ONUDI de près de 24 p. 100 en ce qui concerne les administrateurs et d'environ 70 p. 100 en ce qui concerne les agents des services généraux. Le Comité consultatif examine plus loin, au paragraphe 16-13, le rôle que joue le personnel rémunéré à l'aide de fonds extra-budgétaires dans l'exécution du programme de travail de l'ONUDI.

16-11 Comme les autres unités administratives du Secrétariat, l'ONUDI est touchée par l'arrêt provisoire du recrutement d'administrateurs dont le Secrétaire général a pris l'initiative en janvier 1972. A la fin du mois de mai 1972, il y avait dix postes vacants dans la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur, et le Secrétaire général comptait qu'environ 15 fonctionnaires quitteraient l'Organisation avant la fin de l'année. Il y aurait donc 25 postes vacants à la fin de l'année, compte non tenu des nouveaux fonctionnaires que le Directeur exécutif de l'ONUDI espérait nommer lorsque l'arrêt provisoire du recrutement aurait pris fin ou par dérogation spéciale.

16-12 L'arrêt provisoire du recrutement s'applique également au recrutement du personnel spécialisé pour des périodes de courte durée, pour lequel un montant global de 350 000 dollars [dont 40 000 dollars à l'article IV (Dépenses communes de personnel)] a été inscrit au budget de 1972 au titre du personnel temporaire sur la base d'une demande de crédit révisée présentée par le Secrétaire général (A/C.5/1400). Pour 1973, le Secrétaire général demande un crédit de 350 000 dollars au titre de ce personnel temporaire [article III, rubrique iii)], en plus des 55 000 dollars demandés pour le personnel temporaire habituel.

55/ Pour 1973, toutefois, les dépenses de personnel et autres du Service de l'information de l'ONUDI qui sont imputables à des activités d'information générale (par opposition à l'information sur les travaux de l'ONUDI) sont incluses dans les prévisions relatives au Service de l'information de l'ONU, aux articles 3, 4 et 10 du budget.

16-13 Par sa nature même, le type de personnel temporaire pour lequel un crédit global a été demandé est étroitement lié aux besoins de l'ONUDI en postes permanents. D'ailleurs, le Secrétaire général a informé le Comité consultatif que, comme suite à sa recommandation, il avait calculé le crédit qu'il demande pour le personnel temporaire en 1973 en fonction du crédit qu'il demande pour les postes permanents, ainsi qu'en fonction des fonds dont l'ONUDI disposera vraisemblablement pour couvrir les frais généraux qu'entraînent pour elle les programmes et projets financés à l'aide de fonds extra-budgétaires. Le Secrétaire général a estimé que, pour pouvoir mener à bien le programme de travail approuvé pour 1973 par le Conseil du développement industriel (ID/B/97 et additifs), l'ONUDI aurait besoin de 2 352 mois de travail d'administrateur, pour les questions de fond, dont 1 812 seraient financés au titre du budget ordinaire et 180 à l'aide des fonds pour frais généraux, de sorte qu'il manquerait 360 mois de travail d'administrateur et d'agent des services généraux, dont il prévoyait de couvrir le coût, en partie, à l'aide de crédits ouverts pour du personnel temporaire spécial.

16-14 Toutefois, l'arrêt provisoire du recrutement en 1972 a quelque peu limité les dépenses de l'ONUDI pour ce type d'assistance. A la fin de juin, le Secrétaire général estimait que les dépenses engagées pour l'année pourraient s'élever à 280 000 dollars, alors que le crédit autorisé s'élevait au total à 350 000 dollars.

16-15 Comme dans le cas des crédits demandés pour 1973 pour les autres unités administratives du secrétariat, le Comité consultatif estime qu'en ce qui concerne l'ONUDI, il serait peu réaliste de ne pas tenir compte, dans le budget de 1973, du fait qu'il y aura probablement, à la fin de l'année, de nouveaux postes vacants, parmi les postes permanents comme parmi les postes financés à l'aide de crédits affectés au personnel temporaire, en raison de l'arrêt provisoire du recrutement. Aussi le Comité, en se fondant sur les mêmes hypothèses que dans le cas du chapitre 3 (voir plus haut, paragraphe 3-11), est-il parvenu à la conclusion que les prévisions de dépenses de l'ONUDI aux rubriques i) et iii) de l'article III étaient surestimées de 50 000 dollars environ; il recommande, en conséquence de réduire de ce montant le crédit demandé, la réduction devant être répartie entre les deux rubriques.

16-16 Le crédit demandé par le Secrétaire général au titre des experts et consultants engagés à titre personnel (article III, rubrique ii)) est inférieur de 5 000 dollars au crédit ouvert pour 1972. Le crédit demandé au titre des heures supplémentaires et du sursalaire de nuit (rubrique iv)) est supérieur de 4 000 dollars. Toutefois, le montant total du crédit demandé à ces deux rubriques (412 000 dollars) est supérieur d'environ 70 000 dollars au montant des dépenses engagées pour l'exercice 1971. Le Comité consultatif a toujours estimé qu'il fallait surveiller de très près ces deux catégories de dépenses afin de réaliser des économies.

16-17 Si la recommandation faite plus haut par le Comité consultatif au paragraphe 16-15 au sujet de l'article III est acceptée, les crédits nécessaires à l'article IV (Dépenses communes de personnel) seraient inférieurs de 12 000 dollars aux prévisions établies par le Secrétaire général. Le Comité note que les crédits demandés à cet article comprennent un montant de 39 000 dollars pour couvrir le coût de la formation du personnel de l'ONUDI; le Comité espère que la formation aux fins de la planification des carrières, au titre de laquelle le Secrétaire général demande un crédit de 11 000 dollars, sera coordonnée avec le programme correspondant entrepris au Siège de l'Organisation des Nations Unies et sera fondée sur les mêmes principes directeurs.

16-18 L'augmentation de 17 000 dollars du crédit demandé à l'article V (Frais de voyage du personnel) est entièrement attribuée par le Secrétaire général à l'augmentation des tarifs de voyage et des taux de l'indemnité de subsistance. Toutefois, compte tenu des nouvelles procédures de contrôle qui ont été mises en application au début de 1972 par le Secrétaire général, le Comité consultatif estime que le nombre prévu des voyages effectués par le personnel en 1973 pourra être sensiblement réduit. Compte tenu également de l'économie résultant de la non-utilisation de crédits prévus au titre des excédents de bagages, dont il a fait état plus haut, au paragraphe 31 c), le Comité recommande de réduire de 25 000 dollars le crédit demandé. Le Comité a noté qu'un crédit de 107 000 dollars (soit 7 000 dollars de plus que le crédit ouvert pour 1972) était demandé au titre des frais de voyage des conseillers industriels hors siège; le projet de budget des services administratifs et des services d'appui du PNUD pour l'exercice 1973 (sur lequel les traitements de ces conseillers sont imputés) prévoit un autre crédit de 28 300 dollars à cette fin 56/. Le Comité consultatif espère que, lorsqu'il reverra les arrangements pris pour conseiller et appuyer les représentants résidents dans certains domaines sectoriels, le Directeur du PNUD, en coopération avec les autres organisations intéressées, tiendra compte de la nécessité de procédures budgétaires nettement définies pour rendre compte des dépenses de ce type (DP/L.235).

16-19 Le crédit demandé pour le matériel et les installations (article VII) accuse une très forte diminution (de 111 500 à 47 200 dollars), due en partie au fait qu'il n'est pas demandé de postes nouveaux pour 1973. Un autre facteur est le fait que l'on a transféré de cet article à l'article IX (Frais généraux) les dépenses relatives à un certain nombre de fournitures et services divers, dont le montant est estimé à 11 000 dollars pour 1973.

16-20 A l'article VIII (Entretien, utilisation et location des locaux), le Secrétaire général demande un crédit de 315 000 dollars, soit environ 50 000 dollars de plus que le crédit ouvert pour l'exercice en cours. Les principaux objets de dépenses auxquels cette augmentation est imputable sont le nettoyage des locaux (y compris l'enlèvement de la neige), pour lequel le crédit prévu est supérieur de 29 p. 100 au montant de 1972, et les dépenses d'éclairage, chauffage, énergie et eau, dont le montant accuse une augmentation de plus de 16 p. 100. Le Secrétaire général indique qu'il lui faudra faire face à des augmentations de dépenses à cet article et qu'il devra également assurer des services dans les nouveaux locaux que le Gouvernement autrichien mettra à la disposition de l'ONUDI en 1973. Eu égard à la politique actuelle de restrictions budgétaires, le Comité consultatif estime que le crédit demandé à cet article peut être réduit de 25 000 dollars. Cela laisserait un montant de 290 000 dollars, qui serait supérieur de plus de 9 p. 100 au crédit ouvert pour 1972 et de 15 p. 100 aux dépenses engagées en 1971.

56/ DP/L.228 et Corr.1, par. 101.

15-21 Environ 40 p. 100 du crédit demandé à l'article IX (Frais généraux) doit permettre de couvrir le coût des communications. C'est aussi à cet objet de dépense qu'est imputable plus de la moitié de l'augmentation de 129 500 dollars que le crédit demandé accuse par rapport au crédit ouvert pour l'exercice en cours 57/. Le Comité juge encourageants les efforts que poursuit actuellement le Directeur exécutif afin d'éliminer les dépenses en matière de communications qui ne sont pas indispensables, le Comité considère qu'une plus grande modération permettrait de limiter ces dépenses à 320 000 dollars en 1973, soit 15 000 dollars de moins que le crédit demandé, même si l'on tient compte d'une hausse des coûts unitaires. En ce qui concerne les autres dépenses inscrites à cet article, le Comité est préoccupé par l'augmentation totale de 45 700 dollars des crédits demandés au titre de la location et de l'entretien du matériel (rubrique ii), des autres fournitures et services (rubrique iii), et au titre de la papeterie et des fournitures de bureau (rubrique iv); il recommande une réduction supplémentaire de 11 000 dollars des crédits demandés à ces trois rubriques. La rubrique vii) correspond aux frais généraux du Bureau de liaison de l'ONUDI à New York, qui, les années précédentes, ne faisaient pas l'objet d'une rubrique distincte mais étaient répartis entre les autres rubriques de l'article IX.

16-22 Bien que les coûts unitaires soient en augmentation, le crédit de 295 200 dollars demandé à l'article X (Programme de publications et services pour la reproduction des documents) est à peu près du même montant que le crédit ouvert pour 1972, grâce à une réduction de la documentation de l'ONUDI opérée en application de la résolution 2836 (XXVI) de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1971.

16-23 Le crédit demandé à l'article XI du chapitre 16 doit permettre de couvrir les dépenses relatives à la Section de l'organisation du siège de l'ONUDI, laquelle travaille, en étroite coopération avec le Gouvernement autrichien et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), à l'établissement de plans pour les locaux communs de l'ONUDI et de l'AIEA dans le Donaupark à Vienne. Le Comité consultatif espère que les dépenses engagées par cette section en 1973 pour des travaux tels que les services de consultants correspondront rigoureusement aux besoins réels, étant donné les retards mentionnés au paragraphe 16-92 du projet de budget.

57/ Sur cette augmentation, 11 000 dollars sont imputables au changement de présentation dont il est question au paragraphe 16-19.

Récapitulation des réductions recommandées :

Chapitre 16. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

	<u>Dollars</u>
Article Ier. Septième session du Conseil du développement industriel et réunions de ses organes subsidiaires	24 000
Article II. Réunions des groupes d'experts et des organes consultatifs	10 000
Article III. Traitements et salaires	50 000
Article IV. Dépenses communes de personnel	12 000
Article V. Frais de voyage du personnel	25 000
Article VIII. Entretien, utilisation et location des locaux	25 000
Article IX. Frais généraux	26 000
Total	<u>172 000</u>

TITRE VIII. MISSIONS SPECIALES

Chapitre 17. Missions spéciales

	<u>Dollars</u>
Crédit demandé par le Secrétaire général.....	8 454 200
Crédit recommandé par le Comité consultatif	8 400 000
1972 (crédit ouvert)	8 370 700
1971 (dépenses engagées)	8 143 134

17-1 Le crédit demandé au chapitre 17 accuse une augmentation de 83 500 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1972. Mais, en chiffres comparables, c'est-à-dire si l'on exclut du crédit ouvert pour 1972 les montants prévus pour les missions spéciales pour lesquelles il n'est pas demandé de crédits dans le projet de budget pour 1973, l'augmentation se chiffre à 242 600 dollars. Comme il ressort du tableau 18, qui donne une ventilation par article pour 1971, 1972 et 1973, l'augmentation la plus importante par rapport à 1972 concerne l'article Ier (Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine).

Tableau 18

Missions spéciales : ventilation par article et par exercice
pour 1971, 1972 et 1973

Articles	<u>1973</u> <u>Crédit</u> <u>demandé</u>	<u>1972</u> <u>Crédit</u> <u>ouvert</u>	<u>1971</u> <u>Dépenses</u> <u>engagées</u>	<u>Augmentation ou</u> <u>(diminution) entre</u> <u>1972 et 1973</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
I. Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine ...	6 172 200	5 969 300	5 824 451	202 900
II. Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan	1 298 900	1 283 900	1 264 628	15 000
III. Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée	309 200	291 100	305 141	18 100
IV. Dépôt de l'ONU à Pise	142 400	140 000	133 911	2 400

Tableau 18 (suite)

<u>Articles</u>	<u>1973</u>	<u>1972</u>	<u>1971</u>	<u>Augmentation ou</u>
	<u>Crédit</u>	<u>Crédit</u>	<u>Dépenses</u>	<u>(diminution) entre</u>
	<u>demandé</u>	<u>ouvert</u>	<u>engagées</u>	<u>1972 et 1973</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
V. Conseil des Nations Unies pour la Namibie et Commissaire des Nations Unies pour la Namibie	351 500	347 300	244 673	4 200
VI. Comité spécial de l' <u>apartheid</u>	15 000	15 000	12 468	-
VII. Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux	165 000	165 000	90 376	-
VIII. Représentant des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan	-	-	-	-
- Dépenses antérieures ne faisant l'objet d'aucune demande de crédit pour 1973	-	159 100 ^{a/}	267 486 ^{b/}	(159 100)
TOTAL, chapitre 17	8 454 200	8 370 700	8 143 134	83 500

a/ Y compris les missions ci-après pour lesquelles des crédits ont été ouverts en 1972 mais pour lesquelles on ne dispose actuellement d'aucune base permettant d'établir des prévisions de dépenses : Groupe spécial d'experts créé en application de la résolution 2 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme (120 000 dollars) et Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (39 100 dollars).

b/ Y compris les missions ci-après qui ne font pas l'objet de demandes de crédit pour 1973 mais pour lesquelles des dépenses ont été engagées en 1971 : Groupe spécial d'experts créé en application de la résolution 2 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme (19 340 dollars), Mission de l'Organisation des Nations Unies au Moyen-Orient (165 923 dollars), Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (27 271 dollars), Mission spéciale du Conseil de sécurité en République de Guinée (14 525 dollars), Mission spéciale du Conseil de sécurité créée en application de la résolution 294 (1971) (38 294 dollars), et règlements et ajustements divers pour des exercices antérieurs (2 133 dollars).

17-2 Le crédit demandé aux articles Ier, II, III et VIII concerne des missions spéciales qui ont été créées dans les conditions suivantes :

a) L'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine a été créé en vertu des résolutions 48 (1948) et 73 (1949) du Conseil de sécurité, en date, respectivement, du 23 avril 1948 et du 11 août 1949;

b) Le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan a été créé en vertu d'une résolution adoptée le 20 juillet 1948 par la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan qui avait été créée par le Conseil de sécurité en vertu de la résolution 39 (1948) du 20 janvier 1948;

c) La Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée a été créée par la résolution 376 (V) de l'Assemblée générale en date du 7 octobre 1959;

d) Le représentant des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan a été nommé en vertu de la résolution 80 (1950) du Conseil de sécurité en date du 14 mars 1950. Comme le Comité l'a indiqué à maintes reprises dans des rapports antérieurs, il est toujours parti de l'hypothèse que les organes des Nations Unies qui ont créé ces missions spéciales suivraient attentivement leurs activités pour déterminer s'il y a lieu de les poursuivre. Le Secrétaire général a lui aussi un rôle à jouer à cet égard : s'il estimait qu'une mission déterminée a perdu sa raison d'être, il devrait porter cette conclusion à l'attention de l'organe intergouvernemental compétent 58/.

17-3 Les recettes au titre des contributions du personnel et autres recettes relatives aux missions spéciales, dont le montant s'élève à 698 100 dollars, sont inscrites aux chapitres pertinents des recettes et s'établissent comme suit :

	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
Chapitre premier des recettes : Contributions du personnel		
Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine	460 900	
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan	88 500	
Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée	32 200	
Dépôt de l'ONU à PISE	15 800	
Bureau du Commissaire des Nations Unies pour la Namibie	60 000	
	<hr/>	657 400

58/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Supplément No 8 (A/8008), par. 348.

	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
Chapitre 3 des recettes . Recettes générales		
Vente de véhicules et de matériel usagé :		
Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine	11 900	
Groupe d'observateurs militaires dans l'Inde et le Pakistan	12 500	
Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée ...	2 500	
	<hr/> 26 700	
Remboursement de services fournis par l'ONUST à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	14 000	40 700
		<hr/> 698 100

17-4 Les crédits demandés aux articles Ier à IV doivent permettre de poursuivre les quatre opérations en question dans les mêmes conditions qu'en 1972. Le Secrétaire général attribue dans l'ensemble les augmentations des crédits demandés par rapport aux crédits ouverts pour 1972 à la hausse des prix, au relèvement des traitements et salaires et à l'augmentation des dépenses communes de personnel. Les seules différences importantes sont les suivantes :

a) Le nombre d'observateurs militaires affectés à l'ONUST est passé de 222 à 217;

b) Le crédit demandé pour l'achat de matériel divers pour l'ONUST fait apparaître une augmentation de 8 400 dollars (passant de 13 000 à 21 400 dollars), imputable en partie au fait que l'achat de trois unités d'habitation démontables qui avait été prévu pour 1972 a été reporté à 1973;

c) Un crédit de 38 200 dollars est demandé pour la remise en état de la station internationale de radiodiffusion de l'ONU à Rawalpindi;

d) Il est proposé d'acheter, pour la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée, trois véhicules dont le coût s'élève à 8 450 dollars;

e) Le nombre d'agents locaux du dépôt de Pise passera de 8 à 7,

f) L'étalement du cycle de remplacement des véhicules par des moyens au lieu de quatre permet de réduire les crédits demandés pour l'achat de véhicules de 165 300 dollars, dans le cas de l'ONUST, et de 18 200 dollars dans le cas du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan.

17-5 Pour calculer le crédit demandé à l'article V pour le Bureau du Commissaire des Nations Unies pour la Namibie et le Bureau chargé de délivrer des documents de voyage à Lusaka, le Secrétaire général s'est fondé sur l'hypothèse qu'il n'y aura aucun changement en ce qui concerne le nombre et la classe des postes dans les deux bureaux. Les traitements (y compris l'indemnité de poste), les salaires et les dépenses communes de personnel accusent, par rapport à 1972, une augmentation de 49 200 dollars pour le Bureau du Commissaire et de 3 200 dollars pour le Bureau de Lusaka. Le crédit demandé au titre des frais de voyage et de l'indemnité de subsistance des fonctionnaires des deux bureaux accuse une diminution de 5 200 dollars. Les crédits demandés pour le Bureau de Lusaka accusent une légère augmentation au titre des communications, de l'acquisition de matériel, de l'entretien des véhicules et des fournitures et services divers; cette augmentation est compensée en partie par la diminution du crédit demandé au titre de la location et de l'entretien des locaux.

17-6 Etant donné que le Conseil des Nations Unies pour la Namibie n'a pas définitivement arrêté son programme de travail pour 1973, le Secrétaire général n'a demandé aucun crédit pour le Conseil à l'article V. Le crédit ouvert à ce titre pour 1972 s'élevait à 44 400 dollars et les dépenses engagées en 1971 se chiffraient à 30 700 dollars.

17-7 Le crédit de 15 000 dollars demandé pour le Comité spécial de l'apartheid (article VI) et le crédit de 165 000 dollars demandé pour le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (article VII) sont provisoirement maintenus au montant approuvé pour 1972, ces deux organes n'ayant encore ni l'un ni l'autre formulé leur programme de travail pour 1973.

17-8 Lorsqu'il a examiné les crédits demandés au chapitre 17, le Comité consultatif a constaté qu'ils variaient très peu par rapport aux crédits ouverts pour 1972, les seuls écarts étant dus à l'augmentation des coûts (dont le relèvement des traitements et salaires). Néanmoins, le Comité a conclu qu'il y avait des secteurs dans lesquels le Secrétaire général pouvait faire des économies, notamment dans le cas des dépenses suivantes :

- i) Les fournitures et services divers pour l'ONUST, au titre desquels le Secrétaire général demande un crédit de 111 000 dollars;
- ii) Les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des observateurs militaires affectés à l'ONUST et au Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan; dans l'estimation de ces dépenses, il faudrait tenir compte du fait que certains observateurs prolongeront peut-être la durée de leur affectation;
- iii) La réduction (d'une voiture) du parc automobile de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée entraînera une diminution correspondante du nombre de véhicules à remplacer en 1973;

- iv) Dans le cas du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, le fait que son programme de travail pour 1973 n'a pas encore été arrêté. A ce propos, le Comité consultatif a constaté qu'alors que les dépenses du Comité spécial en 1972 dépasseront légèrement le crédit de 165 000 dollars ouvert pour cet exercice, les dépenses engagées en 1971 ne se sont élevées qu'à un peu plus de 90 000 dollars.

17-9 Pour les raisons exposées ci-dessus, le Comité consultatif recommande de réduire de 54 200 dollars le crédit demandé au chapitre 17 et de le ramener à 8,4 millions de dollars. Le Comité examinera les crédits demandés à sa session d'automne lorsque les programmes de travail du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, du Comité spécial de l'apartheid et du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux auront été formulés.

Réduction recommandée :

Dollars

Chapitre 17. Missions spéciales 54 200

TITRE IX. HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES

Chapitre 18. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

	<u>Dollars</u>
Crédit demandé par le Secrétaire général	5 855 500
Crédit recommandé par le Comité consultatif	5 848 500
1972 (crédit ouvert)	5 398 500
1971 (dépenses engagées)	4 779 615

18-1 Le crédit de 5 855 500 dollars demandé au chapitre 18 dépasse de 457 000 dollars le crédit ouvert pour 1972. Il est en partie compensé par les recettes provenant des contributions du personnel (estimées à 812 500 dollars) qui sont inscrites au chapitre premier des recettes et par la subvention (estimée à 710 000 dollars) prélevée sur les contributions volontaires au titre du remboursement des dépenses d'administration relatives au programme d'assistance matérielle du Haut Commissariat en faveur des réfugiés, dont le montant est inscrit au chapitre 2 des recettes. Les recettes inscrites à ces deux rubriques sont nettement plus élevées qu'en 1972 et ont pour effet de ramener à 255 000 dollars - en chiffres nets - l'augmentation du crédit demandé pour le Haut Commissariat. On trouvera au tableau 19 ci-après une comparaison, par article, des crédits demandés pour 1973, des crédits ouverts pour 1972 et des dépenses engagées en 1971.

Tableau 19
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

<u>Articles</u>		<u>1973</u> <u>Crédit</u> <u>demandé</u>	<u>1972</u> <u>Crédit</u> <u>ouvert</u>	<u>1971</u> <u>Dépenses</u> <u>engagées</u>	<u>Augmentation</u> <u>entre 1972</u> <u>et 1973</u>
I	Traitements	4 167 000	3 794 000 ^{a/}	3 364 820	373 000
II	Dépenses communes de personnel	1 087 000	1 034 500	905 719	52 500
III.	Frais de voyage du personnel en mission	198 000	196 000	186 273	2 000
IV.	Information	40 000	38 000	32 738	2 000
V.	Dépenses de représentation ..	11 500	11 000	9 502	500
VI.	Matériel et installations ...	44 000	38 000	64 148	6 000
VII.	Frais généraux	283 000	268 000	279 809	15 000
VIII.	Travaux contractuels d'imprimerie	25 000	19 000	17 847	6 000
TOTAL BRUT, chapitre 18		5 855 500	5 398 500	4 860 856 ^{d/}	457 000
<u>A déduire :</u>					
Recettes provenant des contributions du personnel		812 500	740 500 ^{b/}	652 551	72 000
Subvention prélevée sur les contributions volontaires		710 000	580 000 ^{c/}	523 078	130 000
TOTAL NET		<u>4 333 000</u>	<u>4 078 000</u>	<u>3 685 227</u>	<u>255 000</u>

a/ Y compris les postes provisoires.

b/ Montant révisé.

c/ Chiffre effectif : 580 164 dollars.

d/ Ce montant comprend 4 779 615 dollars prélevés sur le budget ordinaire et 81 241 dollars provenant de contributions volontaires.

18-2 De décembre 1971 à mars 1972, le Service de gestion administrative a effectué une étude de l'utilisation et de la répartition des effectifs du Haut Commissariat dans le cadre de l'étude plus vaste concernant l'ensemble du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Le Comité consultatif a été informé que le Secrétaire général a accepté la plupart des recommandations du Service, dont les principales sont les suivantes :

a) Réorganisation structurelle du siège du Haut Commissariat à Genève en vue de simplifier la structure hiérarchique dans certains domaines et de regrouper dans des services plus étoffés des tâches antérieurement accomplies par plusieurs services; le nombre des services du siège serait donc sensiblement diminué.

b) Amélioration des pratiques en matière de gestion, notamment création d'un service de planification et d'évaluation, adoption d'un système de gestion intégré, contacts plus étroits entre le siège et les bureaux extérieurs (sur le plan technique et administratif), mise au point d'une procédure de planification prévisionnelle en matière de recrutement, et institution de programmes de formation pour les administrateurs nouvellement recrutés et pour le personnel de gestion. Le Service a également recommandé de reclasser de nombreux postes à un niveau supérieur, tant au siège que dans les bureaux extérieurs;

c) Allocation de ressources supplémentaires pour des services de consultants dans des domaines particuliers liés à l'intégration et à l'installation des réfugiés;

d) Procédures plus systématiques de contrôle des voyages du personnel;

e) Redistribution importante des postes entre les services du siège et diminution des effectifs des bureaux extérieurs situés en Europe au profit des bureaux des autres continents.

18-3 Comme il est indiqué au paragraphe 18.23 du projet de budget, des ressources supplémentaires seront nécessaires pour appliquer certaines de ces recommandations. Etant donné que de nouvelles consultations et une élaboration plus poussée seront nécessaires avant que certaines d'entre elles puissent être mises en oeuvre, le Haut Commissaire a l'intention d'échelonner leur application sur les années 1973 et 1974. Des crédits sont demandés dans le projet de budget pour 1973 pour la réorganisation du siège, la création du service de planification et d'évaluation, l'institution du programme de formation du personnel, la moitié environ des reclassements de postes recommandés par le Service, et l'utilisation accrue de consultants. En raison des contraintes auxquelles est actuellement soumis le budget de l'ONU, les dépenses supplémentaires qu'entraîneront ces mesures en 1973 seront compensées par des économies dans d'autres domaines, principalement en renonçant à pourvoir en 1973 trois postes d'administrateur et trois postes d'agent des services généraux qui doivent devenir vacants vers la fin de 1972. Les effets des modifications proposées sont indiqués au tableau 18-2 du projet de budget qui montre qu'en termes réels - c'est-à-dire compte tenu des majorations des coûts unitaires, surtout en ce qui concerne les traitements et les salaires - les crédits demandés permettront de financer un volume d'activités légèrement inférieur à celui pour lequel des crédits ont été ouverts au budget de l'exercice en cours.

18-4 Le Comité consultatif a été informé que l'on espérait pouvoir couvrir les dépenses supplémentaires (estimées à 180 000 dollars environ) qu'il a fallu engager depuis que le budget pour l'exercice 1972 a été approuvé à l'aide des crédits ouverts au chapitre 18 pour cet exercice; ces dépenses supplémentaires sont imputables essentiellement à des modifications du taux de change du franc suisse par rapport au dollar des Etats-Unis.

18-5 Le crédit de 4 167 000 dollars demandé à l'article Ier (Traitements) est supérieur de 373 000 dollars au crédit ouvert pour 1972. La majeure partie de ce montant (3 989 000 dollars) a trait à la rubrique i) (Postes permanents). Les modifications proposées sont les suivantes :

a) Libération d'un poste d'administrateur et d'un poste d'agent des services généraux du fait de la fermeture en 1972 du bureau de Kaniama (Zaïre);

b) Libération d'un poste d'administrateur et de deux postes d'agent des services généraux par suite d'une redistribution des responsabilités régionales pour l'Afrique de l'Ouest;

c) Suppression de trois postes d'administrateur et de trois postes d'agent des services généraux au tableau d'effectif global des bureaux extérieurs situés en Autriche, en Belgique, en France, en Grèce et en Italie, conformément à la recommandation du Service de gestion administrative. Le Comité consultatif note que le Haut Commissaire ne sera en mesure de supprimer ces postes que si ses négociations avec les gouvernements intéressés aboutissent; compte tenu de ses recommandations antérieures relatives aux besoins en personnel du Haut Commissariat en Europe 59/, le Comité espère que les gouvernements se montreront compréhensifs à cet égard;

d) Suppression d'un poste permanent d'administrateur en Ouganda, ce poste devant être occupé par un "administrateur adjoint" mis gratuitement à la disposition du Haut Commissariat. Le Comité consultatif a été informé que des résultats encourageants sont actuellement enregistrés dans les négociations engagées par le Haut Commissaire avec les gouvernements en vue de s'assurer les services d'autres administrateurs de cette catégorie 60/;

e) Création de cinq nouveaux postes d'administrateur et de deux nouveaux postes d'agent des services généraux au siège, dans le cadre de la réorganisation recommandée par le Service de gestion administrative;

f) Création d'un poste d'administrateur et d'un poste d'agent des services généraux au Bureau régional pour l'Amérique latine à Buenos Aires;

59/ Voir par exemple Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément No 8 (A/8408), par. 297.

60/ Ibid., par. 293.

g) Création d'un poste d'agent des services généraux dans chacun des bureaux situés en Ethiopie, en Ouganda et en Tanzanie pour alléger le volume de travail que le Service de gestion administrative a jugé excessif dans certains bureaux extérieurs.

18-6 Le nombre de postes dont la création est proposée pour chaque catégorie étant égal au nombre de postes libérés ailleurs, l'effectif global du Haut Commissariat demeurerait inchangé en chiffres nets. Toutefois, la proposition tendant à laisser vacants pendant toute l'année 1973 trois postes d'administrateur et trois postes d'agent des services généraux réduirait d'autant l'effectif réel. La répartition des postes entre le siège du Haut Commissariat et les quatre grandes régions serait la suivante :

1972^{a/}

1973

Région	1972 ^{a/}			1973		
	<u>Adminis- trateurs et fonctionnaires de rang supérieur</u>	<u>Agents des services généraux</u>	<u>Total</u>	<u>Adminis- trateurs et fonctionnaires de rang supérieur</u>	<u>Agents des services généraux</u>	<u>Total</u>
Siège	60	85	145	63	86	149
Afrique	27	64	91	23	62	85
Europe (y compris la Turquie)	15	40	55	12	37	49
Asie, Moyen-Orient et Extrême- Orient	5	14	19	5	14	19
Amériques	5	6	11	6	7	13
Australie et Nouvelle- Zélande	-	1	1	-	1	1
	<u>112</u>	<u>210</u>	<u>322</u>	<u>109</u>	<u>207</u>	<u>316</u>

a/ Répartition proposée dans le projet de budget pour 1972; les changements apportés en 1972 pour tenir compte de l'évolution de la situation en ce qui concerne les réfugiés ne sont pas pris en considération.

18-7 Il est proposé de reclasser 19 postes : trois de P-5 à D-1, six de P-4 à P-5, cinq de P-3 à P-4, quatre de P-1/P-2 à P-3, et un de G-6 à G-7. Douze des postes en question sont au siège, les autres dans les bureaux extérieurs. Ces reclassements ont été recommandés par le Service de gestion administrative, et le Comité consultatif y souscrit. L'application d'autres propositions tendant à reclasser d'autres postes du Haut Commissariat à un niveau supérieur, dont certaines émanent du Service de gestion administrative et d'autres non, sera différée d'un an. Le Comité consultatif examinera le bien-fondé de ces propositions lorsqu'il étudiera le projet de budget pour 1974.

18-8 La rubrique ii) de l'article Ier a trait aux correspondants, aux consultants, au personnel temporaire et aux heures supplémentaires. L'augmentation du crédit demandé - qui passe de 116 000 à 178 000 dollars - est presque entièrement imputable au fait qu'un nouveau montant de 60 000 dollars est demandé pour des services consultatifs d'experts dans des domaines spécialisés, conformément aux recommandations du Service de gestion administrative (voir plus haut paragraphe 18-2). Le Comité consultatif reconnaît la nécessité de ces services, mais il engage vivement le Secrétaire général à étudier avec les autres organismes des Nations Unies la possibilité pour ces organismes de fournir gratuitement ces services d'experts au Haut Commissariat, et ce non seulement en 1973, mais aussi - si le besoin continue à s'en faire sentir - pendant les années qui suivront.

18-9 Le crédit de 1 087 000 dollars demandé à l'article II (Dépenses communes de personnel) concerne essentiellement les sommes dues au personnel en application des textes statutaires; ce crédit a été calculé essentiellement sur la base de l'expérience des dernières années, compte tenu des relèvements de traitement, des effets des ajustements monétaires et d'autres changements intervenus. Un montant supplémentaire de 5 000 dollars est demandé à la rubrique ix) (Formation du personnel), conformément aux recommandations du Service de gestion administrative dans ce domaine; le Comité consultatif espère que le programme de formation du personnel du Haut Commissariat sera intégré dans toute la mesure du possible au programme de formation de l'Office des Nations Unies à Genève, dont le coût est imputé sur le chapitre 4 du budget.

18-10 Les dépenses proposées aux articles III à VII sont en général légèrement supérieures aux crédits correspondants ouverts pour 1972, ce qui est essentiellement imputable à la hausse des coûts. L'augmentation du crédit demandé à l'article VIII (Travaux contractuels d'imprimerie), qui passe de 19 000 à 25 000 dollars, est imputable en partie à une hausse du coût de ces travaux et en partie à des recommandations formulées par un bureau de consultants qui a achevé, au début de 1972, une étude des activités du Haut Commissariat dans le domaine de l'information. Pour tenir compte du fait que certains fonctionnaires ne feront pas valoir leurs droits en ce qui concerne le remboursement de frais d'excédents de bagage [voir plus haut paragraphe 31 c)], le Comité recommande de réduire de 7 000 dollars les crédits demandés à la rubrique x) de l'article II (Frais de voyage pour le congé dans les foyers) et à l'article III (Frais de voyage du personnel en mission).

18-11 Le Comité consultatif note, d'après le paragraphe 18.23 du projet de budget, que si certaines recommandations du Service de gestion administrative ont entraîné une augmentation de certains crédits demandés au chapitre 18, d'autres

ont abouti à des économies. Le Comité espère que les améliorations en matière de gestion et dans d'autres domaines que l'on peut escompter à la suite de l'étude du Haut Commissariat se seront reflétées dans les projets de budget futurs.

Réduction recommandée :

Dollars

Chapitre 18. Haut Commissariat des Nations Unies	
pour les réfugiés	7 000

TITRE X. COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

Chapitre 19. Cour internationale de Justice

	<u>Dollars</u>
Crédit demandé par le Secrétaire général	1 716 900
Crédit recommandé par le Comité consultatif	1 712 000
1972 (crédit ouvert)	1 706 150
1971 (dépenses engagées)	1 495 998

19-1 Le crédit d'un montant de 1 716 900 dollars demandé pour couvrir les dépenses de la Cour internationale de Justice accuse une augmentation de 10 750 dollars par rapport au crédit ouvert pour 1972 et de 220 902 dollars par rapport aux dépenses engagées en 1971. Le tableau 20 permet de comparer, par article, les crédits demandés pour 1973, les crédits ouverts pour 1972 et les dépenses engagées en 1971.

Tableau 20

Cour internationale de Justice : ventilation, par article et par exercice,
pour 1971, 1972 et 1973

<u>Articles</u>	<u>1973</u> <u>Crédits</u> <u>demandés</u>	<u>1972</u> <u>Crédits</u> <u>ouverts</u>	<u>1971</u> <u>Dépenses</u>	<u>Augmentation ou</u> <u>(diminution)</u> <u>entre 1972</u> <u>et 1973</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
I. Traitements et indemnités des membres de la Cour ..	859 800	884 850	735 584	(25 050)
II. Traitements, salaires et indemnités du personnel du Greffe	703 800	676 000	635 109	27 800
III. Charges communes	138 300	128 000	106 528	10 300
IV. Matériel et installations	15 000	17 300	18 777	(2 300)
TOTAL, chapitre 19 ..	1 716 900	1 706 150	1 495 998	10 750

19-2 Le Secrétaire général compte que l'on enregistrera, au titre de la Cour internationale de Justice, des recettes d'un montant total de 148 000 dollars, se décomposant comme suit : 113 000 dollars pour les contributions du personnel au

chapitre premier des recettes; 15 000 dollars pour les contributions des Etats non membres de l'Organisation des Nations Unies et 2 000 dollars pour les recettes accessoires et intérêts bancaires au chapitre 3 des recettes; 18 000 dollars pour le produit de la vente des publications au chapitre 4 des recettes.

19-3 La diminution nette de 25 050 dollars qui apparaît à l'article premier (Traitements et indemnités des membres de la Cour) est entièrement imputable à la diminution des crédits nécessaires pour les pensions.

19-4 A l'article 2 (Traitements, salaires et indemnités du personnel du Greffe), le crédit demandé à la rubrique i) (Postes permanents) accuse une augmentation de 61 700 dollars par rapport à 1972, étant passé de 483 200 dollars à 544 900 dollars. Le Secrétaire général attribue cette augmentation au relèvement de l'indemnité de poste et des taux de rémunération des agents des services généraux; le tableau d'effectifs du Greffe est maintenu à 37 postes (16 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et 18 postes d'agent des services généraux). Le Comité consultatif a été heureux d'apprendre que, conformément à ses recommandations 61/, le Greffe a prêté les services d'un administrateur hors classe pour aider le Secrétariat pendant la vingt-sixième session de l'Assemblée générale. Le Comité a appris qu'au moment où il examinait le projet de budget pour 1973, il y avait 3 postes vacants au Greffe de la Cour (deux postes d'administrateur et un poste d'agent des services généraux). Bien que le Greffier compte que tous les postes seront pourvus en 1973, le Comité consultatif pense que le crédit demandé au titre des postes permanents peut être un peu réduit pour tenir compte des délais de recrutement et des mouvements de personnel; en conséquence, il recommande une réduction de 4 900 dollars à la rubrique i) de l'article II.

19-5 Les autres augmentations qui apparaissent à l'article II ont trait aux cotisations à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (6 100 dollars), aux indemnités pour charges de famille (1 500 dollars), aux indemnités pour frais d'études et frais de voyage connexes (300 dollars) et aux cotisations à l'assurance maladie (1 000 dollars). Des diminutions apparaissent aux rubriques suivantes : frais de voyage pour le congé dans les foyers (4 200 dollars), indemnités versées à la cessation de service (200 dollars) et personnel temporaire (38 400 dollars).

19-6 L'augmentation qui apparaît à l'article III (Charges communes) a trait essentiellement aux travaux contractuels d'imprimerie (rubrique viii), pour lesquels le Secrétaire général demande un crédit de 45 000 dollars, alors qu'un crédit de 36 000 dollars avait été ouvert pour 1972. Cette augmentation est imputable en partie à l'augmentation des coûts unitaires et, en partie, à la nécessité de rattraper le retard accumulé dans la publication des volumes de la série Mémoires, plaidoyers et documents et de rééditer des volumes de la série Rapports dont le stock est épuisé.

61/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément No 8 (A/8408), par. 313; ibid., vingt-cinquième session, Supplément No 8 (A/8008), par. 370.

19-7 La diminution qui apparaît à l'article IV (Matériel et installations) est imputable à la réduction des dépenses relatives au mobilier et aux aménagements (réduction de 1 600 dollars) et des dépenses relatives à la bibliothèque (réduction de 700 dollars).

19-8 Au paragraphe 67 ci-dessus (chapitre II), le Comité consultatif a énoncé ses observations et ses recommandations sur les propositions formulées aux paragraphes 19-2 et 19-3 du projet de budget, selon lesquelles la résolution relative aux dépenses imprévues et extraordinaires pour 1973 devrait contenir une disposition spéciale permettant de faire face aux dépenses relatives au recrutement de personnel temporaire ainsi qu'aux dépenses d'imprimerie qui peuvent s'avérer nécessaires lorsque des affaires sont portées devant la Cour.

Réduction recommandée :

	<u>Dollars</u>
Chapitre 19. Cour internationale de Justice	4 900

TITRE XI. DEPENSES SPECIALES

Chapitre 20. Dépenses spéciales

	<u>Dollars</u>
Crédit demandé par le Secrétaire général	10 515 400
Crédit recommandé par le Comité consultatif	10 505 400
1972 (crédit ouvert)	10 574 300
1971 (dépenses engagées)	10 584 751

20-1 Le tableau 21 ci-après donne la répartition, par article, des crédits demandés pour 1973, des crédits ouverts en 1972 et des dépenses engagées en 1971.

Tableau 21

<u>Articles</u>	<u>1973</u> <u>Crédit</u> <u>demandé</u>	<u>1972</u> <u>Crédit</u> <u>ouvert</u>	<u>1971</u> <u>Dépenses</u> <u>engagées</u>	<u>Augmentation ou</u> <u>(diminution)</u> <u>entre 1972</u> <u>et 1973</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
I. Cimetière où sont ense- velis les morts des Nations Unies en Corée .	79 100	75 100	88 398	4 000
II. Ecole internationale des Nations Unies, New York	520 000	535 000	550 000	(15 000)
III. Obligations émises par l'Organisation des Nations Unies	8 633 400	8 556 900	8 556 176	76 500
IV. Programme triangulaire de bourses de perfec- tionnement (Service de l'information)	30 000	21 000	17 774	9 000
V. Programme d'assistance des Nations Unies pour favoriser l'ensei- gnement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international	57 500	52 500	51 526	5 000

Tableau 21 (suite)

<u>Articles</u>	<u>1973</u> <u>Crédit</u> <u>demandé</u>	<u>1972</u> <u>Crédit</u> <u>ouvert</u>	<u>1971</u> <u>Dépenses</u> <u>engagées</u>	<u>Augmentation ou</u> <u>(diminution)</u> <u>entre 1972</u> <u>et 1973</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
VI. Participation de l'ONU aux dépenses relatives au Corps commun d'inspection	187 000	170 000	170 700	17 000
VII. Participation de l'ONU au coût des activités de coordination admi- nistrative financées en commun	150 000	141 500	83 200	8 500
VIII. Participation de l'ONU aux dépenses du secré- tariat de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies	193 600	176 900	156 359	16 700
IX. Centre international de calcul électronique, Genève	644 800	630 400	670 930	14 400
X. Prix destinés à récom- penser des services éminents dans le domaine des droits de l'homme	20 000	-	-	20 000
- Programmes antérieurs pour lesquels il n'est pas demandé de crédits pour 1973	-	215 000 ^{a/}	239 688 ^{b/}	(215 000)
TOTAL, chapitre 20	<u>10 515 400</u>	<u>10 574 300</u>	<u>10 584 751</u>	<u>(58 900)</u>

a/ Y compris une subvention de 100 000 dollars pour le Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe, une somme de 50 000 dollars pour le Fonds des Nations Unies pour la Namibie et une somme de 65 000 dollars pour le Programme de promotion des applications des techniques spatiales.

b/ Y compris une subvention de 100 000 dollars pour le Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe, une somme de 50 000 dollars pour le Fonds des Nations Unies pour la Namibie, une somme de 82 688 dollars pour l'assistance en cas de catastrophe naturelle (par. 8 de la résolution 2435 (XXIII) de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1968) et une somme de 7 000 dollars pour les dispositions préalables à prendre pour parer aux catastrophes naturelles (par. 7 du dispositif de la résolution 2435 (XXIII) de l'Assemblée générale).

20-2 L'augmentation de 4 000 dollars que fait apparaître le crédit demandé à l'article premier (Cimetière où sont ensevelis les morts des Nations Unies en Corée) est principalement imputable à une augmentation du montant des dépenses communes de personnel due au fait que l'un des fonctionnaires affectés à cette mission a un plus grand nombre de personnes à charge que son prédécesseur. Pour les autres rubriques, les variations par rapport aux chiffres de 1972 sont minimales.

20-3 Le crédit demandé à l'article II représente la troisième tranche, d'un montant de 500 000 dollars, de la contribution de l'ONU au Fonds de développement de l'Ecole internationale des Nations Unies, ainsi qu'une subvention de 20 000 dollars destinée à résorber le déficit d'exploitation de l'Ecole prévu pour l'année 1972/1973. Ces versements ont l'un et l'autre pour origine la décision prise par l'Assemblée générale au paragraphe 3 de sa résolution 2612 (XXIV) du 16 décembre 1969, dans laquelle elle a décidé "en principe, de verser 2 millions de dollars au Fonds de développement de l'Ecole internationale des Nations Unies au cours d'une période de quatre ans" et noté "que les subventions annuelles pour résorber le déficit d'exploitation de l'Ecole seront progressivement réduites à mesure que s'accroîtra le Fonds de développement". Le Comité consultatif compte donc qu'après 1973 il ne sera plus nécessaire d'inscrire une subvention au budget ordinaire au titre des dépenses d'exploitation de l'Ecole.

20-4 Le crédit relatif aux obligations émises par l'Organisation des Nations Unies (article III) est demandé conformément aux dispositions de la résolution 1739 (XVI) de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1961, telle qu'elle a été modifiée par les résolutions 1878 (S-IV) du 27 juin 1963 et 1989 (XVIII) du 17 décembre 1963. Le crédit demandé pour 1973, qui comprend 2 277 900 dollars pour les intérêts afférents aux obligations non remboursées et 6 355 500 dollars pour le remboursement du principal, tient compte des modifications des taux de change intervenues depuis août 1971, étant donné que certaines obligations sont émises dans des monnaies autres que le dollar des Etats-Unis.

20-5 Le crédit demandé pour le Programme triangulaire de bourses de perfectionnement du Service de l'information (article IV), dont le montant s'élève à 30 000 dollars, dépasse de 9 000 dollars le crédit ouvert pour 1972 et de 12 226 dollars le montant des dépenses engagées en 1971. Le Secrétaire général explique que cette augmentation est imputable à l'expansion envisagée du cycle de séminaires destinés aux jeunes journalistes de la presse, de la radio et de la télévision originaires de pays en voie de développement, conformément au paragraphe 4 du dispositif de la résolution 2897 (XXVI) de l'Assemblée générale, dans lequel celle-ci a fait sienne la recommandation formulée à l'alinéa xii) du paragraphe 261 du rapport du Secrétaire général sur l'examen et la réévaluation des politiques et activités de l'ONU dans le domaine de l'information (A/C.5/1320/Rev.1).

20-6 L'augmentation de 5 000 dollars que fait apparaître le crédit demandé à l'article V - Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international - est imputable à l'augmentation des frais de voyage (15 000 dollars, contre 10 000 dollars en 1972); le nombre de bourses octroyées et leur montant demeurent inchangés.

20-7 Le crédit de 187 000 dollars demandé à l'article VI représente la part des dépenses du Corps commun d'inspection, évaluées par le CAC à un total de 492 400 dollars, qui est à la charge de l'ONU. Le crédit ouvert en 1972, d'un montant de 170 000 dollars, correspondait à des prévisions de dépenses d'un total de 448 300 dollars. Cependant, comme le Secrétaire général l'indique au tableau 20-5, ce dernier montant devra être majoré de 48 600 dollars, pour atteindre un total de 496 900 dollars, en raison de la réévaluation des monnaies intervenue après que le projet de budget pour 1972 eut été établi et approuvé, d'où une augmentation de 18 000 dollars de la part à la charge de l'ONU, laquelle passe ainsi à 188 000 dollars. La différence entre le montant total révisé pour 1972 et le montant estimatif des dépenses pour 1973 résulte de légères modifications de la rémunération et des dépenses communes de personnel pour les inspecteurs et les fonctionnaires du Secrétariat. Le nombre de ces derniers n'a pas varié par rapport à 1971 et 1972 : quatre administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur (un D-2, deux P-4, un P-2) et sept agents des services généraux (dont un G-5).

20-8 Le crédit demandé à l'article VII doit couvrir le coût pour l'ONU de diverses activités de coordination administrative qui sont financées en commun avec d'autres organismes. On trouvera ci-dessous la liste de ces activités, ainsi que le montant estimatif des dépenses correspondantes pour 1973, le montant révisé pour 1972 et les dépenses engagées en 1971 :

<u>Activité</u>	1973	1972	1971
	<u>Montant esti-</u>	<u>Montant</u>	<u>Dépenses</u>
	<u>matif des</u> <u>dépenses</u> <u>Dollars</u>	<u>révisé</u> <u>Dollars</u>	<u>engagées</u> <u>Dollars</u>
Bureau d'études du CCQA	132 000	165 250	115 341
Enquêtes sur le coût de la vie .	28 000	26 000	21 774
Comité d'experts pour les ajustements	6 500	12 500	6 797
CCFPI	77 500	72 000	60 262
Bureau interorganisations pour les systèmes d'information et les activités connexes	195 000	185 000	27 705
Total	<u>439 000</u>	<u>460 750</u>	<u>231 879</u>

20-9 Le Secrétaire général indique que le montant total révisé pour 1972 dépasse de 39 750 dollars le montant des crédits ouverts. Cette augmentation est imputable à trois facteurs :

a) Le fait que, pendant huit mois de l'année, un fonctionnaire supplémentaire de la classe P-4, assisté d'agents des services généraux, aura été affecté au Bureau d'études du CCQA, pour l'étude de questions liées à la révision du régime des traitements des Nations Unies;

b) Le coût d'une session spéciale du Comité d'experts pour les ajustements aux fins d'examiner les conséquences de la réévaluation de certaines monnaies;

c) L'effet desdites réévaluations.

20-10 La part de ces dépenses à la charge de l'ONU est estimée à 150 000 dollars pour 1973; le montant révisé pour 1972 était de 154 500 dollars, les crédits ouverts en 1972 de 141 500 dollars et les dépenses engagées en 1971 de 83 200 dollars. La diminution par rapport au montant révisé pour 1972 est imputable au fait que les facteurs a) et b) indiqués au paragraphe précédent n'entrent pas en ligne de compte pour 1973. Aucune modification n'est proposée en ce qui concerne le tableau d'effectifs du Bureau d'études du CCQA (un D-2, deux P-5, deux agents des services généraux) et celui des secrétariats du CCFPI (un D-2, un agent des services généraux) et du Bureau interorganisations pour les systèmes d'information et les activités connexes (un D-2, deux P-5 et trois agents des services généraux); pour les enquêtes sur le coût de la vie ainsi que le Comité d'experts pour les ajustements, il n'a pas été établi de secrétariats distincts.

20-11 Le crédit de 193 600 dollars demandé à l'article VIII représente le tiers des traitements, dépenses communes de personnel et frais de voyage pour le congé dans les foyers des fonctionnaires permanents du secrétariat de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, compte tenu du fait que ce secrétariat gère également le système de pensions de l'ONU et assure le service du Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies 62/. Le crédit demandé a un caractère provisoire, les dépenses totales n'ayant pas encore été examinées par le Comité mixte. Le Comité consultatif présentera un rapport distinct sur cette question à l'Assemblée générale, à sa vingt-septième session.

20-12 Le crédit de 644 800 dollars demandé à l'article IX correspond à la part (40 p. 100) du budget du Centre international de calcul électronique de Genève qui est à la charge de l'ONU. Le montant des dépenses est estimé à 1 612 000 dollars pour 1973, contre un crédit de 1 576 000 dollars ouvert en 1972. Le Comité consultatif note qu'aucune modification n'est proposée en ce qui concerne l'effectif du Centre (un D-1, deux P-5, deux P-4, quatre P-3, trois P-2/1, 31 agents des services généraux). Le Comité présentera à l'Assemblée générale, à sa vingt-septième session, un rapport détaillé sur le fonctionnement du Centre, lorsqu'il se sera : mi à Genève pour la première partie de sa session d'automne.

20-13 Le crédit de 20 000 dollars demandé au chapitre X découle de la proposition visant à décerner en 1973 cinq prix au maximum destinés à récompenser des services éminents dans le domaine des droits de l'homme, conformément à la recommandation C reproduite en annexe à la résolution 2217 A (XXI) de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 1966. Le montant estimatif des dépenses comprend 1 300 dollars pour la conception et la fabrication des plaques constituant les prix, 6 700 dollars pour

62/ Les dépenses correspondantes à la charge des institutions spécialisées sont imputées directement sur leurs budgets ordinaires respectifs.

les frais de voyage et indemnités de subsistance des lauréats et 12 000 dollars pour les frais de voyage et indemnités de subsistance des membres du Comité de sélection.

20-14 Le Comité consultatif s'est rappelé que, dans ses observations concernant la demande de crédits relative à la première remise de ces prix, il avait exprimé la conviction que l'on pourrait faire coïncider la session du Comité de sélection avec d'autres activités de l'ONU (par exemple une session de l'Assemblée générale), de façon que les membres du Comité n'aient pas à venir spécialement à New York; le Comité consultatif avait recommandé en conséquence de supprimer le crédit demandé pour couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des membres du Comité de sélection, qui figurait dans le projet de budget du Secrétaire général pour 1968 63/. Bien que la recommandation du Comité consultatif ait été approuvée par la Cinquième Commission, le Comité de sélection avait ultérieurement tenu une deuxième session. Dans les observations qu'il avait faites à ce sujet, le Comité consultatif avait regretté cette décision et avait recommandé qu'à l'occasion de la prochaine remise de ces prix on procède de façon plus économique 64/.

20-15 Compte tenu de ses recommandations antérieures concernant les arrangements relatifs à la remise des prix destinés à récompenser des services éminents dans le domaine des droits de l'homme, le Comité consultatif estime qu'aucun effort ne doit être ménagé pour organiser les activités du Comité de sélection en 1973 de manière qu'il puisse achever ses travaux en une seule session et que ses membres n'aient pas à effectuer spécialement un voyage au Siège. En conséquence, le Comité consultatif recommande de réduire de 10 000 dollars le crédit demandé au chapitre X, dont le montant serait ainsi ramené à 10 000 dollars.

Réduction recommandée :

Dollars

Chapitre 20. Dépenses spéciales 10 000

63/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-deuxième session, Supplément No 7 (A/6707), par. 323.

64/ Ibid., vingt-troisième session, Annexes, point 73 de l'ordre du jour, document A/7258, par. 21.

PREVISIONS DE RECETTES

Le tableau 22 ci-après donne une récapitulation des prévisions de recettes pour 1973, comparées aux montants approuvés pour 1972 et aux recettes effectives de 1971.

Tableau 22

<u>Chapitre des recettes</u>	<u>1973</u> <u>Montants</u> <u>estimatifs</u>	<u>1972</u> <u>Montants</u> <u>approuvés</u>	<u>1971</u> <u>Recettes</u> <u>effectives</u>	<u>Augmentation ou</u> <u>(diminution)</u> <u>entre 1973 et</u> <u>1971</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
1. Recettes provenant des contributions du personnel	26 970 000	25 313 650	22 814 264	1 656 350
2. Recettes provenant de fonds extra-budgétaires	747 000	2 499 400	2 514 446	(1 752 400)
3. Recettes générales	4 964 000	4 910 000	4 584 909	54 000
4. Activités productrices de recettes	3 001 300	3 198 600	2 412 360	(197 300)
Total des recettes autres que les contributions du personnel	8 712 300	10 608 000	9 511 715	(1 895 700)
TOTAL DES RECETTES	35 682 300	35 921 650	32 325 979	(239 350)

TITRE PREMIER. RECETTES PROVENANT DES CONTRIBUTIONS DU PERSONNEL

Chapitre premier des recettes. Recettes provenant des contributions du personnel

	<u>Dollars</u>
Prévisions présentées par le Secrétaire général	26 970 000
Prévisions recommandées par le Comité consultatif	26 810 000
1972 (montant estimatif)	25 313 650
1971 (montant effectif)	22 814 264

IS 1-1 Le montant estimatif de 26 970 000 dollars prévu pour ce chapitre représente le montant auquel le Secrétaire général compte que s'élèveront en 1973 les contributions auxquelles les traitements et émoluments des fonctionnaires sont assujettis conformément à l'article 3.3 du Statut du personnel. Cette somme sera créditée au Fonds de péréquation des impôts pour être répartie entre les Etats Membres conformément à la résolution 973 (X) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1955. Le montant estimatif peut être ventilé comme suit :

	<u>Dollars</u>
Contributions du personnel au titre duquel des montants sont inscrits aux chapitre 2, 3, 4 et 20 des dépenses et au chapitre 4 des recettes	21 608 000
Contributions du personnel de la CNUCED (chapitre 15)	1 718 000
Contributions du personnel de l'ONUDI (chapitre 16)	2 062 000
Contributions du personnel des missions spéciales (chapitre 17) ...	657 000
Contributions du personnel du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (chapitre 18)	812 000
Contributions du personnel du Greffe de la Cour internationale de Justice (chapitre 19)	113 000
	<hr/>
	26 970 000
	<hr/>

IS 1-2 Compte tenu des modifications apportées à la façon de prévoir les fonds nécessaires pour couvrir les dépenses à engager pour exécuter des projets d'assistance technique du PNUD, modifications que le Comité consultatif a examinées plus haut dans les paragraphes 32 à 34, le montant estimatif des contributions du personnel a été réduit de 354 300 dollars, puisque les dépenses relatives au personnel intéressé ne seront plus désormais imputées sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, mais sur un compte distinct alimenté par des fonds du PNUD. Le Comité a été informé que, pour les fonctionnaires soumis à l'impôt national sur le revenu - qui ne devraient pas être très nombreux -, les montants correspondant aux versements provisionnels et au règlement final à effectuer au titre de l'impôt seront directement imputés sur ce compte spécial.

IS 1-3 Le produit des contributions du personnel variant en raison directe du montant des traitements et émoluments, les recommandations formulées par le Comité consultatif aux chapitres 3, 15 et 16 auront pour effet de réduire les recettes provenant des contributions du personnel de 160 000 dollars. En conséquence, le Comité recommande d'approuver, pour le chapitre premier des recettes, un montant estimatif de 26 810 000 dollars.

Réduction recommandée :

	<u>Dollars</u>
Chapitre premier des recettes. Recettes provenant des contributions du personnel ...	160 000

TITRE II. AUTRES RECETTES

Chapitre 2 des recettes. Recettes provenant de fonds extra-budgétaires

	<u>Dollars</u>
Prévisions présentées par le Secrétaire général	747 000
Prévisions recommandées par le Comité consultatif	747 000
1972 (montant estimatif)	2 499 400
1971 (montant effectif)	2 514 446

IS 2-1 Jusqu'à présent, la somme que le Programme des Nations Unies pour le développement versait à l'Organisation des Nations Unies à titre de remboursement des dépenses engagées par elle pour exécuter des projets d'assistance technique était créditée au présent chapitre des recettes. Maintenant que le Secrétaire général propose de modifier la façon de prévoir les fonds nécessaires pour couvrir ces dépenses (voir plus haut paragraphes 32 à 34), ceux-ci ne figureraient plus au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, ni au titre des dépenses ni au titre des recettes. En conséquence, un montant de 1 874 400 dollars a été déduit du montant estimatif prévu au chapitre 2 des recettes pour 1973.

IS 2-2 Les deux éléments qui demeurent inscrits au chapitre 2 des recettes sont le montant de la subvention à prélever sur les contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (710 000 dollars) et la somme à recevoir de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies à titre de remboursement du coût de certains services que l'Organisation des Nations Unies fournit à ses frais pour le compte de la Caisse (37 000 dollars). Le premier élément, dont le montant dépasse de 130 000 dollars le montant estimatif correspondant pour l'exercice en cours, représente 10 p. 100 des engagements prévus au titre du programme du Haut Commissariat pour 1972, compte non tenu de la subvention pour 1972 et des dépenses d'administration qui sont directement couvertes dans le cadre du programme 65/. Le montant estimatif de la somme à recevoir de la Caisse commune des pensions accuse une diminution de 8 000 dollars, la principale modification étant la suppression de tout montant correspondant aux services d'un fonctionnaire chargé des placements, conformément aux nouvelles procédures proposées par le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et approuvées par le Secrétaire général.

IS 2-3 Le Comité consultatif approuve les prévisions présentées pour le chapitre 2 des recettes.

65/ Formule approuvée par l'Assemblée générale à sa vingt-deuxième session (Documents officiels de l'Assemblée générale vingt-deuxième session, Supplément No 5 (A/6705), par. 17.14).

Chapitre 3 des recettes. Recettes générales

	<u>Dollars</u>
Prévisions présentées par le Secrétaire général	4 964 000
Prévisions recommandées par le Comité consultatif	5 044 000
1972 (montant estimatif)	4 910 000
1971 (montant effectif)	4 584 909

IS 3-1 Les recettes de 4 964 000 dollars prévues au chapitre 3 des recettes dépassent de 54 000 dollars le montant estimatif approuvé pour l'exercice en cours. Le tableau 23 ci-après donne une ventilation comparative par rubrique.

Tableau 23

Recettes générales : tableau récapitulatif pour 1971, 1972 et 1973

<u>Rubriques</u>	<u>1973</u> <u>Montants</u> <u>estimatifs</u>	<u>1972</u> <u>Montants</u> <u>approuvés</u>	<u>1971</u> <u>Montants</u> <u>effectifs</u>	<u>Augmentation ou</u> <u>(diminution)</u> <u>entre 1971 et</u> <u>1972</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
i) Recettes provenant de loyers.....	163 000 ^{a/}	262 000	286 321	(99 000)
ii) Remboursement au titre du personnel et des services fournis aux insti- tutions spécia- lisées et à d'autres organismes	805 000	882 000	1 009 643	(77 000)
iii) Intérêts bancaires ...	60 000	67 000	58 619	(7 000)
iv) Vente de matériel usagé	60 000	60 000	78 618	-
v) Remboursement de dépendes d'exercices antérieurs	235 000	235 000	237 692	-

^{a/} Les recettes provenant de la location de places dans le garage, précédemment inscrites à cette rubrique, apparaissent maintenant au chapitre 4 des recettes et sont estimées à 85 000 dollars pour 1973.

Tableau 23 (suite)

<u>Rubriques</u>	<u>1973</u>	<u>1972</u>	<u>1971</u>	<u>Augmentation ou</u>
	<u>Montants</u> <u>estimatifs</u>	<u>Montants</u> <u>approuvés</u>	<u>Montants</u> <u>effectifs</u>	<u>(diminution)</u> <u>entre 1971 et</u> <u>1972</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
vi) Contributions d'Etats non membres	2 671 000	2 392 000	2 142 022	279 000
vii) Services de télévision et services analogues	300 000	400 000	132 401	(100 000)
viii) Remboursement d'une partie des frais de construction de l'immeuble des Nations Unies à Santiago du Chili	120 000	120 000	64 000	-
ix) Remboursement, à l'occasion du retrait de parti- cipants, de la cotisation versée par l'Organi- sation à la Caisse commune des pensions du personnel	450 000	372 000	470 261	78 000
x) Recettes accessoires	100 000	120 000	105 332	(20 000)
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
Total	4 964 000	4 910 000	4 584 909	54 000

IS 3-2 La réduction apparente à la rubrique i) (Recettes provenant de loyers) est entièrement imputable à la décision de créditer les recettes provenant de la location de places dans le Garage du Siège au chapitre 4 des recettes et non plus au présent chapitre.

IS 3-3 Il y a trois raisons principales pour lesquelles les recettes prévues à la rubrique ii) (Remboursement au titre du personnel et des services fournis aux institutions spécialisées et à d'autres organismes) sont inférieures de 77 000 dollars au montant estimatif approuvé pour 1972. En premier lieu, le Secrétaire général prévoit une diminution d'environ 51 000 dollars du montant remboursé par le PNUD au titre des services de communications, étant donné la proposition de location conjointe, par le PNUD et l'ONU, d'un circuit télex plus rapide entre New York et Genève. Le Secrétaire général voudra peut-être revoir ce montant estimatif compte tenu de l'étude complète des arrangements en matière de communications entre New York et Genève, que le Comité consultatif a recommandée dans le cadre de ses observations sur le crédit demandé au chapitre 10 (par. 10-4). En second lieu, l'Organisation ne recevra pas en 1973 de montant correspondant à la somme versée en 1972 par l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime pour couvrir une partie du coût de la Conférence sur les transports internationaux par conteneurs. Enfin, le Secrétaire général estime que les recettes provenant des droits d'inscription acquittés par certains des participants aux cours de langues organisés au Siège seront de 8 000 dollars, contre un montant estimatif de 17 000 dollars approuvé pour 1972; le Comité consultatif a appris que le montant effectif des recettes de 1972 sera vraisemblablement bien inférieur à ce chiffre. Les diminutions de recettes susmentionnées sont en partie compensées par une augmentation de 17 000 dollars des recettes provenant du remboursement, à l'Office des Nations Unies à Genève, des dépenses qu'entraînent la reproduction et la distribution de documents et la fourniture d'autres services.

IS 3-4 Compte tenu du montant des recettes effectives de 1971, le Comité consultatif recommande d'augmenter de 10 000 dollars le montant estimatif prévu à la rubrique iv) (Vente de matériel usagé) et de le porter à 70 000 dollars.

IS 3-5 L'augmentation du montant estimatif des contributions d'Etats non membres /rubrique vi)/ est imputable, pour l'essentiel, au coût plus élevé des activités de l'Organisation des Nations Unies auxquelles ces Etats participent et dont ils prennent une partie du coût à leur charge.

IS 3-6 Le Comité consultatif constate que les recettes provenant des services de télévision et services analogues /rubrique vii)/, dont le montant était d'environ 410 000 dollars en 1970, sont tombées à 132 000 dollars environ en 1971. Cette réduction était due, en grande partie, à une modification apportée en 1971 aux procédures comptables (passage du système de comptabilité d'exercice au système de comptabilité de caisse), qui a eu pour effet de réduire le montant des recettes comptabilisées dans les livres pour cet exercice. Elle reflétait aussi une réduction de la demande en ce qui concerne ces services. C'est pour cette dernière raison que le Secrétaire général a réduit le montant estimatif prévu pour 1973 de 400 000 dollars (montant approuvé pour 1972) à 300 000 dollars. Le montant des recettes provenant des services de ce type dépendait, les années précédentes, dans une large mesure, de l'intérêt que les activités de l'Organisation des Nations Unies suscitaient auprès du public en Amérique du Nord, facteur que

l'on ne peut facilement prévoir. A l'avenir, le Secrétaire général espère augmenter les ventes de programmes et de films destinés principalement à d'autres publics (conformément aux propositions que l'Assemblée générale a approuvées dans sa résolution 2897 (XXVI) du 22 décembre 1971), mais il ne compte pas qu'une augmentation très sensible des recettes en résulte. Dans ces conditions, le Comité approuve le montant estimatif prévu pour cette rubrique. Le Secrétaire général a informé le Comité qu'il a l'intention de revoir les tarifs appliqués par le Service de l'information en ce qui concerne ses services de télévision, de radio et de cinéma, compte tenu des vues exprimées par le Comité dans son rapport sur le projet de budget pour l'exercice 1972 66/.

IS 3-7 Au cours des entretiens qu'il a eus avec le Comité des Commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies, le Comité consultatif a appris que le passage du système de comptabilité d'exercice au système de comptabilité de caisse, dont il est question au paragraphe précédent, ne correspond pas aux pratiques comptables actuelles. Le Comité suggère, en conséquence, qu'au début de 1973, le Secrétaire général pèse les avantages et les inconvénients de cette modification, compte tenu de l'expérience des deux exercices précédents.

IS 3-8 Le Comité estime que les recettes provenant des services de télévision et des services analogues devraient être un des facteurs à prendre en considération lorsque l'Assemblée générale examinera les propositions du Secrétaire général relatives à l'acquisition et au remplacement de matériel de télévision, de radio et de cinéma au Siège 67/.

IS 3-9 Le Comité consultatif recommande d'augmenter de 70 000 dollars le montant estimatif prévu à la rubrique viii), qui représente le remboursement, par le Gouvernement chilien, d'une partie des frais de construction de l'immeuble des Nations Unies à Santiago, pour tenir compte de l'intention dudit gouvernement de verser en 1973 une part plus importante du montant total qu'il s'est engagé à rembourser.

Augmentation recommandée :

	<u>Dollars</u>
Chapitre 3 des recettes. Recettes générales	80 000

66/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément No 8 (A/8408), par. 328.

67/ A/C.5/1320/Rev.1 et Corr.1, par. 261, ix), résolution 2897 (XXVI) de l'Assemblée générale, par. 3.

Chapitre 4 des recettes. Activités productrices de recettes

	<u>Dollars</u>
Prévisions présentées par le Secrétaire général	3 001 300
Prévisions recommandées par le Comité consultatif	3 103 600
1972 (montant estimatif)	3 213 400
1971 (montant effectif)	2 412 360

IS 4-1 Le montant prévu au présent chapitre est un montant net, obtenu après imputation sur les recettes provenant des activités productrices de recettes de toutes les dépenses nettement imputables auxdites activités, y compris les dépenses au titre du personnel s'occupant directement de ces activités. Il y a deux changements dans la présentation de ces prévisions de recettes pour 1973 : les recettes provenant de l'exploitation du garage du Siège, qui figuraient jusqu'ici au chapitre 3 des recettes, sont inscrites maintenant au chapitre 4 des recettes, et un montant peu élevé est prévu à l'article III (Services destinés aux visiteurs) au titre du service des visites guidées de l'immeuble des Nations Unies à Santiago du Chili, alors que le coût de cette activité (qui accuse un déficit) était imputé jusqu'à présent sur les crédits ouverts pour le personnel temporaire. Le tableau 24 est un état comparatif, par article, des prévisions pour 1973, des montants approuvés pour 1972 et des recettes effectives de 1971.

Tableau 24

Activités productrices de recettes

<u>Rubriques</u>	<u>1973</u> <u>Montants</u> <u>estimatifs</u>	<u>1972</u> <u>Montants</u> <u>approuvés</u>	<u>1971</u> <u>Montants</u> <u>effectifs</u>	<u>Augmentation ou</u> <u>(diminution)</u> <u>entre 1972 et</u> <u>1973</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
I. Vente des timbres-poste de l'ONU	2 339 000	2 635 000	1 935 730	(296 000)
II. Vente de publications et Librairie de l'ONU	64 500	85 200	177 888	(20 700)
III. Services destinés aux visiteurs et visites guidées	(146 200)	(120 000)	(167 192)	(26 200)
IV. Comptoir d'articles pour cadeaux, magasin de souvenirs, et restaurants et services annexes	390 000	398 400	425 934	(8 400)

Tableau 24 (suite)

<u>Rubriques</u>	<u>1973</u> <u>Montants</u> <u>estimatifs</u>	<u>1972</u> <u>Montants</u> <u>approuvés</u>	<u>1971</u> <u>Montants</u> <u>effectifs</u>	<u>Au mentation ou</u> <u>(diminution)</u> <u>entre 1972 et</u> <u>1973</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
V. Bénéfices - médailles commémoratives de la fondation de l'Organisation des Nations Unies	269 000	200 000	0 000	69 000
VI. Exploitation du garage	85 000	_a/	_ a/	85 000
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
Total	3 001 300	3 198 600	2 412 360	(197 300)
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>

a/ 110 000 dollars (chiffre estimatif) en 1972 et 121 309 dollars en 1971.

IS 4-2 Compte tenu de l'inscription au présent chapitre des recettes provenant de l'exploitation du garage et du service des visites à Santiago qui, l'un dans l'autre, doivent produire en 1973 des recettes nettes d'un montant estimé à 84 300 dollars, les recettes inscrites au chapitre 4 des recettes accusent, en fait, une diminution de 281 600 dollars. Le montant estimatif net des recettes à tous les articles, excepté l'article V (Bénéfices - médailles commémoratives de la fondation de l'Organisation des Nations Unies), est inférieur au montant approuvé pour 1972.

IS 4-3 Le Secrétaire général a informé le Comité consultatif qu'il étudie les moyens d'accroître les recettes nettes provenant des activités productrices de recettes, à savoir les moyens de réduire les dépenses et d'introduire de nouvelles activités productrices de recettes. Il a indiqué que l'étude effectuée par le Service de gestion administrative sur le Bureau des services généraux, dont le Service de gestion commerciale supervise plusieurs des opérations de cette catégorie, pourrait permettre de faire des économies. Les résultats de cette étude n'étaient pas encore publiés lorsque le Comité consultatif a examiné le projet de budget pour 1973.

IS 4-4 La diminution du montant estimatif des recettes nettes provenant de la vente des timbres-poste de l'ONU (article premier) est en partie imputable au fait que la valeur nominale totale des timbres qui seront émis sera moins élevée pour 1973 que pour 1972 (2,27 dollars contre 3,79 dollars) ainsi qu'à une augmentation

des dépenses, notamment en ce qui concerne la location de locaux, les fournitures et services divers, les entiers postaux et fournitures postales. Le Comité consultatif a appris que, dans ces deux derniers cas, les dépenses augmenteraient du fait de la production de nouveaux articles destinés à la vente, comme des cartes postales et des enveloppes portant un cachet. L'augmentation du coût des travaux d'imprimerie (due en partie à l'effet de la dévaluation du dollar des Etats-Unis à Genève) ont également ajouté au coût des entiers postaux. Quant à la location de locaux, l'augmentation qu'elle accuse (de 28 000 dollars à 47 000 dollars) est imputable à la nécessité de trouver des locaux pour le nombreux personnel temporaire qu'on a jugé nécessaire de recruter pour de courtes périodes afin d'éviter des retards qui affecteraient les commandes de nouvelles séries de timbres.

IS 4-5 Toutefois, comme le Secrétaire général l'indique au paragraphe 4.10 des prévisions de recettes, le montant des dépenses à imputer en 1973 sur les recettes provenant de la vente des timbres-poste sera probablement révisé plus tard dans l'année, compte tenu de l'étude de l'Administration postale de l'ONU au Siège, effectuée par le Service de gestion administrative. Si des prévisions de recettes révisées sont présentées, le Comité consultatif établira un rapport distinct sur ces recettes à l'intention de l'Assemblée générale. Le Comité espère que, dans son étude de l'Administration postale, le Service de gestion administrative examinera la possibilité de réduire les dépenses relatives au personnel temporaire, qui dépassent 400 000 dollars par an.

IS 4-6 Au cas où il y aurait une nouvelle augmentation des tarifs postaux aux Etats-Unis en 1972 ou en 1973, qui aurait pour conséquence une augmentation de la valeur nominale des nouveaux timbres de l'ONU, le montant net des recettes provenant de la vente des timbres-poste dépasserait probablement le chiffre indiqué dans les prévisions de recettes.

IS 4-7 A l'article II (Vente de publications et Librairie de l'ONU), le Secrétaire général prévoit une légère augmentation du montant brut des ventes et autres rentrées (qui passerait de 1 561 000 dollars, chiffre approuvé pour 1972, à 1 585 000 dollars), mais aussi des dépenses beaucoup plus élevées, ce qui entraînerait une diminution des recettes nettes de 20 700 dollars, cela en dépit de l'augmentation du montant estimatif des recettes nettes provenant de la vente des documents de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les utilisations pacifiques de l'énergie atomique, inscrites au présent article à une rubrique distincte et qui passeraient de 4 000 à 20 500 dollars. Le Comité consultatif note que le volume des ventes de la Librairie, qui représentent plus d'un cinquième du montant total des ventes et des recettes figurant à l'article II, dépend du nombre de visiteurs au Siège, qui a diminué ces dernières années. Le Comité estime qu'il faut faire de grands efforts pour réduire les dépenses imputées sur les recettes provenant de la vente des publications; au cas où des réductions importantes s'avéreraient impossibles, il sera peut-être nécessaire de faire supporter aux acheteurs une partie de l'augmentation des coûts en augmentant les prix de vente.

IS 4-8 Les recettes nettes provenant des services destinés aux visiteurs et visites guidées (article III) accuseront vraisemblablement un déficit de 146 200 dollars, soit 26 200 dollars de plus que le déficit prévu en 1972, ce qui représente néanmoins un certain progrès par rapport au déficit de 1971, qui était

de 167 192 dollars. Toutefois, comme il est indiqué au paragraphe 4.17 des prévisions de recettes, le nombre de visiteurs au Siège, sur lequel reposaient les prévisions pour 1972, a peut-être été exagéré; le nombre des visiteurs dépend essentiellement de deux facteurs qui varient tous deux : la situation de l'industrie touristique en général, et l'intérêt que les Nations Unies suscitent dans le grand public, principalement dans le pays hôte. Le Comité consultatif note qu'il ressort du tableau 4-6 des prévisions de recettes que des efforts sont faits actuellement pour réduire les dépenses imputées sur les recettes provenant des droits d'admission aux visites guidées, et il espère que ces efforts seront intensifiés, car il continue à considérer que les recettes devraient équilibrer les dépenses 68/. En même temps, le Comité reconnaît que les recettes provenant des visites guidées au Siège ne se limitent pas aux droits d'entrée, mais comprennent également le montant des achats effectués par les visiteurs à la Librairie, au comptoir d'articles pour cadeaux et au magasin de souvenirs, ainsi que dans les restaurants et services annexes.

IS 4-9 Le Secrétaire général compte que le service des visites au palais des Nations, à Genève, accusera un déficit net de 11 000 dollars, soit 4 500 dollars de moins que le déficit prévu pour l'année en cours et moins de la moitié du déficit effectif de 1971. Cette situation s'explique par une augmentation du droit d'admission, qui prendra effet en juillet 1973, en même temps que le programme des visites sera amélioré et que leur itinéraire s'étendra à la nouvelle aile du palais. Néanmoins, le Secrétaire général s'attend à une augmentation de 30 p. 100 des dépenses imputées sur les recettes, en raison du relèvement des traitements et de l'augmentation des dépenses relatives au personnel temporaire, laquelle est due essentiellement à la projection de films pour les visiteurs, qui commencera pendant l'été 1973. La diminution du nombre de personnes qui suivent la visite guidée est décourageante et le Comité consultatif est convaincu qu'il faudrait des efforts plus énergiques pour faire de la publicité au sujet de la visite et pour rendre celle-ci plus intéressante.

IS 4-10 Les recettes prévues à l'article IV (Comptoir d'articles pour cadeaux, magasin de souvenirs, et restaurants et services annexes) ne changent guèrent par rapport au montant approuvé pour 1972. Le montant net des recettes, estimé à 390 000 dollars, est légèrement inférieur au montant approuvé pour l'exercice en cours. Le détail des rubriques apparaît dans le tableau suivant.

68/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément No 8 (A/8408), par. 335.

Tableau 25

<u>Rubriques</u>	<u>1973</u>	<u>1972</u>	<u>1971</u>	<u>Augmentation entre</u> <u>1972 et 1973</u>
	<u>Montants</u> <u>estimatifs</u>	<u>Montants</u> <u>approuvés</u>	<u>Recettes</u> <u>effectives</u>	
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
Magasin de souvenirs)Dédution	350 000	340 000	359 185	10 000
Comptoir d'articles)faite des				
pour cadeaux)dépendes	210 000	210 000	210 910	-
Restaurants et)direc-				
services annexes ...)tement	-	-	(4 144)	-
Recettes totales ...)imputables	560 000	550 000	565 951	10 000
<u>A déduire : Dépenses imputées</u> <u>sur les recettes :</u>				
Service de gestion				
commerciale : traitements				
et dépenses communes de				
personnel	170 000	151 600	140 017	18 400
RECETTES NETTES AJUSTEES	390 000	398 400	425 934	(8 400)

IS 4-11 Le Comité consultatif a appris que l'installation, en 1971, de nouveaux distributeurs automatiques a permis de réaliser des économies appréciables dans la gestion des restaurants et services annexes. Le Secrétaire général note néanmoins, au paragraphe 4.40 des prévisions de recettes que, du fait de l'augmentation du coût des produits alimentaires et de la main-d'oeuvre, il devient de plus en plus difficile de faire en sorte que les recettes des restaurants et services annexes équilibrent les dépenses, tout en maintenant une certaine qualité et en évitant une augmentation excessive des prix. Le Comité consultatif note que le Secrétaire général se préoccupe de ce problème et espère qu'il sera en mesure de formuler des propositions constructives.

IS 4-12 D'une manière générale, le Comité recommande qu'à l'expiration des contrats actuels relatifs aux restaurants et services annexes, le Secrétaire général lance un appel d'offres. Le Comité suggère que cette recommandation soit portée à l'attention du Comité des marchés.

IS 4-13 Etant donné que l'émission de médailles commémoratives de la fondation de l'Organisation des Nations Unies (article V) n'a commencé qu'en 1972, il est difficile de prévoir quel sera le montant net des recettes; le chiffre estimatif de 269 000 dollars dépasse de 69 000 dollars le chiffre approuvé pour l'exercice en cours.

IS 4-14 Le chiffre estimatif des recettes nettes provenant de la location de places dans le garage de l'ONU au Siège, qui figurait jusqu'ici au chapitre 3 des recettes, est tombé de 110 000 dollars (chiffre approuvé pour 1972) à 85 000 dollars. Toutefois, cette diminution n'est pas due à une baisse des recettes, mais à la décision d'imputer sur les recettes provenant de cette activité les dépenses relatives à deux postes d'agent du Service de sécurité, lesquelles étaient imputées jusqu'ici sur les chapitres 3 et 4 du budget. Les crédits demandés à ces deux chapitres pour 1973 accusent une réduction de 25 000 dollars, par suite de ce changement.

IS 4-15 Le Comité consultatif note, au paragraphe 4.44 des prévisions de recettes que, compte tenu d'une recommandation qu'il a faite en 1970 69/, le Secrétaire général revoit actuellement le barème des tarifs pour la location de places dans le garage. Etant donné que des tarifs plus élevés entreront probablement en vigueur en 1973, le Comité recommande de porter de 85 000 à 105 000 dollars le montant des recettes prévues à cet article.

Augmentation recommandée :

	<u>Dollars</u>
Chapitre 4 des recettes. Activités productrices de recettes	
Article VI. Exploitation du garage	20 000

69/ Ibid., vingt-cinquième session, Supplément No 8 (A/8008), par. 383.

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous à: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Напишите справки об изданиях в нашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
